



Montreal, P. Q.  
M. le Receveur Provincial,  
Revenu Provincial,  
115, St-Gabriel.

# Gazette officielle Québec

PUBLIÉE PAR AUTC

# Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI 15 JUIN, 1935.

QUEBEC, SATURDAY, 15TH JUNE, 1935.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

**C**eux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

#### TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

**P**ARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

#### ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents par line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,  
Rédempti Paradis.  
Hôtel du Gouvernement. 2503—18—9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,  
King's Printer.  
Government House. 2504—18—9-o

### Lettres patentes

#### "A. M. Boucher & Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin, 1935, constituant en corporation: Theodore Barry Laberge, gérant, Melle Eileen Coveney, Secrétaire, fille majeure, tous deux de la Cité de Montréal, et Melle Mary-Teresa Fegan, Secrétaire, fille majeure, de la Cité de Westmount, dans les buts suivants:

(a) Faire affaires comme courtiers en assurance agir comme agents d'assurance, ajusteurs et évaluateurs, et représenter aucune et toutes compagnies, firmes ou individus exerçant toute spécialité du dit commerce, ou faisant toutes affaires d'assurance quelconques, et accepter ou payer toutes commissions ou autres rémunérations pour services rendus;

(b) Agir comme agent ou représentant de propriétaires ou autres personnes ou corporations ayant ou réclamant aucun intérêt dans les marchandises, vaisseaux, cargaisons, fret, automobiles et autres véhicules et tous autres sujets d'assurance;

(c) Faire le commerce, acheter, vendre et faire des contrats pour l'aménagement de, et fournir toutes sortes d'appareils et dispositifs, machines et machineries avec leurs accessoires se rapportant ou concernant la prévention des incendies;

(d) Agir comme agents ou procureurs pour l'administration d'immeubles, la vente de propriétés, le placement, la manipulation, le prêt, paiement, transmission et perception d'argent, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, débetures et autres valeurs, et l'entreprise d'enquêtes, évaluations, ventes, échanges, baux, subdivisions et choses de même nature, et faire affaires généralement comme courtiers et agents;

(e) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer et autrement acquérir toute propriété réelle ou personnelle que la compagnie croira nécessaire ou désirable, et les vendre, améliorer, gérer, développer, louer, en disposer ou faire valoir et autrement négocier toute ou aucune partie de la propriété de la compagnie;

### Letters patent

#### "A. M. Boucher & Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1935, incorporating: Theodore Barry Laberge, Manager, Miss Eileen Coveney, Secretary, Spinster of the full age of majority, both of the City of Montreal, and Miss Mary Teresa Fegan, Secretary, Spinster of the full age of majority, of the City of Westmount, for the following purposes:

(a) To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, adjusters and appraisers, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business or dealing in any or all classes of insurance whatsoever, and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

(b) To act as agents or representatives of owners or other persons or corporations having or claiming to have any interest in merchandise, vessels, cargoes, freight, automobiles and other vehicles and any other subjects of insurance;

(c) To deal in, buy, sell and contract for the supply of, and to supply all sorts of appliances and devices, machines and machinery with their accessories dealing with or appertaining to the prevention of fire;

(d) To act as agents or attorneys for the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities, and the undertaking of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like, and to carry on the business of general brokers and agents;

(e) To purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account, and otherwise deal with all or any part of the company's property;

(f) Vendre, louer ou autrement aliéner la propriété et l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour telle considération que cette compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

(g) Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer, ou propre à augmenter la valeur des propriétés ou biens de la compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(h) Emettre et répartir, comme entièrement acquittées, les actions du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, en paiement ou partie de paiement de tout commerce, franchises, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, bons et débetures ou autres biens ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs concédés dans les présentes;

(i) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de boni, prêt, promesses, endossements, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels cette compagnie aurait des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par cesdites compagnies, corporations ou personnes ou associations ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la Compagnie aurait des relations d'affaires;

(j) S'amalgamer avec aucune autre compagnie ou compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux ci-dessus énumérés, aux conditions qui seraient déterminées;

(k) Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, au moyen de dividendes légalement déclarés ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies, toutes propriétés de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

(l) Faire toutes ou chacune des choses susmentionnées comme principaux, agents ou fondés de pouvoirs;

(m) Faire toutes telles autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "A. M. Boucher & Co. Ltd", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions ayant une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune, monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.  
Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de juin 1935.

ALEX. DESMEULES,

3273

Sous-secrétaire de la Province.

"A. T. Ross, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai 1935, constituant en corporation: Allan T. Ross, John C. Rogers,

(f) To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular, for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

(g) To enter into an arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

(h) To issue and allot as fully paid up stock of the company hereby incorporated in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, powers, privileges, leases, license, contract, real estate, stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

(i) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association, with which this company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

(j) To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated on such terms as may be agreed upon;

(k) To distribute among the shareholders of the company, in kind, by way of dividends legally declared or in the manner set out in Article 81 of the Companies' Act, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

(l) To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

(m) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "A. M. Boucher & Co. Ltd", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares having a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, current money of Canada.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.  
Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1935.

ALEX. DESMEULES,

3274-o

Sous-secrétaire de la Province.

"A. T. Ross, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of May, 1935, incorporating: Allan T. Ross, John C. Rogers, both salesmen, Stanley

tous deux courtiers de commerce, Stanley Stanger, officier de compagnie de fiducie, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir, soit absolument comme propriétaire ou par voie de garantie collatérale ou autrement, et vendre, garantir la vente et assigner, transférer ou autrement en disposer ou négocier des obligations, débetures ou autres titres de créance, actions, parts et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie bancaire, utilité publique, commerciale, industrielle et autre compagnie ou corporation ou individu ou association; transiger et faire les opérations d'une compagnie financière générale et de courtage et d'agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, le perfectionnement, le développement et l'administration de toutes propriétés, affaires ou entreprises;

Transiger et exercer les affaires d'une agence générale et de courtage et d'agir comme agents et courtiers pour le placement, prêt, paiement, transmission et perception d'argent, pour le transfert, l'enregistrement d'obligations, débetures, actions et autres valeurs;

Offrir pour souscription publique toutes actions, titres, obligations, débetures et autres titres de créance ou autres valeurs de tout gouvernement, corporation, compagnie, individu ou association;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation ou compagnie; de temps à autre, demander, acheter, acquérir par cession, transfert, ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité suprême, municipale ou locale, ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir de décréter, d'accorder ou d'octroyer, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière, que la compagnie peut trouver nécessaire ou avantageuse, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie de la propriété de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou toute partie des biens et de l'entreprise de la compagnie pour telle considération que la compagnie jugera convenable et particulièrement pour des actions, débetures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou calculées devoir augmenter la valeur des biens ou valeurs de la compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de telle compagnie et les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Émettre et répartir comme entièrement libérées des actions de la compagnie créée par les présentes en paiement total ou partiel de tout commerce, franchise, entreprise, biens, droits, pouvoirs, privilèges, baux, permis, contrats, immeubles, actions, obligations, débetures ou tous autres biens ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs conférés par les présentes;

Stanger, Trust Company officer, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold, either absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in bonds, debentures and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government or municipal or school corporation or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association; to transact and carry on a general financial company and brokerage business and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement, development and management of any property, business or undertaking;

To transact and carry on a general agency and brokerage business and to act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer and recording of bonds, debentures, shares or other securities;

To offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures and other evidences of indebtedness or other securities of any government, corporation, company, individual or association;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company; from time to time to apply for, purchase or acquire by assignment, transfer or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, concession, right or privilege which any government or authority, supreme, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To purchase, take on lease or in exchange, hire, and otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable, and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account, and otherwise deal with all or any part of the company's property;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or calculated to enhance the value of the company's properties or securities and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To issue, allot as fully paid-up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, property rights, powers, privileges, lease, license, contract, real estate, stocks, bonds, and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted;

Prélever ou aider à prélever des fonds, aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute corporation, compagnie, individus ou associations, avec lesquels cette compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir l'accomplissement des contrats de telle compagnie, corporation, individu ou association ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

Se fusionner avec toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux énumérés aux présentes, aux termes qui seront convenus;

Distribuer parmi les membres de la compagnie, en nature, par voie de dividendes déclarés légalement ou d'après la section 81 de la Loi des compagnies de Québec, aucun des biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débetures, valeurs dans d'autres compagnies appartenant à cette compagnie ou dont la compagnie peut disposer;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que dans pareil cas le fait de tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tel contrat ou transaction;

Le nombre des actionnaires et membres de la compagnie, non compris les personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et les personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, étaient pendant qu'elles occupaient tel emploi, et ont continué après la terminaison de tel emploi à être membres de la compagnie, sera limité à vingt (20);

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire les actions ou débetures de la compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents ou procureurs;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou favorables à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "A. T. Ross, Limited", avec un capital total de un mille dollars (\$1,000.00), divisé en quarante (40) actions de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mai, 1935.

ALEX. DESMEULES,

3275

Sous-secrétaire de la Province.

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association, with which this company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated, on such terms as may be agreed upon;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, by way of dividends legally declared or in the manner set out in section 81 of the Companies' Act, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have to dispose of;

And it is ordained and declared that, in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the company and of persons who, having been formerly in the employment of the company were, while in such employment and have continued after the termination of such employment to be members of the company, shall not exceed twenty (20);

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company is prohibited;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "A. T. Ross, Limited", with a total capital stock of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into forty (40) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of May, 1935.

ALEX. DESMEULES,

3276-0

Assistant Provincial Secretary.

#### "General Import Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du

#### "General Import Company".

Notice is hereby given that under Part I. of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty first day

vingt et unième jour de mai 1935, constituant en corporation: Marcel Marcus, Frank-Melvin Dodine, et Saul Hayes, avocats, tous de Montréal, P. Q., dans les buts suivants:

a. Exercer le commerce et l'industrie d'importateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail, négociants et commerçants de nouveautés, soies, satins, coton, lainages, draps, tissus et matériels de toute nature et description;

b. Exercer le commerce et l'industrie d'importateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail, négociants et commerçants dans les lampes et abat-jour pour lampes de toute nature et description;

c. Acquérir par achat, échange ou autrement, et construire, opérer et entretenir des magasins et entrepôts pour la vente et l'emmagasinage des dits articles, matériaux et commodités;

d. Acquérir et assumer comme entreprise en exploitation l'industrie actuellement exercée au No 510 rue McGill, en la cité de Montréal, par Henry Herman, marchand, de la cité et du district de Montréal, sous les nom et raison sociale de General Import Company, et tous ou aucun des biens et responsabilités de la dite industrie, et les payer avec des actions acquittées de cette compagnie;

e. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

f. Acheter ou autrement acquérir et se charger de tout ou aucun des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exerçant aucune industrie que cette compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens convenables pour les fins de la compagnie;

g. Se fusionner ou entrer en société ou conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques, ou autrement, avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exploitant ou exerçant ou sur le point d'exploiter ou d'exercer toute industrie ou transaction que la compagnie est autorisée à exploiter ou à exercer, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

h. Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

i. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses de ou incidentes à la formation et l'organisation d'icelle, ou que la compagnie considérera comme dépenses préliminaires;

j. Etablir des agences et succursales;

k. Poursuivre tous ou aucun des objets de la compagnie et faire toutes ou aucune des choses susdites comme principal, agent, entrepreneur, ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

l. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets et l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

Le nombre de actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20);

Nul appel ne sera fait au public pour la sous-

of May, 1935, incorporating: Marcel Marcus, Frank Melvin Godine, and Saul Hayes, advocates, all of Montreal, P. Q., for the following purposes:

a. To carry on the trade and business of importers, manufacturers, wholesale and retail merchants, dealers and jobbers in dry goods, silks, satins, cottons, woollens, cloths, textiles and fabrics of every kind and description;

b. To carry on the trade and business of importers, manufacturers, wholesale and retail merchants, dealers and jobbers in lamps and lamp shades of every kind and description;

c. To acquire by purchase, exchange or otherwise, and to construct, operate and maintain stores and warehouses for the sale and storage of the said articles, materials and commodities;

d. To acquire and take over as a going concern the business now carried on at No. 510 McGill Street, in the city of Montreal, by Henry Herman, merchant, of the city and district of Montreal, under the firm name and style of General Import Company, and all or any of the assets and liabilities of the said business, and to pay for the same by paid up shares in this Company;

e. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

f. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

g. To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

h. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

i. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

j. To establish agencies and branches;

k. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

l. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20);

No appeal shall be made to the public to sub-

cription des actions, sous le nom de "General Import Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de mai 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3277 Sous-secrétaire de la Province.

scribe for shares, under the name of "General Import Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of May, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3278-o Assistant Provincial Secretary.

**"Hamel & Guertin, Ltée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1935, constituant en corporation: Joseph-Armand Guertin, Jean Guertin, plaqueurs, Alexandre Guy, chauffeur, tous de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie du placage, polissage et finissage des métaux, et exécuter tous genres de travaux en rapport avec cette industrie;

2. Manufacturer et faire le commerce d'articles plaqués, marchandises et effets de toutes sortes en rapport avec la dite industrie;

3. Manufacturer, produire ou autrement fabriquer, préparer, et faire le commerce généralement de tous les matériaux, machineries, appareils, produits et accessoires appropriés ou qui peuvent s'adapter pour être utilisés pour ou en rapport avec la fabrication, préparation ou production d'aucuns des articles, marchandises et effets susdits, et aussi d'aucuns et de tous les effets et choses qui résultent ou sont des sous-produits de la fabrication, production ou préparation dont aucun des dits articles peut être un facteur ou un ingrédient ou dont il est partie constituante;

4. Manufacturer, réparer et vendre au détail des poêles ou autres articles de ménage ou ustensiles et effets de toutes sortes;

5. Acquérir par achat, bail ou autrement, et exploiter sur base de droit régalién ou autrement toutes formules, brevets, marques de commerce, droits d'auteur ou dessins industriels, et les faire inscrire et enregistrer pour aucune des fins susdites;

6. Acheter, louer, prendre à bail ou autrement acquérir des terrains, habitations, entrepôts, magasins, usines, machineries ou autres propriétés, ériger et construire tous édifices, machineries ou choses nécessaires ou utiles pour les fins de l'industrie et du commerce de la compagnie;

7. Etablir des agences ou succursales;

8. Acheter et acquérir ou se fusionner avec tous autres commerces ou industries d'une nature semblable aux commerce et industrie qui seront exercés par la compagnie, ou intérêts en iceux, et les payer en argent ou en actions ou débetures de la compagnie ou partiellement dans un desdits modes ou partiellement dans aucun autre ou autres;

9. Acheter, acquérir, détenir et posséder des actions du capital-actions, obligations ou autres valeurs de toutes compagnies, corporation ou individu exerçant une industrie ou faisant un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou exploiter et acquérir, détenir ou autrement disposer de telles actions, obligations ou autres valeurs;

10. Exercer tous autres industries ou commerce ces qui pourraient être exercés convenablement par la compagnie en même temps que son indus-

**"Hamel & Guertin, Ltée".**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of May, 1935, incorporating: Joseph Armand Guertin, Jean Guertin, platers, Alexandre Guy, chauffeur, all of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the plating, polishing and finishing of metals, and to execute all kinds of work in connection with the said industry;

2. To manufacture and deal in plated wares, merchandise and goods of all kinds incidental to the said industry;

3. To manufacture, produce or otherwise fabricate, prepare, and generally deal in all materials, machinery, equipment, products and accessories incidental to or which may be adopted for use in connection with the manufacture, preparation or production of any of the aforesaid articles, merchandise and goods, and also of all or any of the goods or things resulting from or being by-products of the manufacture, production or preparation wherein anyone of the said articles may be a factor or an ingredient or of which it forms a constituent part.

4. To manufacture, repair or retail stoves or other household articles or utensils and effects of all kinds;

5. To acquire by purchase, lease or otherwise, and operate on a royalty or otherwise any formulas, patents, trade marks, copyrights or industrial designs, and cause the same to be copyrighted and registered for any of the aforesaid purposes;

6. To purchase, rent, take on lease or otherwise acquire lands, dwellings, warehouses, stores, workshops, machinery or other properties, to erect and construct any buildings, machinery or things necessary or useful for the purposes of the industry and business of the company;

7. To establish agencies or branches;

8. To purchase and acquire or to unite with any other business or industry of a similar nature to the business and industry which will be carried on by the company or interests therein, and to pay for the same in cash or shares or debentures of the company or partly in one of the said modes or partly in the other or others;

9. To purchase, acquire, hold and own shares of the capital stock, bonds or other securities of any companies, corporation or individual carrying on an industry or business which the present company is authorized to carry on or operate and to acquire, hold or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

10. To carry on any other industry or business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with

trie et son commerce ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

11. Maintenir et exploiter des bureaux pour la vente et autres facilités de distribution, maintenir et exploiter des magasins, comptoirs, édifices, entrepôts, bureaux de vente et autres facilités de distribution;

12. Investir ou réinvestir de temps à autre le capital et autres deniers de la compagnie de telle manière et dans de telles proportions et valeurs qui seront de temps à autre déterminées, et varier et changer tels placements, et en particulier, mais sans limiter la généralité des termes ci-dessus, placer et réinvestir tel capital ou autres deniers dans des actions ou titres (soit privilégiés, ordinaires, différés, soit entièrement acquittés ou non), bons, obligations, débetures, actions-débetures, certificats et valeurs de toutes sortes, émis ou garantis par aucune compagnie, corporation ou entreprise de toute nature quelconque et en n'importe quel endroit qu'elle ait été constituée en corporation organisée, ou qu'elle exerce son commerce, ou dans les bons, obligations, débetures, actions, certificats et valeurs de toutes sortes, émis ou garantis par aucun souverain, gouvernant, gouvernement, commissionnaires, corps public ou autorité fédérale, municipale, locale ou autres, soit au pays, soit à l'étranger;

13. Avoir, accepter, faire, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets à ordre, lettres de change, mandats et tous autres effets négociables; le tout sujet aux règlements à être adoptés par les directeurs de la compagnie;

14. S'unir, ou coopérer soit généralement ou pour toute époque ou période limitée, déterminée, continue ou autrement avec toutes corporations, compagnies, personnes exploitant des objets similaires ou analogues à ceux de la compagnie ou à aucun d'eux, relativement à l'exercice des opérations de la compagnie ou aucune partie d'icelles, et pour telles fins faire et conclure tous contrats, conventions ou arrangements de sociétés ou pour le partage des profits ou uniformité d'intérêt ou autrement;

15. Acheter ou autrement acquérir et assumer toute ou aucune partie de l'industrie, du commerce, billets et obligations de toute autre compagnie ou corporation, individu ou société exerçant aucune industrie ou aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer;

16. Emprunter et prélever de l'argent par l'émission d'obligations, débetures, lettres de change, billets à ordre, ou autres obligations ou valeurs de la compagnie ou par hypothèques ou charges sur tous ou aucune partie des biens de la compagnie ou de telle autre manière que la compagnie croira convenable;

17. Payer tous biens mobiliers et immobiliers, droits, permis, privilèges, clientèles ou franchises en actions entièrement acquittées de la compagnie;

18. Passer tous contrats, transiger toutes affaires relativement aux fins de la compagnie avec tous gouvernements fédéral, provincial ou autres et avec toutes municipalités de cités, villes ou de villages et toutes commissions scolaires ou fabriques;

19. Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers,

its business or industry or calculated, directly, or indirectly, to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

11. To maintain and operate offices for the sale and other facilities of distribution, to maintain and operate stores, counters, buildings, warehouses, sales offices and other means of distribution;

12. To invest or reinvest from time to time the capital and other monies of the company in such a manner and in such proportions and in such securities which may be from time to time determined, and to vary and change such investments and in particular, but without limiting the generality of the foregoing, to invest and reinvest such capital or other monies in the shares or securities (either preferred, common, deferred, whether fully paid up or not), bonds, obligations, debentures, debenture-stock, certificates and securities of all kinds, issued or guaranteed by any company, corporation or undertaking of any nature whatsoever and wheresoever incorporated or carrying on its business, or in the bonds, obligations, debentures, shares, certificates and securities of all kinds, issued or guaranteed by any supreme, sovereign, government, commissioners, public body or federal, municipal, local or other authority, whether domestic or foreign;

13. To have, accept, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, warrants and all other negotiable instruments; the whole subject to the by-laws to be adopted by the directors of the company;

14. To unite, or cooperate either generally or for any term or period limited, determined, continued or otherwise, with any corporations, companies, persons carrying on any objects similar or allied to those of the company or to any thereof, respecting the exercise of the operations of the company or any part thereof, and for such purposes to make and enter into contracts, arrangements or working agreements or for the sharing of profits, the union of interests or otherwise;

15. To purchase or otherwise acquire and to take over all or any part of an industry, business, notes and liabilities of any other company or corporation, individual or partnership carrying any industry or any business which the company is authorized to carry on;

16. To borrow and raise money by the issue of bonds, debentures, bills of exchange, promissory notes or other documents or securities of the company or by hypothecs or liens on all or any part of the assets of the company or in any other manner which the company may deem advisable;

17. To pay for any movable or immovable property, rights, licenses, privileges, custom or franchises in fully paid up shares of the company;

18. To enter into contracts, transact any business in connection with the purposes of the company with any federal, provincial or other government and with any municipalities of cities, towns or villages and any school commissions or fabriques;

19. And it is further ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, or officers, such contract or transaction shall not be

tels contrats ou transactions ne seraient pas invalidés ou en aucune manière affectés par le fait que tel directeur ou directeurs avait ou pouvait avoir un intérêt dans tel contrat ou transactions qui est ou pourra être contraire aux intérêts de la compagnie, pourvu que tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tels contrats ou transactions. Nul directeur ou directeurs ayant de tels intérêts contraires ne sera responsable envers la compagnie pour toute perte encourue par elle en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou de ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

20. A.—Les actions de la compagnie ne pourront être transportées sans le consentement des directeurs;

B.—Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

C.—Il sera défendu d'inviter le public à souscrire des actions ou des débentures de la compagnie;

21. Acquérir des biens meubles ou immeubles par achat, bail ou autrement, les détenir et posséder, aliéner, hypothéquer ou autrement affecter à la garantie des obligations de la compagnie, d'en disposer de toute telle manière qui sera décidée par les directeurs de la compagnie;

22. Payer tous biens mobiliers ou immobiliers, droits, permis, franchises, privilèges, clientèle, en actions entièrement acquittées de la compagnie;

23. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, tous biens de la compagnie, et en particulier, toutes actions, débentures, ou autres valeurs dans toute compagnie appartenant à la compagnie dont la compagnie peut avoir le droit de disposer, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

24. Généralement, faire tous actes nécessaires ou utiles aux fins susdites, sous les nom et raison sociale de "Hamel & Guertin, Ltée", avec un capital total de quarante-cinq mille dollars (\$45,000.00), divisé en mille (1000) actions de quarante-cinq dollars (\$45.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de mai 1935.

ALEX. DESMEULES,

3279-o

Sous-secrétaire de la Province.

invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors having such disclosed adverse interest shall be liable to the company for any loss incurred by it under or by reason of any such contract or transaction, nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon;

20. A.—The shares of the company cannot be transferred without the consent of the directors;

B.—The number of shareholders of the company will be limited to twenty;

C.—Any invitation to the public to subscribe for shares or debentures of the company is prohibited;

21. To acquire movable or immovable properties by purchase, lease or otherwise, to hold and own, alienate, hypothecate or otherwise affect the same to secure the bonds of the company, to dispose thereof in any such manner as may be decided by the directors of the company;

22. To pay for any movable or immovable properties, rights, permits, franchises, privileges, custom, in fully paid up shares of the company;

23. To distribute among the shareholders of the company, in kind, any assets of the company, and, in particular, any shares, debentures or other securities in any company belonging to the company or of which the company may have the right to dispose, by way of legally declared dividends out of the net profits of the company or in the manner provided for by article 81 of the Quebec Companies' Act;

24. Generally to do all acts necessary or useful for the aforesaid purposes, under the firm name and style of "Hamel & Guertin, Ltée", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of forty five dollars (\$45.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1935.

ALEX. DESMEULES,

3280

Assistant Provincial Secretary.

**"Hyman's Ladies Wear, Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mai 1935, constituant en corporation: Samuel Chait, John-J. Wasserman, Avocats, et Freda Pomerance, Fille majeure, Sténographe, tous de la Cité et du District de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer tous ou aucun des commerces de marchands et manufacturiers de vêtements et hardes pour dames et hommes, et le commerce de marchands de marchandises sèches, et comme manufacturiers, acheter et vendre, faire le négoce et le commerce de vêtements et hardes de toutes sortes pour dames et hommes, et comme tailleurs, couturiers, drapiers, bonnetiers, merciers, chapeliers, costumiers, pelletiers, gantiers, marchands

**"Hyman's Ladies Wear, Inc."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of May, 1935, incorporating: Samuel Chait, John J. Wasserman, Advocates, and Freda Pomerance, Spinster, of the full age of majority, Stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on all or any of the businesses of dealers and manufacturers of ladies' and men's clothing and wearing apparel, and the business of dry goods merchants, and as manufacturers, to buy and sell, trade and deal in all kinds of ladies' and men's clothing or wearing apparel, and as tailors, dress-makers, drapers, hosiers, milliners, hatters, costumers, furriers, gloves, silk, cotton and lace merchants, and dealers of and in any

de soie, coton et dentelles, et marchands de et dans les articles en cuir, avec le droit de les fabriquer, détailler, importer et exporter;

2. Acquérir par voie d'achat, échange, bail ou autrement, tout commerce d'une nature similaire, comprenant la machinerie, le fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et autres accessoires, et les payer en deniers, ou en actions entièrement libérées de la compagnie pour tel prix et pour le nombre d'actions qui sera déterminé par la compagnie;

3. Ouvrir et opérer des succursales dans des fabriques, entrepôts, magasins, boutiques, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes d'endroits où le commerce de la compagnie peut être exploité;

4. Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant des affaires dans toutes lignes se rapportant à aucun des objets de la présente compagnie;

5. Se fusionner avec aucune compagnie, société ou personne exploitant un commerce similaire en tout ou en partie à ceux des objets de la présente compagnie;

6. Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur de toute autre personne, firme, compagnie ou corporation, et accepter par voie de considération pour telle vente, location ou transfert, des argents ou toutes actions, titres, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

7. Acquérir par achat, louer, arrenter, vendre, échanger ou disposer de toute manière de toute propriété immobilière ou tout immeuble que la présente compagnie peut considérer nécessaire ou utile d'exploiter dans tout son commerce;

8. Exercer tout autre commerce ou entreprise qui semblera à la compagnie susceptible d'être économiquement ou convenablement exercée en rapport avec toute partie du commerce de la compagnie, ou de nature à augmenter directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

9. Emettre, soit entièrement libérés ou partiellement libérés, des titres, actions, obligations ou débetures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, et rémunérer soit en deniers ou en titres, obligations ou débetures, tel que susdit, toute personne, firme ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion ou son organisation ou concernant la conduite du commerce de la compagnie, sous le nom de "Hyman's Ladies Wear, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Granby, dans le district de Bedford, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mai 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3281 Sous-secrétaire de la Province.

leather goods, with the right to manufacture, retail, import and export the same;

2. To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good will, furniture and other accessories, and pay for same in cash, or fully paid up shares of the Company for such price and for the number of shares as may be determined by the Company;

3. To open and operate branches in factories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the Company may be carried on;

4. To take agencies for any Company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present Company's objects;

5. To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present Company's objects;

6. To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

7. To acquire by purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way any immovable property or real estate which the present Company may consider necessary or useful to carry out in all its business;

8. To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the Company's interests;

9. To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the Company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the Company, and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the Company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "Hyman's Ladies Wear, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Granby, in the district of Bedford, Province of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of May, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3282-o Assistant Provincial Secretary.

### "La Ligue du Service".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mai, 1935, constituant en corporation, sans capitalisations: Dame Bernadette Saucier-Dupont,

### "La Ligue du Service".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty fifth day of May, 1935, incorporating as a corporation without share-capital: Dame Bernadette Saucier-Dupont, wife separate as to property of

épouse séparée de biens de Ernest Dupont, Dame Maria Bertrand, veuve non remariée de Louis-Joseph Bertrand, en son vivant employé civil, Dame Bernadette Dupont, fille majeure et usant de ses droits, et le dit Ernest Dupont, comptable, aux fins d'autoriser son épouse aux présentes, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Aider et protéger les femmes et enfants qui travaillent en prenant ou en faisant prendre les mesures nécessaires pour leur faire obtenir un salaire ou une rémunération raisonnable pour leurs services;

2. Secourir les femmes affligées par suite de maladies, accidents, revers de fortune ou autrement, assister les orphelins et les enfants pauvres, exercer toutes œuvres de bienfaisance et de charité;

3. Organiser des œuvres de charité, d'éducation et de bienfaisance;

4. Fonder, établir et maintenir dans cette province, des maisons de refuge, de charité, pensions de toutes sortes, hospices, hôpitaux, cliniques et autres institutions du même genre;

5. Tenir un bureau d'enregistrement, d'enquêtes et d'identification;

6. Faire une enquête régulière des conditions de vie et d'emploi parmi les personnes non protégées par la Loi du salaire minimum;

7. Recommander, dans le cas de non-observance de la Loi du salaire minimum, des poursuites contre les patrons;

8. Tenir un bureau de placement général pour jeunes filles et femmes;

9. Protéger les patrons en leur fournissant des domestiques saines, honnêtes, habiles et diligentes;

10. Faire toute autre chose, exercer toute autre activité non contraire aux lois du Canada et de cette province, qui soient de nature à faciliter l'obtention, le développement ou l'exercice des objets de la corporation;

La corporation aura les pouvoirs, droits et privilèges appartenant aux corporations civiles, ordinaires, et elle pourra:

a. avoir un sceau;

b. ester en justice;

c) accepter, acquérir, posséder par tous les moyens reconnus par la loi, des droits, des biens mobiliers et immobiliers;

d) emprunter sur hypothèque, émettre des obligations, débentures ou bons, donner en garantie ou nantissement les biens meubles et immeubles de la compagnie, présents et futurs, devenir partie à des lettres de change, billets à ordre ou autres effets de commerce;

e. adopter pour son organisation et sa régie et pour l'administration de ses biens et l'emploi de ses fonds, et généralement pour tout ce qui se rattache à son objet, à la réalisation de son entreprise et à la direction de ses œuvres et à l'exercice de ses pouvoirs, les règlements qu'elle jugera nécessaires, pourvu qu'ils ne soient pas contraires aux lois de la province de Québec, sous le nom de "La Ligue du Service".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mai, 1935.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

3283-o

Ernest Dupont, Dame Maria Bertrand, unremarried widow of Louis Joseph Bertrand, in his lifetime a civil employee, Dame Bernadette Dupont, spinster and in the use of her rights, and the said Ernest Dupont, accountant, for the purpose of authorizing his wife for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To assist and protect working women and children by taking, or having the necessary measures taken to obtain for them a reasonable salary or remuneration for their services;

2. To help women suffering from the results of illness, accidents, reverses of fortune or for other reasons, to help orphans and poor children, to carry on all benevolent and charitable works;

3. To organize charitable, educational and benevolent works;

4. To found, establish and maintain in this Province, houses of refuge and of charity, lodgings of all kinds, homes, hospitals, clinics and other institutions of a like nature;

5. To operate a registry, inquiry and identification bureau;

6. To make regular inquiries into the living conditions and employment among individuals unprotected by the Minimum Wage Act;

7. To recommend suits against employers in the case of the non-observance of the Minimum Wage Act;

8. To open a general employment bureau for young girls and women;

9. To protect employers by procuring for them healthy, honest, useful and diligent servants;

10. To do any other thing, exercise any other activity not contrary to the laws of Canada and of this Province, which may be of nature to facilitate the attainment, the development or exercise of the objects of the corporation;

The corporation shall have the powers, rights and privileges appertaining to civil, ordinary corporations, and it may:

a. to have a seal;

b. ester en justice;

c. to accept, acquire, own by any means permitted by law, any rights, movable and immovable properties;

d. to borrow on hypothec, issue bonds, debentures or obligations, give as security or pledge the movable or immovable properties of the company, present or future, to be a party to bills of exchange, promissory notes or other instruments of trade;

e. to adopt for its organization and its management and administration of its assets and the use of its funds and generally for all things in connection with its objects, to the attainment of its undertaking and to the management of its works and the exercise of its powers, any by-laws which it may deem necessary, provided that they are not contrary to the laws of the Province of Quebec, under the name of "La Ligue du Service".

The amount to which shall be limited the immovable properties which the corporation may own, is fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of May, 1935.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

3284

## "Levi Brochu, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1935, constituant en corporation: Lévi Brochu, peintre, Marius Lemieux, commerçant, et Lucienne Guay, épouse séparée de biens de Marius Lemieux, et le dit Marius Lemieux aux fins d'autoriser son épouse, tous de Lévis, dans les buts suivants:

1. Faire le commerce général de construction, de réparation, et d'entreprise général en bâtiment;

2. Faire le commerce général de peinture, de tapissage, de vitrage, de décoration intérieure et extérieure;

3. Importer, exporter, fabriquer, produire, acheter, vendre et échanger tous produits, marchandises, articles et effets se rapportant aux dits commerces, ainsi que toutes matières premières qui peuvent y être requises ou s'y attacher;

4. Agir comme agents de manufacturiers et de commerçants en semblable matière;

5. Acquérir et continuer le commerce exercé et l'entreprise telle qu'actuellement exploitée par la société Lévi Brochu & Cie, enregistré, de la cité de Lévis; en conséquence faire l'acquisition des biens mobiliers leur appartenant, y compris l'achalandage, le stock, les marchandises, les livres, contrats, droit, créances, valeurs et dettes actives, se charger de leur obligations et dettes passives et payer le tout en actions libérées de la compagnie ou en partie en actions et partie en argent;

6. Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger, vendre et aliéner des propriétés mobilières et immobilières utiles à son entreprise, ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assurer le recouvrement; accepter et recevoir des immeubles et des hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes; et prendre, acquérir, détenir, échanger, vendre et aliéner des biens de toute nature, réels ou personnels, dans le cours de son commerce et dans l'exploitation de son entreprise;

7. Acquérir, posséder, vendre et céder des actions, obligations, bons, débiteures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie ou un commerce de même nature ou s'y rattachant;

8. Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus;

9. Liquidier volontairement les affaires de la compagnie ou une partie de ses affaires, et dissoudre la compagnie, pourvu que cette dissolution et cette liquidation soient décidées par le vote d'actionnaires représentant au moins les trois quarts en valeur du capital-actions non privilégié souscrit de la compagnie, à une assemblée des actionnaires spécialement convoquée à cette fin et faire cette liquidation au temps et de la manière qui seront fixés par résolution adoptée de la même manière, le tout conformément au chapitre 225, S.R.Q., 1925, sous le nom de "Levi Brochu, Limitée", avec un capital total de quatre mille dollars (\$4,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Lévis, dans le district de Québec.

## "Levi Brochu, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of May, 1935, incorporating: Levi Brochu, painter, Marius Lemieux, trader, and Lucienne Guay, wife separate as to property of Marius Lemieux, and the said Marius Lemieux to authorize his wife, all of Lévis, for the following purposes:

1. To carry on a general building and repairing business and the building trade in general;

2. To carry on a general painting and papering glazing, interior and exterior decorating business;

3. To import, export, manufacture, produce, purchase, sell and exchange any products, merchandise, articles and wares connected with the said businesses, and also any raw material which may be required therefor or incidental thereto;

4. To act as agents for manufacturers and dealers in similar lines;

5. To acquire and continue the business and undertaking as carried on and operated by the partnership "Levi Brochu & Cie, enregistré", of the city of Lévis; therefore, to acquire the movable property belonging to him, including the goodwill, stock, merchandise, books, contracts, rights, credits, securities, assets, to take over his obligations and liabilities and to pay for the whole in paid up shares of the company, or partly in shares and partly in cash;

6. To accept, possess, exploit, lease, exchange, sell and alienate movable and immovable property useful for its undertaking, to recover credits or to facilitate and assure such recovery, to accept and receive immovables and hypotheses in payment of or as the security for existing debts and to take, acquire, hold, exchange, sell and alienate property of every kind, real or personal, in the course of its business and in the carrying on of its undertaking;

7. To acquire, possess, sell and assign shares, bonds, obligations, debentures or other securities of any other company or corporation carrying on an industry or business of a like nature or incidental thereto;

8. To do all things connected with the undertaking of the company, the carrying on of its business and the attainment of its objects, and to carry on any industry or business capable of being carried on jointly with those above mentioned;

9. To voluntary liquidate the business of the company or part of its business and dissolve the company, provided that such liquidation and dissolution be decided by the vote of the shareholders representing at least the three quarters in value of the subscribed non-preferred capital-stock of the company, at a meeting of the shareholders especially convoked for such purpose, and to carry out such liquidation at such time and in such manner as may be determined by a resolution adopted in the same manner, the whole pursuant to chapter 225, R.S.Q., 1925, under the name of "Levi Brochu, Limitée", with a total capital of four thousand dollars (\$4,000.00), divided into four hundred (400) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company, will be at Lévis, in the district of Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province,  
ce vingt-septième jour de mai 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3285-o      Sous-secrétaire de la Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary,  
this twenty seventh day of May, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3286      Assistant Provincial Secretary.

**"L'Imprimerie Rapide, Limitée—The Rapid Printing, Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mai 1935, constituant en corporation: Aimé Laurion, étudiant, Germaine Poirier et Henriette Leduc, filles majeures et usant de leurs droits, sténographes, tous trois de la cité de Granby, district de Bedford, dans les buts suivants:

Faire le commerce et l'exploitation de l'imprimerie dans toutes ses branches;

Faire le commerce de librairie et papeterie;

Exercer l'art d'imprimeur, éditeur, graveur, lithographe et relieur en général;

Publier, éditer, imprimer, vendre et acheter des magazines, revues, livres et journaux;

Prendre des souscriptions d'abonnement, vendre de l'espace dans lesdits magazines, revues, livres et journaux pour fins de réclame, de publicité ou d'annonce;

Produire, acheter, vendre et publier des dessins, gravures, illustrations, photographies, vignettes et articles de rédaction;

Acheter des fonds de commerce, de personnes, compagnies, ou corporations similaires, reprendre et continuer les affaires de telles personnes, compagnies ou corporation en tout ou en partie;

S'amalgamer avec toutes autres personnes, compagnies ou corporations similaires pour tous objets pouvant favoriser la prospérité de la compagnie;

Prendre charge comme expert, gérant, administrateur ou dirigeant de toutes autres entreprises semblables exercées par une personne, compagnie ou corporation et faire affaires pour eux pour le bénéfice de la compagnie ou des tiers contre rémunération;

Acheter, louer, vendre des meubles et immeubles, machineries et tout autre matériel se rapportant à ses affaires;

Distribuer pour son propre compte ou agir comme agent pour distribuer des livres, revues, magazines, journaux, pamphlets, et autres articles de même nature;

Faire enregistrer et reconnaître la Compagnie dans tous pays étrangers d'après les lois de ce pays;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de la propriété et des droits de la Compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, ainsi que tous autres instruments négociables ou cessibles;

Avec l'approbation des actionnaires, émettre et répartir comme acquittées, des actions du capital social de la Compagnie en paiement complet ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation à ladite Compagnie et du prix d'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières;

Faire toutes les autres choses que la Compagnie jugera connexes ou appropriées aux objets précités, sous le nom de "L'Imprimerie Rapide, Limitée—The Rapid Printing, Limited", avec un capital total de quinze mille dollars (\$15,000.00) divisé en six cents (600) actions ordinaires de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

**"L'Imprimerie Rapide, Limitée—The Rapid Printing, Limited"**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of May, 1935, incorporating: Aimé Laurion, Student, Germaine Poirier et Henriette Leduc, spinsters and in the use of their rights, stenographers, all three of the City of Granby, district of Bedford, for the following purposes:

To carry on the printing business and trade in all its lines;

To deal in paper and stationery;

To carry on the trade of printer, editor, engraver, lithographer and book binder in general;

To publish, edit, print, sell and purchase magazines, reviews, books and journals;

To take subscriptions to, sell space in the said magazines, reviews, books and journals for display, publicity or advertising purposes;

To produce, buy, sell and publish drawings, engravings, illustrations, photographs, cuts and editorial articles;

To purchase the stock in trade, from persons, companies or similar corporations, to take over and continue the business of such persons, companies or corporations in whole or in part;

To amalgamate with any other persons, companies or similar corporations for any purpose which may enhance the prosperity of the company;

To take charge as expert, manager, administrator or director of any other similar undertakings carried on by any person, company or corporation and to carry on business for them for the benefit of the company or third persons for remuneration;

To purchase, lease, sell movables and immovables, machinery and all other material incidental to its business;

To distribute for its own account or to act as agent for the distribution of books, reviews, magazines, journals, pamphlets, and other articles of a like nature;

To cause the company to be registered and recognized in any foreign country according to the laws of the said company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the property and rights of the company;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, as well as any other negotiable or transferable instruments;

With the approval of the shareholders, issue and allot as paid up, the shares of the capital stock of the company in whole or part payment for services rendered before or after the incorporation of the said company and for the purchase price of any movable or immovable property;

To do all other things which the company may deem incidental or appropriate to the foregoing objects, under the name of "L'Imprimerie Rapide, Limitée—The Rapid Printing, Limited", with a total capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into six hundred (600) common shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Granby, dans le district de Bedford.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de mai 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3287-0 Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Granby, in the district of Bedford.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of May, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3288 Assistant Provincial Secretary.

**"Montreal Boston Crackers, Incorporée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai 1935, constituant en corporation: Emile Bernier, négociant, Roméo Bernier, et Rosalphe Bolduc, boulangers, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

a) Trafiquer par voies d'importation, exportation, fabrication, achat et vente de toutes sortes de denrées, y compris, mais sans limiter la généralité des termes ci-dessus, pâtisseries, biscuits, bonbons et toutes sortes de marchandises fabriquées avec du sucre ou de la farine, et agir comme agent pour l'achat ou la vente de tels produits;

b) Exercer toute autre industrie manufacturière ou autre que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucuns des biens, droits ou produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

c) Solliciter, acheter, ou autrement acquérir des marques de fabrique, marques de commerce, patentes, licences, concessions et choses semblables, conférant un droit exclusif ou non exclusif, limité ou illimité, à l'usage de tout secret ou autre renseignement relatif à toute invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucuns des objets de la compagnie, et dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

d) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toute propriété mobilière ou immobilière, tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie et spécialement des machines, matériel et fonds de commerce;

e) Acheter ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, des biens, de l'actif ou du passif de toute personne, société, compagnie exerçant tout commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenant à l'objet de la présente compagnie, et émettre en paiement du prix d'achat des actions libérées ou obligations de la compagnie, ou des deux;

f) Promouvoir et devenir actionnaires dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour tout autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débetures et autres titres ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

g) Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, parts ou autres valeurs dans toute autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce tout commerce propre à être exercé de manière à profiter directe-

**"Montreal Boston Crackers, Incorporée".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of May, 1935, incorporating: Emile Bernier, trader, Roméo Bernier, and Rosalphe Bolduc, bakers, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

a) To deal, by way of importation, exportation, manufacture, purchase and sale in all kinds of foodstuffs, including, but without limiting the generality of the above, pastries, biscuits, candies and all kinds of merchandise manufactured from sugar or flour, and to act as agent for the purchase and sale of the said products;

b) To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property, rights or products;

c) To apply for, purchase or otherwise acquire any trademarks, tradé names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formulae, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

d) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal or real property, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

e) To purchase or take over the whole or any part of the business property, assets or liabilities of any person, firm or company carrying on any business which the present company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds of the Company or both in payment of the purchase price thereof;

f) To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, or to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stocks, bonds, debentures, and other securities of and the performance of contracts by any such company;

g) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other companies whose objects are wholly or partly similar to those of the present company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly

ment ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement en disposer;

h) Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

i) Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété et de l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie jugera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

j) Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

k) Tirer, faire accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, lettres de change, de crédit, chèques, débetures et obligations et autres effets négociables et transférables;

l) Acheter, prendre à son nom, acquérir et assumer comme industrie en exploitation le commerce et la clientèle et toutes ou aucunes parties de l'actif ou du passif de l'industrie ou commerce actuellement exploité par Emile Bernier, faisant affaires seul, dans les cité et district de Montréal, sous les nom et raison sociale de "Montreal Boston Crackers, Enregistrée", et consistant dans une industrie et un commerce de manufacturier, importateur, exportateur et vendeur de biscuits ou autres marchandises, et à payer ledit Emile Bernier en actions acquittées de la présente compagnie;

m) Faire toutes les autres choses avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus ou s'y rapportant;

n) Enfin faire toutes choses susdites comme principaux, agents ou autrement, seuls, ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Montreal Boston Crackers, Incorporée", avec un capital social de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal, dans la Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-neuvième jour de mai 1935.

ALEX. DESMEULES,

3289

Sous-secrétaire de la Province.

**"Pat Wims, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mai 1935, constituant en corporation: Louis Dorsey, George Harris et Lawrence Marks, Avocats, tous de la Cité et du District de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de manufacturiers, détaillants, importateurs, exportateurs et marchands généralement de vêtements pour hommes, femmes et enfants, mercerie, marchandises sèches, bottines et chaussures et marchandises en général, et posséder et opérer dans toute la province de Québec, des magasins et fabriques de vêtements pour hommes, femmes et enfants;

2. Généralement acheter, prendre à bail, échanger, louer ou autrement acquérir et détenir, posséder, vendre, aliéner et faire le commerce de propriétés réelles ou personnelles, ou tous droits

benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

h) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

i) To sell, lease or otherwise dispose of the business, property and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

j) To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company or to pledge or sell the same for such amounts or prices deemed advisable;

k) To draw, make accept, endorse, discount, pay and issue promissory notes, bills of exchange, bills of credit, cheques, debentures and bonds and other negotiable and transferable instruments;

l) To purchase, take over, acquire and undertake as a going concern the business and custom and all or any part of the assets or liabilities of the industry or business actually carried on by Emile Bernier, carrying on business alone, in the city and district of Montreal, under the firm name and style of "Montreal Boston Crackers, Enregistrée", and consisting of an industry and business of manufacturer, importer, exporter and vendor of biscuits or other merchandise, and to pay the said Emile Bernier in paid up shares of the present company;

m) To do all other things advantageous to the attainment of the foregoing purposes or incidental thereto;

n) Finally to do all the aforesaid things as principals, agents or otherwise, either alone or in conjunction with others, under the name of "Montreal Crackers, Incorporée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of May, 1935.

ALEX. DESMEULES,

3290

Assistant Provincial Secretary.

**"Pat Wims, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1935, incorporating: Louis Dorsey, George Harris and Lawrence Marks, Advocates, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of manufacturers, retailers, importers, exporters and dealers generally in men's, women's and children's clothing, haberdashery, dry goods, boots and shoes and general merchandise, and to own and operate men's, women's and children's wear stores and factories throughout the Province of Quebec;

2. Generally to purchase, take on lease, exchange, hire or otherwise acquire and to hold, own, sell, convey and deal in real or personal property, or any rights or privileges which the

ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables en rapport avec aucun de ces objets et susceptibles d'être avantageusement exploités en rapport avec aucun des biens ou droits de la compagnie dans le temps;

3. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec l'industrie de la compagnie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de, ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

4. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

5. Acheter ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer d'actions du capital, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation ou compagnie;

6. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou utiles à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux;

7. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents à commission ou autrement, entrepreneurs et par l'entremise d'agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

8. Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant toute industrie semblable ou similaire à celle que cette compagnie est autorisée à exercer, aux termes que cette compagnie le décidera;

9. Si autorisés par règlement, sanctionné par un vote de pas moins de deux-tiers en valeur du capital souscrit de la compagnie représentés à une assemblée générale convoquée pour considérer le Règlement, les Directeurs pourront de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres valeurs de la compagnie et les gager ou les vendre pour telles sommes et aux prix qui seront jugés à propos;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code Civil, hypothéquer, nantir, ou gager les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, en garantie de toutes telles débetures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement, ou le gage mentionné dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des Pouvoirs Spéciaux de Certaines Corporations, ou de toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir les propriétés immobilières de la compagnie ou donner en garantie ou autrement affecter les propriétés mobilières, ou donner toute telle garantie pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

10. Les limitations et restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;

11. Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt, à l'exclusion des employés actuels et anciens employés qui peuvent être actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

12. Nul appel ne sera fait au public pour la souscription des actions, sous le nom de "Pat Wims, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en huit cents

company may think necessary or convenient with reference to any of these objects and capable of being profitably dealt with in connection with any of the company's property or rights for the time being;

3. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

5. To purchase or otherwise acquire, hold, sell, or otherwise dispose of shares of stock, bonds, debentures or other securities of any other corporation or company;

6. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

7. To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

8. To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

9. If authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting called for considering the By-law, the Directors may from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, to hypothecate, mortgage, or pledge the moveable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage, or pledge mentioned in this sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

10. The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

11. The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ;

12. No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Pat Wims, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided

(800) actions de vingt-cinq dollars (\$25.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mai 1935.

3291 ALEX. DESMEULES,  
Sous-secrétaire de la Province.

into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of May, 1935.

3292-o ALEX. DESMEULES,  
Assistant Provincial Secretary.

**"Sherbrooke Ice & Fuel Company, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de janvier 1935, constituant en corporation: Ernest Gagné, Charles Ross, Alexander Cross Ross, marchands, et Joseph-Octave Gagné, hôtelier, tous quatre de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants:

Récolter ou manufacturer et faire le commerce de glace naturelle ou artificielle ou exploiter et construire des glaciers et usines pour la fabrication de la glace;

Exercer les opérations d'entrepreneurs à froid et entrepreneurs généraux et acheter et vendre, et généralement faire le commerce d'aucun des effets, articles et marchandises propres à être emmagasinés dans les entrepôts de la compagnie;

Exercer l'industrie, le négoce et le commerce de marchands en gros et en détail, importateurs, exportateurs et commerçants en général de charbon, coke, tourbe, huile, bois et combustible de toutes sortes et description, et aussi de leurs produits et sous-produits, et comme marchands et manufacturiers de matériaux de construction;

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder des terrains carbonifères, ferrugineux ou miniers, octrois, concessions minières ou autres dépôts de combustibles, prospecter, extraire, exploiter, préparer pour le marché, acheter, vendre, disposer ou autrement faire le commerce de charbon, minerais et tous autres produits;

Agir comme agents pour des manufacturiers et marchands de combustibles et autres produits et les vendre, à commission ou pour toute autre rémunération;

Agir comme voituriers pour le transport de marchandises par terre, par eau ou par air, comme propriétaires ou gardiens de quais, cours, hangars, entrepôts et autres établissements semblables, et pour telles fins émettre des récépissés d'entrepôts et autres documents pour les fins de telles opérations;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, et autrement faire le commerce et le trafic de toutes sortes de commodités, marchandises, matériaux, machineries et outillages qui peuvent servir en rapport avec ladite industrie et construire, acheter, louer, ou autrement acquérir, aménager, exploiter, posséder, mettre en opération et conduire des fabriques, entrepôts, laboratoires, magasins et boutiques;

Importer, exporter, acheter, vendre, louer, et autrement faire le commerce et le trafic de camions-automobiles, tracteurs, véhicules-moteurs, automobiles, moyens de transport de toutes sortes et de toutes les pièces qui servent à leur construction, ainsi que les moteurs, engins, machineries de toutes sortes, et les accessoires électriques; et faire l'exploitation générale d'ateliers de machines, de boutiques de réparation et de garages;

Acquérir, acheter, échanger, louer ou autrement posséder des terrains, immeubles, avec ou sans édifices, maintenir, gérer, exploiter, vendre ou autrement disposer d'immeubles de toutes sor-

**"Sherbrooke Ice & Fuel Company, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1935, incorporating: Ernest Gagné, Charles Ross, Alexander Cross Ross, merchants, and Joseph Octave Gagné, hotel keeper, all four of the city of Sherbrooke, for the following purposes:

To harvest or manufacture and deal in natural or artificial ice and to operate and build natural ice storage and ice manufacturing plants;

To carry on the business of cold storage warehousemen and general warehousemen and to buy and sell and generally deal in any goods, wares and merchandise suitable to be stored in the company's warehouses;

To carry on the industry, trade and business as wholesale and retail merchants, importers, exporters and dealers generally in coal, coke, peat, oil, wood and fuel of all kinds and description and also of the products and by-products thereof, and as merchants and manufacturers of building materials;

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire and own coal, iron or mining lands, grants mining concessions, or other fuel deposits, to prospect, extract, operate, render marketable, purchase, sell, dispose of or otherwise deal in coal, ore and any other products;

To act as agents for manufacturers and merchants of fuel and other products, and to sell the same, on commission or for any other remuneration;

To act as carriers for the transportation of merchandise by land, water or air, as proprietors and keepers of wharves, yards, sheds, warehouses and other similar establishments, and for such purpose to issue warehouse receipts and other documents for the purpose of such operations;

To manufacture, purchase, sell, import, export and otherwise deal in and deal with all kinds of commodities, merchandise, material, machinery and equipment which may be used for the operations of the company, to build, purchase, lease or otherwise acquire, equip, exploit, own, operate and conduct any factories, warehouses, laboratories, stores and works-shops;

To import, export, buy, sell, lease and otherwise deal in and deal with trucks, tractors, motor cars, automobiles, conveyances of all kinds and parts used in the construction thereof as well as motors engines, machinery of all kinds and electrical accessories and to carry on a machine shop, repair and garage establishments;

To acquire, purchase, exchange, lease or otherwise own lands, immovables with or without buildings, maintain, manage, operate, sell or otherwise dispose of immovables of all kinds and

tes et description, acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et construire, maintenir, sur les terrains possédés, loués ou contrôlés par la compagnie, toutes voies d'évitement, embranchements de chemins de fer ou autres moyens de transport;

Conduire et exercer aucun commerce susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens de la compagnie ou de ses entreprises, ses biens ou droits;

Acquérir par achat ou autrement assumer la totalité ou aucune partie du commerce, propriétés et obligations ou biens de toute personne, firme ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens nécessaires aux fins de la compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et autres choses de même nature, et utiliser, exercer, développer ou disposer de tels droits;

Promouvoir une ou des compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucune partie des biens et obligations de la compagnie ou pour toutes autres fins susceptibles de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou aucune partie quelconque des biens de la compagnie pour toute considération que la compagnie jugera convenable, y compris les actions, débetures ou valeurs de toute compagnie ou corporation, en paiement total ou partiel; et se fusionner soit par achat, vente ou autrement avec toute personne, firme ou corporation exerçant des opérations en tout ou en partie semblables à celles que cette compagnie est autorisée à exercer;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions ou valeurs dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucun commerce susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; les vendre ou autrement en disposer;

Hypothéquer, gager ou nantir tous les biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs, qu'elle peut posséder dans la Province, dans le but de garantir toutes obligations, débetures, prêts ou autres dettes, contrats ou responsabilités de la compagnie; émettre des actions acquittées, obligations ou autres garanties de paiement comme paiement pour l'acquisition de tous biens mobiliers ou immobiliers, droits, baux, entreprises commerciales, franchises, privilèges, permis, concessions, actions, obligations ou autres transactions et valeurs;

Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues en rapport avec la formation et l'incorporation de la compagnie, et relativement au prélèvement de son capital-actions; passer des contrats avec toute compagnie pour les payer;

Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, traites, chèques, connaissements et autres effets négociables; emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie, ou les vendre pour telles sommes et prix qui seront jugés convenables;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière et moyennant telles conditions qui seront déterminées de temps à autre;

Établir des agences et des succursales, avancer de l'argent aux clients ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucunes telles personnes ou compagnies;

descriptions, to purchase, lease, exchange or otherwise acquire and build, maintain, on the lands owned, leased or controlled by the company, any railway sidings or branches or other means of transportation;

To conduct and carry on any business which may be calculated directly or indirectly to enhance the value of the company's property, or of its undertakings, its assets or its rights;

To acquire by purchase or otherwise take over the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any person, firm or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or in possession of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and other things of the same kind and to utilize, exercise, develop or dispose of such rights;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring the whole or any part of the property and liabilities of the company, or for any other purposes calculated to benefit the company directly or indirectly;

To sell or assign the undertaking of the company or any part whatsoever of the company's assets, for any consideration which the company may deem proper, including shares, debentures and securities of any other company or corporation, in whole or in part payment; and to amalgamate either by purchase, sale or otherwise, with any person, firm or corporation engaged in occupations in whole or in part similar to those which this company is authorized to carry on;

To subscribe for, take or otherwise acquire and hold shares or securities in any other company having objects in whole or in part similar to those of the company or carrying on any business calculated to benefit the company directly or indirectly; to sell or otherwise dispose of the same;

To hypothecate, mortgage, or pledge all the moveable or immovable property, present or future, which it may own in the Province, for the purpose of securing any bonds, debentures, loans or other debts, contracts or liabilities of the company; to issue paid up shares, bonds or other guarantees of payment as payment for the acquisition of any moveable or immovable property, rights, leases, commercial undertakings, franchises, privileges, licenses, concessions, shares, bonds or other transactions and securities;

To pay all or any of the expenses of, incidental to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company, and relative to the raising of its share-capital; to contract with any company to pay the same;

To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, drafts, cheques, bills of lading and other negotiable instruments, to borrow money on the credit of the company and issue bonds, debentures, obligation or other securities of the company, to pledge or sell same for such sums and prices as may be deemed expedient;

To invest or dispose of the monies of the company not immediately required in such a manner and upon such conditions as may, from time to time, be determined;

To establish agencies and branches, to advance money to customers having dealings with the company and guarantee the performance of contracts by any such persons or companies;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou pour services rendus pour ou incidents à la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie ou corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne serait pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie; bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, eût été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu que tel intérêt soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction. Nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers aucun de ses actionnaires ou créanciers ou envers toute autre personne pour toute perte encourue par eux en vertu ou pour cause de tout tel contrat ou transaction, ni aucun de ce directeur ou ces directeurs ne sera tenu de rendre compte de tous gains ou profits réalisés en vertu de ces contrats ou transactions;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, aucun des biens ou propriétés de la compagnie;

Les clauses susdites seront interprétées et comme objets et comme pouvoirs, de manière à étendre et non pas limiter les pouvoirs généraux conférés par les lois de la Province de Québec, et il est par les présentes expressément pourvu que l'énumération qui précède des pouvoirs spécifiques ne servira pas à limiter ou restreindre en aucune manière les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Sherbrooke Ice & Fuel Company, Limited" avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Sherbrooke, Province de Québec, district de Saint-François.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce cinquième jour de janvier 1935.

ALEX. DESMEULES,  
Sous-secrétaire de la Province.

3293

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To remunerate, either by commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting in placing or guaranteeing the placing of the shares, debentures, debenture-stock, or other securities of the company, or for services rendered for or incidental to the formation or promotion of the company or the conduct of its affairs;

In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company or corporation or association of which one or more of its directors are stock-holders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interest therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided that the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the Company or any stockholders or creditors thereof, or to any other person, for any loss incurred by them under or by reason of any such contracts or transactions nor shall any such directors be accountable for any gain or profits realized thereon;

To distribute among the shareholders of the company, in specie or otherwise, as legally declared dividends out of the net profits of the company or in the manner provided by Article 81 of the Quebec Companies' Act, any of the company's assets or property;

The foregoing clauses shall be construed both as objects and powers, in furtherance, and not in limitation of the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec and it is hereby expressly provided that the enumeration herein of specific powers shall not be held to limit or restrict in any manner the powers of the company, under the name of "Sherbrooke Ice & Fuel Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Sherbrooke, in the Province of Quebec, District of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of January, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
Assistant Provincial Secretary.

3294-o

**"The North Packing Company, Limited—La Salaison du Nord, Limitée".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mai 1935, constituant en corporation: Roch-A. Bergeron, Roch Brunet, tous deux notaires, et Auguste Mathieu, avocat

**"The North Packing Company, Limited—La Salaison du Nord, Limitée".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty second day of May, 1935, incorporating: Roch-A. Bergeron, Roch Brunet, both notaries, and Auguste Mathieu, advocate and King's Counsel,

et conseil en loi du Roi, tous demeurant en la cité et le district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer et exploiter dans toutes ou aucune de leurs spécialités tous ou aucun ou plusieurs des commerces suivants:

Le commerce de manufacturiers, marchands, commercants, importateurs et exportateurs et négociants de viande, bétail, mouton, porc, lapins, volailles, gibier, animaux vivants de toutes sortes, beurre, œufs, poisson, produits de la pêche, conserves, huiles, fruits, légumes, lait, produits laitiers, épicerie, sucre, mélasse, thé, café, sauces, condiments, sirops, extraits, bonbons, pain, gâteaux, pâtés, biscuits, confiseries, cigares, cigarettes, tabac, liqueurs douces, eaux minérales et tous autres breuvages et produits ou sous-produits d'aucun ou de tous les produits précités ou aucun ou tous autres articles, aliments périssables ou produits généralement propres à la consommation, aussi bien que des peaux vertes et préparées, peaux, fourrure, cuir, suif, graisse, saindoux, gras, fertilisants, cornes, os, engrais et autres produits et sous-produits animaux de toutes sortes;

Acheter et vendre en détail ou en gros toutes sortes de viandes ou aliments et généralement exploiter le négoce ou le commerce de vendeur de viande ou aliments, agents à commission, commandes postales et courtiers et dans toute et aucun façon ou manière quelconque dans toutes ou aucune de ses spécialités;

Acquérir par achat, bail ou autrement des fermes de moutons et volailles, fermes d'élevage, laiteries, crémeries, vergers, jardins et exploiter le commerce ou le négoce de fermiers s'occupant d'élevage de moutons et volailles, ou éleveurs de bétail, exploitation de fermes, jardiniers et entreposage en général;

2. Pour les fins précitées exploiter le commerce de voituriers, agents de charroiyage, agents expéditeurs, transport de marchandises, réfrigération, emmagasinage et entreposage à froid, entreposeurs, gardiens de quais, propriétaires de bateaux, propriétaires de bassins, affrèteurs, aéroplanes, agents à commission, fabricants de boîtes et expéditeurs;

3. Pour les fins précitées:

a. Conduire toutes sortes d'analyses biologiques, chimiques et physiques;

b. Acheter, manufacturer, inventer et faire le commerce de machineries et appareils pour la préparation de composés alimentaires et chimiques comprenant des dispositifs et appareils scientifiques;

c. Acheter, projeter, inventer, faire le commerce de formules, méthodes et procédés pour préparations médicinales et alimentaires;

4. Pour les fins précitées, acheter, louer ou autrement acquérir, aménager, détenir, entretenir, construire, gérer, améliorer, posséder, opérer, modifier, développer, vendre, utiliser, louer ou autrement disposer de et généralement faire le commerce et le négoce et mettre en valeur telle propriété qu'elle soit personnelle, mobilière, réelle, immobilière ou mixte et située en n'importe quel endroit et tels droits de toute espèce ou nature quelconque qui pourrait être jugée convenable ou nécessaire pour aucune des fins ou objets de la compagnie, comprenant des boutiques ou autres magasins, laiteries, fermes, vergers, jardins, crémeries, fabriques, établissements industriels, installations pour la fabrication ou la production de boîtes, récipients, bouteilles, emballages et le matériel brut utilisé dans la fabrication d'aucun des produits susmentionnés, garages, entrepôts frigorifiques, entrepôts, salles de marchandises, meubles, machineries, accessoires, mobiliers, appa-

all residing in the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To engage in and carry on in all or any of their branches all or anyone or more of the following businesses:

The business of manufacturers, merchants, traders, importers and exporters of and dealers in meat, cattle, sheep, hogs, rabbits, poultry, game, live stock of all kinds, butter, eggs, fish, fish products, canned goods, oils, fruits, vegetables, milk and milk products, groceries, sugar, molasses, teas, coffees, sauces, condiments, syrups, extracts, candies, bread, cakes, pies, biscuits, confectioneries, cigars, cigarettes, tobaccos, soft drinks, mineral waters and any other beverage and products or by-products of any or of all of the foregoing or any or all other articles, perishable food or produce generally suitable for consumption, as well as hides, skins, pelts, fur, leather, tallow, grease, lard, fat, fertilizers, hoofs, bones, manures and other animal products or by-products of all kinds;

To buy and sell by retail or wholesale all kinds of meats or food and generally to carry on the trade or business of meat or food salesman, commission agents, mail order and broker in and within any and every way or manner whatsoever in all or any of its branches;

To acquire by purchase, lease or otherwise sheep or poultry farms, ranches, dairies, creameries, orchards, gardens and to carry on the business or trade of sheep or poultry farmers, or cattle rearers, farming, gardeners and warehousing generally;

2. For the aforesaid purposes to carry on the business of carriers, cartage agents, forwarding agents, transportation of merchandises, refrigeration, storage and cold storage, warehousemen, wharfingers, shipowners, dockowners, charterers of vessels, airplanes, commission agents, box makers and shippers;

3. For the purposes aforesaid:

a. To conduct all kinds of biological, chemical and physical analysis;

b. To purchase, manufacture, devise and deal in machinery and apparatus for the preparation of food and chemical compounds including scientific devices and apparatus;

c. To purchase, plan, devise, deal in formulae, methods and processes for medicinal and food preparations;

4. For aforesaid purposes to purchase, lease or otherwise acquire, equip, hold, maintain, construct, manage, improve, own, operate, alter, develop, sell, use, lease or otherwise dispose of and generally to deal in and with and turn to account such property, whether it be personal, movable, real, immoveable or mixed and where-soever situated and such rights of whatsoever kind or nature as may be deemed convenient or necessary for any of the purposes or objects of the company, including shops or other stores, dairies, farms, orchards, gardens, creameries, factories, manufacturing plants, plants for the manufacture or production of boxes, receptacles, bottles, packages and the raw materials used in the making of any of the foregoing, garages, cold storages, warehouses, stockrooms, furnitures, machineries, supplies, fixtures, equipment apparatus, appliances and any other parts that may be useful, expedient, proper and necessary in

reils d'aménagement, dispositifs et toutes autres parties qui peuvent être utiles, convenables, appropriées et nécessaires en rapport avec ce qui précède ou avec tous autres commerces ou entreprises de la compagnie;

5. Émettre des obligations libérées, débetures, actions et/ou autres valeurs en paiement, soit en partie ou en tout de toutes actions, débetures, obligations, propriétés réelles ou personnelles ou autres valeurs de toutes corporations, droits de réclamation, privilèges ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir et pour travail exécuté pour elle ou services à elle rendus;

6. Louer, acheter ou autrement acquérir et se charger d'aucun ou de tous les biens, privilèges, contrats, commerce, droits, propriétés, obligations et responsabilités de toutes personnes, compagnies ou sociétés exploitant aucune partie du commerce que la compagnie est autorisée à exploiter ou possédant des biens convenables aux fins de cette compagnie ou toute compagnie ou corporation dans laquelle cette compagnie détient des obligations, actions, débetures ou autres valeurs, et les payer partiellement ou totalement en actions ou en deniers ou en valeurs de cette compagnie ou en toute autre considération et exploiter le commerce de telle personne, société ou compagnie dont les biens sont ainsi acquis;

7. S'amalgamer ou se fusionner soit par vente, achat ou autrement, avec toute personne, compagnie, société ou corporation exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui que la compagnie est autorisée à exploiter;

8. Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de telle manière qui sera jugée convenable;

9. Acquérir par souscription, achat ou autrement et détenir, posséder, vendre et autrement en disposer, échanger, faire le commerce, et faire le négoce d'actions, bons, débetures, titres, obligations, valeurs et titres de créance émis par toute compagnie publique ou privée, municipalité, gouvernement ou autrement et exercer tous et aucun des droits de vote y attachés par des officiers dûment autorisés, par procureur dûment nommé aussi bien qu'une personne naturelle pourrait, voudrait ou désirerait le faire;

10. Payer tous les frais, dépenses et charges contractés ou encourus dans ou concernant l'établissement et la promotion de la compagnie ou que la compagnie considérera préliminaires;

11. Accepter en paiement de toute dette due à la compagnie, les actions, bons, débetures ou autres valeurs de toutes corporations, immeubles, meubles, effets ou produits de toute nature;

12. Promouvoir, gérer, développer, organiser ou aider à la promotion, l'administration, le développement ou l'organisation de toute corporation ou compagnies, industries ou entreprises d'une nature similaire ou faisant des affaires semblables à la présente compagnie, et prélever ou aider à prélever de l'argent pour et aider au moyen de prêt, promesse, bonus, garantie, endossement ou autrement toute corporation, société ou compagnie dans le capital-actions de laquelle la compagnie détient des actions ou avec laquelle elle peut avoir ou se propose d'avoir des relations d'affaires, et offrir pour souscription publique ou acheter toutes actions, obligations, débetures, titres, billets ou autres valeurs de toute autre corporation, société ou compagnie d'une nature similaire et agir comme agent, gérant ou employé de toute telle corporation, société ou compagnie et exploiter leur commerce et garantir les exécutions des contrats par toute telle corporation,

connection with the foregoing or with any other business or enterprises of the company;

5. To issue paid up bonds, debentures, shares and/or other securities for the payment, either in part or in whole, for any shares, debentures, bonds, property real or personal or other securities of any corporations, rights to claim, privileges or other advantages which the company may lawfully acquire and for work performed for it or services rendered to;

6. To lease, purchase or otherwise acquire and undertake any or all of the assets, privileges, contracts, business, rights, property, obligations and liabilities of any persons, companies or partnership carrying on any part of the business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of this company or any company or corporation in which this company holds bonds, shares, debentures or other securities, and to pay for same partly or wholly in shares or in cash or in securities of this company or in any other consideration and to carry on the business of such person, partnership or company whose assets are so acquired;

7. To amalgamate or merge either by sale, purchase or otherwise with any person, company, partnership or corporation engaged in a business similar in whole or in part to that which the company is authorized to carry on;

8. To invest money of the company not immediately required in such manner as may be deemed advisable;

9. To acquire by subscription, purchase or otherwise and to hold, own, sell and otherwise dispose of, exchange, deal in and deal with shares, bonds, debentures, stocks, obligations, securities and evidences of indebtedness issued by any public or private company, municipality, government or otherwise and to exercise all and any voting powers thereon by duly authorized officers, by proxy duly appointed as fully as a natural person might, could or would do;

10. To pay all costs, expenses and charges sustained or incurred in or about the establishment and promotion of the company or which the company shall consider preliminary;

11. To accept in payment of any debt due to the company, shares, bonds, debentures or other securities of any corporations, real estate, movables, goods or produce of any kind;

12. To promote, manage, develop, organize or assist in the promotion, management, development or organization of any corporation or companies, undertakings or enterprises of a similar nature or doing business similar to the present company, and to raise or assist in raising money for and to aid by way of loan, promise, bonus, guarantee, endorsement or otherwise any corporation, partnership or company in the capital stock of which the company holds shares or with which it may have or expect to have business relations, and to offer for public subscription or purchase any shares, bonds, debentures, stocks, notes or other securities of any other corporation, partnership or company of a similar nature and to act as agent, manager or employee of any such corporation, partnership or company and to carry on the business thereof and to guarantee the performances of contracts by any such corporation, partnership or company or by persons or any

société ou compagnie ou par des personnes ou toutes personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

13. Exploiter tout autre commerce, soit manufacturier ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exploité en rapport avec aucun des objets précités, ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

14. Faire toute chose qui peut être nécessaire à la réalisation des fins précitées et de celles mentionnées dans les lettres patentes;

15. Décréter tous règlements appropriés à la réalisation des fins susdites et à l'administration de la présente compagnie;

16. L'interprétation de chacun des paragraphes susdits ne devra pas être limitée ou restreinte par induction ou déduction des termes des autres paragraphes;

17. Les actions autres que les actions privilégiées seront émises au prix, ou pour telle considération qui seront fixés par les directeurs de temps à autre;

18. Les dites actions privilégiées seront sujettes aux préférences, priorités, droits, privilèges, limitations et conditions ci-après énoncés, à savoir:

a. Les dites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié, cumulatif, au taux de, mais n'excédant pas six pour cent (6%) par année, payable semi-annuellement, sur les actions privilégiées émises et libérées de la date de telle émission, avant que des dividendes ne soient déclarés et payés sur les actions ordinaires de la compagnie;

b. Après que ledit dividende fixe cumulatif de six pour cent (6%) par année aura été payé ou déclaré et mis de côté, sur les dites actions privilégiées, tel que susdit, les porteurs d'icelles n'auront pas droit à des dividendes additionnels ou de participer davantage dans les profits de la compagnie;

c. Les dites actions privilégiées, advenant toute ventilation de la compagnie ou toute liquidation ou distribution, soit volontaire ou autrement, des biens de la compagnie, auront droit d'être payées en entier à leur valeur au pair de dix dollars (\$10.00) par action, avec ensemble tous les dividendes accrus, avant qu'aucun montant ne soit payé sur les actions ordinaires de la compagnie;

d. Tous les autres profits de la compagnie disponibles pour distribution comme dividendes, seront attribués aux actions ordinaires en cours, de la compagnie, et les dites actions ordinaires, advenant toute ventilation, liquidation ou distribution des biens de la compagnie, tel que susdit, auront droit à toutes les propriétés et biens disponibles, après satisfaction des droits des porteurs des dites actions privilégiées, tel qu'énoncé dans les présentes;

e. Les dites actions privilégiées pourront être rachetées en tout ou en partie à même les profits indivis disponibles pour telle fin, à toute date de dividende à dix dollars (\$10.00) par action, avec ensemble tous les dividendes accrus, sur pré-avis de trente jours aux porteurs d'icelles, enregistrés dans les livres de la compagnie;

f. Les actionnaires possédant les dites actions privilégiées n'auront pas droit de vote;

19. Les opérations et transactions commerciales de la compagnie seront exploitées sous le nom de "The North Packing Company, Limited—La Salaison du Nord, Limitée", avec un capital-actions consistant en quatre mille neuf cents (4,900) actions privilégiées de dix dollars (\$10.00) chacune quant au dividende seulement, et mille

persons with whom the company may have business relations;

13. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above specified objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value or to render profitable any of the company's property or rights;

14. To do everything which may be necessary for the attainment of the foregoing purposes and of those mentioned in the Letters Patent;

15. To enact any by-laws conducive to the attainment of the above purposes and the management of the present company;

16. The interpretation of each of the above paragraphs will not be limited nor restricted by reference to / or inference from the terms of the other paragraphs;

17. The shares other than preference shares shall be issued at such price, or for such consideration as may be fixed by the directors from time to time;

18. The said preference shares shall be subject to the preferences, priorities, rights, privileges, limitations and conditions hereinafter set forth, that is to say:

a. The said preference shares shall be entitled to a preferential, cumulative dividend at the rate of, but not exceeding six per cent (6%) per annum payable semi-annually, on the preference shares issued and paid for from the date of such issuance, before any dividends are declared and paid upon the common shares of the company;

b. After the said fixed cumulative dividend of six per cent (6%) per annum has been paid or declared and set aside on the said preference shares, as aforesaid, the holders thereof shall not be entitled to any further dividends or to participate further in the profits of the company;

c. The said preference shares shall, upon any winding-up of the company or any liquidation or distribution, whether voluntary or otherwise, of the assets of the company, be entitled to be paid in full at their par value of ten dollars (\$10.00) per share, together with all accrued dividends, before any amount is paid upon the common shares of the company;

d. All other profits of the company available for distribution in dividends, shall be attributed to the outstanding common shares of the company, and the said common shares shall, upon any winding-up, liquidation or distribution of the assets of the company, as aforesaid, be entitled to all other available property and assets, after satisfaction of the rights of the holders of said preference shares, as set out herein;

e. The said preference shares may be redeemed in whole or in part out of the undivided profits available for such purpose on any dividend date at ten dollars (\$10.00) per share, together with all accrued dividends, upon thirty days previous notice to the holders thereof, of record on the books of the company;

f) Shareholders owning said preference shares shall not be entitled to vote;

19. The operations and business transactions of the company will be carried on by the name of "The North Packing Company, Limited—La Salaison du Nord, Limitée", with a capital stock consisting of four thousand nine hundred (4,900) preference shares of ten dollars (\$10.00) each as to dividend only, and one thousand (1,000)

(1,000) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, pourvu cependant que les dites actions sans valeur nominale ou au pair pourront être émises et réparties pour telle considération et à tels termes et conditions que les directeurs pourront déterminer de temps à autre;

La compagnie pourra commencer ses opérations avec un capital de dix mille dollars (\$10,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mai 1935.

3295 ALEX. DESMEULES,  
Sous-secrétaire de la Province.

**"Consolidated Finance Corp."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin, 1935, constituant en corporation: Jacob-Oscar Weinstein, marchand, de la cité de Sherbrooke, Québec, Ben Blitt, marchand, Harold-Allan Corbett, gérant, tous deux des cité et district de Montréal, Québec, dans les buts suivants:

1. Acheter, ou autrement acquérir, vendre, faire le commerce et prêter de l'argent sur la garantie de balances de prix, réclamations contre des biens personnels ventes conditionnelles, conventions, billets privilégiés, conventions d'achat de privilèges, gages sur des biens mobiliers, effets de commerce, connaissements, reçus d'entrepôts, montants percevables, contrats, lettres de change, preuves de dettes, actions, obligations, choses en action et toutes sortes d'effets de commerce et preuves de dettes de toutes sortes et nature quelconques, et recevoir et accepter des signataires, vendeurs ou cédants d'iceux, des garanties et autres valeurs pour la réalisation et le paiement d'iceux, et mettre en vigueur telles garanties et réaliser telles valeurs;

2. Consentir des prêts d'argent aux termes et conditions et au taux d'intérêt jugés convenables et prendre toutes les garanties pour le remboursement du principal et des intérêts et l'exécution des conditions que la compagnie jugera nécessaire;

3. Contracter des emprunts d'argent pour le ou les montants, aux taux d'intérêt et aux termes et conditions jugés convenables, engager la compagnie au remboursement de sommes ainsi empruntées avec les intérêts, et à l'exécution des termes et conditions et, s'il y a lieu, hypothéquer ou donner en gage la totalité ou toute partie des biens mobiliers et ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées, avec les intérêts et l'exécution des termes et conditions; et émettre des attestations, certificats et créances de dettes;

4. Agir comme courtiers en assurance et comme agents et courtiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et recouvrement de deniers; et accepter et accomplir comme procureurs, agents ou autrement, toute transaction d'affaires, le placement de fonds, et le recouvrement de prêts, et l'émission et la confection, la manipulation et le recouvrement d'hypothèques, débetures, obligations, comptes, billets, coupons et autres valeurs ou argents;

5. Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange, ou autre titre légal, et détenir, soit comme propriétaire, ou comme garantie supplémentaire ou autrement et vendre, en garantir la vente, ou faire le commerce d'hypothèques,

common shares without nominal or par value, provided however that the said shares without nominal or par value may be issued and allotted for such consideration and upon such terms and conditions as the directors may from time to time determine;

The Company may begin its operations with a capital of ten thousand dollars (\$10,000.00).

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of May, 1935.

3296-o ALEX. DESMEULES,  
Assistant Provincial Secretary.

**"Consolidated Finance Corp."**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1935, incorporating: Jacob Oscar Weinstein, Merchant, of the City of Sherbrooke, Quebec, Ben Blitt, Merchant, Harold Allan Corbett, Manager, both of the City and District of Montreal, Quebec, for the following purposes:

1. To buy or otherwise acquire, sell, deal in and loan money on the security of balances of price, claims to personal estate, conditional sales, agreements, lien notes, lien purchase agreements, chattel mortgages, trade paper, bills of lading, warehouse receipts, amounts receivable, contracts bills of exchange, certificates of indebtedness, stocks, bonds, choses-in-action, and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of every kind and nature whatsoever, and to receive and accept from the makers, vendors or transferees thereof, guarantees or other securities for the performance and payment thereof, and to enforce such guarantee and realize on such security;

2. To lend money on such terms and conditions and at such rate of interest as may be considered advisable, and to take such security for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions, as the company may think proper;

3. To borrow money in such sums or sum, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper; to bind the company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon and to the fulfilment of the terms and conditions and, if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the company's moveable or immoveable property to secure the repayment of the sums so borrowed interest and the fulfilment of the terms and conditions; and to issue acknowledgments, certificates or evidences of debt;

4. To act as insurance brokers and as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money and to accept and fulfil, as attorneys, agents or otherwise any transaction of business, the investment of funds, the collection of loans, and the issuing, making, handling and collecting of mortgages, debentures, bonds, bills, notes, coupons and other securities or moneys;

5. To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange, or other legal title and hold either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of or deal in hypothecs, mortgages, balances of price

mortgages, balances de prix garantis par privilège ou autrement, réclamations, contrats d'achats ou de ventes, et obligations de toute nature et description, et aussi des obligations, débetures, stocks, actions et autres valeurs, lettres de change, effets de commerce, reçus d'entrepôt, billets à ordre, ventes conditionnelles, contrats, comptes recevables, et toutes sortes d'effets de commerce et titres de créance de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire ou de toute compagnie bancaire, ou d'utilité publique, commerciale, industrielle et autre compagnie ou corporation ou individu ou association, et transiger et faire les opérations d'une agence générale de finance, de placements et de courtage et agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'amélioration, et l'administration de toutes propriétés, affaires ou entreprises;

6. Acheter ou autrement acquérir, et détenir, vendre et faire le commerce de propriétés réelles et personnelles de toutes sortes et droits et en particulier, terrains, édifices, exploitations et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques ou charges sur des propriétés mobilières, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, permis, valeurs, polices, dettes de livres et tout intérêt sur des biens mobiliers ou immobiliers, toutes réclamations contre telles propriétés ou contre toutes personnes ou compagnies et privilèges et droits éventuels de toutes sortes;

7. Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou toutes compagnies exerçant aucune industrie ou commerce, et les payer, en tout ou en partie, avec le consentement de telles personnes ou compagnies, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

8. Prêter de l'argent garantir les contrats ou autrement aider toutes telles personnes ou compagnies; et acquérir aussi toutes actions ou valeurs dans toutes telles compagnies, les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

9. Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou des titres ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

10. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre personne avec lesquelles cette compagnie est en affaires, et se porter garants de l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation;

11. Vendre, louer la totalité ou aucune partie de la propriété, du commerce ou entreprise de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

12. Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles et de propriété immobilière, et négocier pour l'achat, la vente, l'échange ou location des immeubles et propriétés immobilières, et généralement exercer le commerce d'agents d'immeubles et courtiers dans toutes ses spécialités;

13. Acheter ou autrement acquérir et vendre, échanger, louer, hypothéquer, charger, mettre à profit, disposer et faire le commerce de propriété,

secured by privilege or otherwise, claims, purchase or sale agreements and obligations of every nature and description and also in bonds, debentures, stocks, shares, and other securities, bills of exchange, trade acceptances, warehouse receipts, promissory notes, conditional sales agreements, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or other company or corporation or individual or association, and to transact and carry on a general financial agency, investment and brokerage business, and to act as agents and brokers for the purchase, sale, improvement and management of any property, business or undertaking;

6. To buy, or otherwise acquire and hold, sell and deal in real and personal properties of all kinds and rights and in particular, lands, buildings, business or industrial concerns and undertakings, mortgages or charges on moveable properties, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts, and any interest in moveable or immovable properties, any claims against such properties or against any person or companies and privileges and choses-in-action of all kinds;

7. To acquire the assets, enterprises, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or any companies carrying on any industry or business, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debts and charges of the same;

8. To lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such other person or company; and also to acquire any shares or securities in any such company, to sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

9. To subscribe for, take or otherwise acquire and hold shares of stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

10. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

11. To sell, lease, or otherwise dispose of the business, property, or undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

12. To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property, and to negotiate for the purchase, sale, exchange, or lease of real estate and immoveable property and generally to carry on the business of real estate agents and brokers in all its branches;

13. To purchase, or otherwise acquire and to sell, exchange, lease, mortgage, charge, turn to account, dispose of and deal with property, real

réelle et personnelle et droits et intérêts de toutes sortes, mobiliers ou immobiliers, corporels et incorporels, et sans modifier la généralité de ce qui précède, plus particulièrement avec des baux, options, contrats, obligations, commerce et entreprises de toute description;

14. Procurer du capital, du crédit ou toute autre aide pour établir, agrandir et réorganiser toute entreprise ou industrie qu'exercent ou qu'ont l'intention d'exercer toute personne, firme, corporation ou compagnie avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

15. Etablir des agences et succursales;

16. Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

17. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

18. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses qui sont nécessaires à la formation et à l'organisation d'icelle;

19. Emprunter de l'argent, faire et émettre des billets promissoires, lettres de change, obligations, débetures et preuves de dettes de toutes sortes, soit garantis par des hypothèques, gages ou autrement, sans limite quant au montant, et les garantir par hypothèques, gages ou autrement;

20. Exercer le commerce d'agents financiers et de placements, et acheter, vendre, et faire le commerce, soit comme mandant ou agent, des actions, obligations, débetures, hypothèques sur immeubles et sur propriété personnelle, valeurs, billets et obligations de toutes sortes, et percevoir et disposer des intérêts, dividendes ou revenus sur ou de telles actions, bons, débetures, hypothèques, valeurs, billets ou autres obligations;

21. Avec l'approbation des actionnaires rémunérer toute personne, y compris les directeurs de la compagnie, pour services rendus à la compagnie de la manière que la compagnie le jugera convenable, et plus particulièrement par l'émission et la répartition d'actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, entièrement ou partiellement acquittées, mais rien de contenu dans cette clause ne pourra limiter le pouvoir des directeurs de fixer et de payer le salaire d'aucun et de tous officiers, serviteurs, agents et employés de la compagnie;

22. Exercer tout autre commerce qui pourrait être exercé convenablement par la compagnie en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

23. Les directeurs pourront de temps à autre faire des règlements non incompatibles à la loi pour la nomination de Comités Consultatifs avec tels pouvoirs et pour telle rémunération qui seront de temps à autre définis;

24. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents à commission ou autrement, entrepreneurs et par l'intermédiaire d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

25. S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

26. Faire toutes telles autres choses qui sont

and personal, and rights and interests of all kinds, moveable and immoveable, corporeal and incorporeal, and without altering the generality of the foregoing, more particularly with leases, options, contracts, obligations, business concerns, and undertakings of every description;

14. To procure capital, credit or other assistance for establishing, extending or reorganizing any enterprise or industry carried on or intended to be carried on by any person, firm, corporation or company, with which the company has business relations;

15. To establish branches and agencies;

16. To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

17. To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company, and in particular, any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company or which it may have power to dispose of;

18. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof;

19. To borrow money, to make and issue promissory notes, bills of exchange, bonds, debentures, and evidence of indebtedness of all kinds, whether secured by mortgage, pledge or otherwise, without limit as to amount, and to secure the same by mortgage, pledge or otherwise;

20. To carry on business as financial and investment agents, and to buy, sell, and deal in, either as principal or agent, stock, bonds, debentures, mortgages on real estate and on personal property, securities, notes and obligations of all kinds, and to collect and dispose of interests, dividends or income upon or from such stocks, bonds, debentures, mortgages, securities, notes and other obligations;

21. With the approval of the shareholders, to remunerate any person, including the directors of the company, for services rendered to the company in such manner as the company may deem expedient, and more particularly by the issue and allotment of shares, bonds or other securities of the company, wholly or partly paid up, but nothing in this clause contained shall be deemed to limit the power of the directors to fix and pay the salary of any and all officers, servants, agents and employees of the company;

22. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

23. With power for the directors from time to time to make by-laws not contrary to law for the appointment of Advisory Committees to act with such powers and for such remuneration as may from time to time be defined;

24. To do all or any of the above things as principals, agents, on commission or otherwise, contractors and by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

25. To consolidate or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

26. To do all such other things as are incidental

incidentes ou conduisent à la réalisation de tous les objets susdits ou aucun d'eux, sous le nom de "Consolidated Finance Corp.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de juin, 1935.

ALEX. DESMEULES,

3299

Sous-secrétaire de la Province.

or conducive to the attainment of all of the above objects or any of them, under the name of "Consolidated Finance Corp.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1935.

ALEX. DESMEULES,

3300-0

Assistant Provincial Secretary.

**"Ernest Albert Furs, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1935, constituant en corporation: Marcel Marcus, Frank-Melvin Godine, et Saul Hayes, avocats, tous de Montréal, dans les buts suivants:

a. Exercer le commerce d'exportateurs, importateurs et expéditeurs et négociants de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux: traiter et préparer pour le marché aucune et toutes telles fourrures et peaux;

b. Manufacturer, exporter, importer, expédier et faire le négoce d'aucun et de tous articles de vêtements ou autrement qui peuvent être confectionnés en tout ou en partie de fourrures ou peaux d'animaux;

c. Entreposer des fourrures pour rémunération et garantir le retour d'icelles ou le paiement de leur valeur;

d. Tanner, repasser, teindre, blanchir au moyen de procédés, préparer, manufacturer et confectionner en vêtements, peaux, couvertures ou autres produits ouvrés, des fourrures, pelleteries et peaux d'animaux, oiseaux et reptiles de toutes sortes;

e. Aider, maintenir et conduire des comptoirs, stations et dépôts pour l'achat et le commerce des fourrures, des fermes pour l'élevage des animaux, des étendues de terre pour la propagation et l'élevage des animaux sauvages, oiseaux et reptiles;

f) Exercer le commerce comme manufacturiers, marchands en gros et en détail et négociants de bonneterie, vêtements pour dames et garnitures de toutes sortes, et fourrures et peaux de toutes descriptions;

g. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

h. Acheter ou autrement acquérir et assumer tous ou aucun des biens, commerce, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et responsabilités de toute compagnie, société, association ou personnes exerçant aucune partie du commerce que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens convenables aux fins de cette compagnie;

i. Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirecte-

**"Ernest Albert Furs, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1935, incorporating: Marcel Marcus, Frank Melvin Godine, and Saul Hayes, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

a. To carry on business as exporters, importers, and shippers of and dealers in all kinds of furs and animal skins; to treat and prepare for the market any or all of such furs and skins;

b. To manufacture, export, import, ship and deal in any or all articles of clothing or otherwise which are capable of being made either in whole or in part from furs or animal skins;

c. To store furs for remuneration and guarantee the return thereof or payment of the value;

d. To tan, dress, dye, bleach subject to process, trim, manufacture and fashion into wearing apparel or robes or rugs or other finished products, furs, fur skins and the skins or hides of animals, birds and reptiles of all kinds;

e. To assist, maintain and conduct fur buying and trading posts, stations and depots, fur raising farms and tracts of land for the propagating and raising of wild animals, birds and reptiles;

f. To carry on business as manufacturers, wholesale and retail merchants and dealers in millinery, ladies' garments and trimmings of all kinds, and furs and skins of every description;

g. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

h. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

i. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licen-

ment à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

*j.* S'unir, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute compagnie, société, firme ou personne exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites compagnies, sociétés, firmes ou personne et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou en disposer autrement;

*k.* Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions débetures ou autres valeurs de toute compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, vendre ou autrement les négocier;

*l.* Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

*m.* Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement, vendre ou autrement faire le commerce de toute propriété, réelle ou personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier tous terrains, bâtisses, droits de servitudes, machinerie, matériel ou fonds de commerce;

*n.* Prêter des fonds aux compagnies, sociétés, firmes ou personnes en relations d'affaires avec la compagnie, ou avec lesquelles la compagnie se propose d'avoir des relations d'affaires, ou à toute compagnie dont aucunes des actions sont détenues par la compagnie;

*o.* Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

*p.* Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie, ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

*q.* Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

*r.* Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

*s.* Emettre et répartir comme entièrement ou partiellement acquittées des actions du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toute propriété réelle ou personnelle achetée ou autrement acquise par la compagnie, ou pour tous services rendus à la compagnie;

ses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

*j.* To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

*k.* To take or otherwise acquire and hold shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

*l.* To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

*m.* To purchase, take on lease or in exchange, hire and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

*n.* To lend money to any company or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

*o.* To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

*p.* To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

*q.* To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

*r.* To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

*s.* To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

t. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses se rattachant à sa formation ou à son organisation ou que la compagnie pourra considérer comme préliminaires;

u. Etablir des agences et succursales;

v. Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

w. Prendre ou détenir des hypothèques, gages, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat d'aucune partie des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendue par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs ou autres et vendre ou autrement disposer des dites hypothèques, gages, privilèges et charges;

x. Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie et faire toutes ou aucune des choses précitées comme mandataire, agent, contracteur ou autrement et soit seul ou conjointement avec d'autres;

y. Faire toutes autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets et l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt (20).

Nul appel ne sera fait au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Ernest Albert Furs, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de juin 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3301 Sous-secrétaire de la Province.

**"York Underwriting Corporation, Limited".**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mai 1935, constituant en corporation: Reginald Plimssoll, Conseil en loi du Roi, Edmund-Hugh Reilly, notaire public, et Florence Walsh, secrétaire, tous de la cité de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire affaires comme bailleurs de fonds, capitalistes, financiers, concessionnaires, courtiers, agents et promoteur, organiser, établir, administrer, opérer, acheter, acquérir, disposer et autrement négocier, et financer des entreprises financières, commerciales, industrielles, voituriers, agricoles, minières et autres, dans un but de lucre et donner des conseils et de l'aide en rapport avec aucune de ces opérations; acheter, vendre, développer, administrer et faire le commerce des valeurs et de propriétés immobilières de toutes sortes comprenant des terrains, édifices, baux, droits hydrauliques, licences, concessions forestières, machineries, outillages, accessoires, et faire les opérations d'une agence générale de construction, entreprise, travaux d'ingénieur, de développement, d'immeubles, promotion, placement, vérification, courtage d'assurance et exploiter toute autre industrie qui paraîtra susceptible d'être convenablement exploitée en rapport avec aucun de ces objets ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de, ou faciliter la réalisation ou rendre profitable aucune des propriétés de la compagnie;

Promouvoir, organiser, gérer ou développer ou aider à promouvoir, organiser, gérer ou développer

t. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider preliminary;

u. To establish agencies and branches;

v. To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

w. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

x. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor or otherwise, and either alone or in conjunction with others.

y. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Ernest Albert Furs, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$ 00.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3302-o Assistant Provincial Secretary.

**"York Underwriting Corporation, Limited".**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1935, incorporating: Reginald Plimssoll, King's Counsel, Edmund Hugh Reilly, Notary Public, and Florence Walsh, Secretary, all of the City of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as investors, capitalists, financiers, concessionaries, brokers and agents and to carry on the business of promoting, organizing, establishing, administering, operating, purchasing, acquiring, disposing of and otherwise dealing in and with financial, commercial, industrial, transportation, agriculture, mining and other enterprises with a view to profit and to advise and assist in connection with any such business; to buy, sell, develop, administer and deal in securities and immovable property of all kinds, including lands, buildings, leases, water-rights, licenses, timber limits, machinery, equipment, supplies, and to carry on a building, contracting, engineering, development, real estate, promoting, investing, auditing, insurance brokerage and general agency business and to carry on any other business which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with any of those objects or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or facilitate the realization of or render profitable any of the company's property;

To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, manage-

toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou industrie ou assumer, gérer et disposer d'aucune manière quelconque tout commerce ou entreprise dans lesquels la compagnie peut être intéressée ou dans les valeurs desquels elle peut avoir investi ses fonds;

Payer pour tous services rendus ou toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie, de la manière qui sera jugée convenable et particulièrement les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions ou autres valeurs de la compagnie;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie directement ou indirectement, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, fonds, fidéicommiss et convenances susceptibles de profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ceux à qui il sont alliés ou dont ils sont les soutiens, et payer des primes d'assurance pour eux et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour fins charitables ou éducationnelles ou de bienfaisance ou pour toutes fins publiques, générales ou utiles, et établir et supporter ou aider à l'établissement et au support de toute association, institution, fonds ou fidéicommiss pour la réalisation d'aucun de ces objets;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Promouvoir, et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et/ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les

ment or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking or to take over manage and dispose of, in any manner whatsoever, any business or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

To pay for any services rendered to or any property or rights acquired by the company in such manner as may seem expedient and in particular to pay for the same, in whole or in part, by the issue of shares or other securities of the company;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit servants or ex-servants of the company or the dependents or connections of such persons, and to make payments towards their insurance and to subscribe or guarantee money for any charity or educational or benevolent object or any public, general or useful objects, and to establish and support or aid in the establishment and support of any association, institution, fund or trust for the attainment of any of such objects;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company; or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of, and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or with-

revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou des titres ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement en disposer;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Placer de l'argent à intérêt dans ou sur la garantie de terrains, à bail et en franc-alleu, mines, plantations, valeurs, marchandises et autre propriété, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et sous tels termes et sujet à telles conditions qui sembleraient avantageux;

Acheter, vendre, améliorer, administrer, faire valoir, disposer et trafiquer des terrains, mines, plantations, manufactures, établissements industriels, valeurs, actions, valeurs, marchandises et autres propriétés et, en ce qui concerne les terrains, en développer les ressources en nettoyant, drainant, faisant des plantations, construisant ou améliorant, minant, vendant ou érigeant des travaux publics et accommodations et généralement exercer tout autre commerce, manufacturier ou autrement, qui pourrait être exercé convenablement, conjointement avec aucun des objets de la compagnie;

Emettre des actions-débetures, actions, bons, obligations et garanties de toutes sortes, et les rédiger, les constituer et les garantir comme il semblera convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement, et soit rachetables, convertibles ou autrement, les garantir par acte de fiducie ou autrement sur la totalité ou toute partie des biens de la compagnie, présents ou futurs, comprenant, si la chose est jugée convenable, le capital non appelé ou de toute autre manière;

Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement trafiquer, et gérer, administrer et réaliser des propriétés mobilières et immobilières et droits de toutes sortes, et, en particulier, des terrains, édifices, héritages, affaires ou établissements industriels et entreprises, mortgages, nantissements, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, licences, valeurs, polices, dettes de livre, et tout intérêt dans la propriété mobilière ou immobilière, toute réclamation contre telle propriété ou contre toutes personnes ou compagnies et des privilèges et droits éventuels de toutes sortes;

Acquérir et détenir ou autrement faire le commerce de stocks, obligations, débetures, actions, certificats ou garanties de tout gouvernement, état, dominion, autorité souveraine ou suprême, municipale, locale ou autrement, et tous bons, débetures, actions, certificats, obligations actions, capital ou valeurs de toute compagnie établie dans le but de construire tous chemins de fer, tramways, compagnie de gaz, aqueducs, bassins, téléphone, télégraphe, compagnie d'électricité, minière et de forge, de services publics ou toute autre entreprise industrielle;

Emprunter ou prélever des fonds par l'émission ou la vente de bons, mortgages, débetures, ou actions-débetures de la compagnie, et placer les fonds ainsi prélevés dans toutes telles entreprises comme ci-dessus;

Acquérir tous tels placements comme ci-dessus par souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et totale-

out guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares of stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To invest money at interest in or on the security of freehold and leasehold lands, mines, plantations, securities, merchandise and other property and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may seem expedient;

To buy, sell, improve, manage, turn to account, dispose of and deal in land, mines, plantations, factories, industrial establishments, stocks, shares, securities, merchandise and other property and, as regards land, to develop the resources thereof by cleaning, draining, planting, building or improving, mining, selling or constructing public works and conveniences and generally to carry on any business, manufacturing or otherwise, which can be conveniently carried on in connection with any of the company's objects;

To issue debenture stocks, shares, bonds, obligations and securities of all kinds, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise, and to secure the same by trust deed or otherwise on the whole or any part of the assets of the company, present and future, including, if thought fit, uncalled capital or otherwise howsoever;

To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in and to manage, administer and realize upon real and personal property and rights of all kinds and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, charges, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts and any interest in real or personal property and any claims against such property or against any person or company and privileges and *choses-in-action* of all kinds;

To acquire and hold or otherwise deal with any stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, sovereign or authority supreme, municipal, local or otherwise and any bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares, stock, or securities of any company established for the purpose of any railway, tramway, gas, water, dock, telephone, telegraph, electric, mining, smelting, public utility, industrial or other undertaking;

To borrow or raise money by the issue or sale of any bonds, mortgages, debentures or debenture stock of the company and to invest any money so raised in any such investments as aforesaid;

To acquire any such investments as aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether

ment payés ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement, et les garantir et les souscrire conditionnellement ou autrement, et soit en vue de placements ou pour reventes, ou autrement varier les placements de la compagnie, et généralement vendre, échanger ou autrement disposer de, trafiquer de, et rendre profitables tous les biens de la compagnie;

Faire des avances sur tels placements comme ci-dessus, faire des prêts, offrir pour souscription publique ou autrement, et aider ou assister à effectuer tels placements comme susdits, donner toute garantie relativement à tous tels placements émis par ou acquis par ou de la compagnie ou autrement; recevoir de l'argent, des documents, des valeurs pour les mettre en sûreté, pour transmission ou dépôt, à intérêt ou autrement; tirer, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre ou autrement négocier des billets promissoires, lettres de change, lettres de crédit, mandats, coupons, certificats, lettres circulaires et autres instruments de commerce, valeurs et documents négociables ou transférables;

Offrir pour souscription publique toutes actions, ou titres ou débetures ou actions-débetures ou autres valeurs de, ou autrement établir ou promouvoir ou concourir dans l'établissement ou la promotion de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

Garantir le paiement des dividendes ou intérêts sur les mortgages, obligations, titres, actions, débetures ou autres garanties émis par, ou tout autre contrat ou obligations de toute compagnie, association, entreprise ou corps public ou privé;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou autrement acquérir aucune propriété, réelle ou personnelle, et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux, ou convenables pour les fins de son commerce et particulièrement toutes machineries, installations et fonds de commerce, et vendre, améliorer, administrer, développer, louer, hypothéquer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens de la compagnie;

Faire, exécuter, entreprendre, commencer, exercer, poursuivre et défendre tous contrats, agréments, négociations, procédures légales et autres, concordats, arrangements et projets et faire tous autres actes, choses qui, en aucun temps, sembleraient convenables ou propres à la protection de la compagnie, comme détenteurs de ou intéressés dans tous placements et valeurs;

Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des valeurs de toutes sortes, sous telles conditions qui pourraient être fixées;

Entreprendre ou prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise, soit comme gérants, secrétaires ou autrement, et, à cette fin, nommer et rémunérer tous directeurs, comptables ou autres experts, employés ou agents;

Faire enquête et examen, audition et rapport concernant les livres, état financier, perspectives, entreprises commerciales et conditions, valeur, caractère et circonstances de toute personne, firme, corporation, industrie et entreprise commerciales et généralement de tous biens, propriétés ou droits;

Transiger ou exercer toutes sortes d'opérations d'agences et, en particulier, agir comme agents pour le placement, le contrôle, le prêt, le paiement, la transmission et la collection d'argent

or not fully paid up, and to make payment thereon as called up or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same, conditionally or otherwise, and either with a view to investment or for resale or otherwise and to vary the investments of the company and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal with and turn to account any of the assets of the company;

To make advances upon such investments as aforesaid, to negotiate loans, to offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments as aforesaid, to give any guarantee in relation to any such investments issued by or acquired through or from the company or otherwise; to receive money, documents, and valuables for sale, custody, transmission or deposit, at interest or otherwise to draw, accept, endorse, issue, purchase, sell and otherwise deal with promissory notes, bills of exchange, letters of credit, warrants, coupons, scrips, circular notes and other mercantile instruments and negotiable or transferable securities and documents;

To offer for public subscription any shares or stock of or debentures or debenture stocks, or other securities of or otherwise to establish or promote or concur in establishing or promoting any company, association, undertaking or public or private body;

To guarantee the payment of dividends or interest on mortgages, bonds, stocks, shares, debentures or other securities issued by, or any other contract or obligation of any company, association, undertaking or public or private body;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or desirable or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant and stock-in-trade, and to sell, improve, manage, develop, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the company's property;

To make, execute or enter into, commence, carry on, prosecute and defend all contracts, agreements, negotiations, legal and other proceedings, compromises, arrangements and schemes and to do all other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection of the company as holder of or interested in any investments and securities;

To receive money on deposit, at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds, upon such terms as may be arranged;

To undertake or take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, either as managers, secretaries or otherwise, and for that purpose, to appoint and remunerate any directors, accountants or other experts, employees or agents;

To investigate and examine, audit and report on the books, standing, prospects, business affairs and condition, value, character and circumstances of any person, firm or corporation, business concerns and undertakings and generally of any assets, property or rights;

To transact or carry on all kinds of agency business and in particular to act as agents for the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any indivi-

pour tout individu, firme, corporation ou cours de justice, pour le transfert ou l'enregistrement de bons, débetures ou actions ou autres valeurs, et pour l'achat, la vente, l'amélioration, le développement, l'administration de propriété, comprenant des maisons d'affaires et les entreprises, et généralement transiger et se charger de toutes espèces d'affaires d'agence, que ce soient des affaires commerciales, d'assurance, industrielles ou des affaires financières;

Donner toute garantie, relativement aux hypothèques, obligations, débetures, actions, valeurs, certificats, prêts, placements et valeurs, soit faits ou effectués ou requis par l'intermédiaire de la compagnie ou autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements, ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement intégral ou partiel du prix d'achat;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, firme, corporation ou personne;

Distribuer en espèces ou autrement, comme dividendes légalement déclarés à même les surplus et profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou entreprise de la compagnie ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes dé-

dual, firm, corporation or Court of law for the transfer or registration of bonds, debentures, shares or other securities and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings, and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, insurance, industrial or financial matters;

To give any guarantee in relation to mortgages, bonds, debentures, shares, stocks, scrip, loans, investments and securities, whether made or effected or required through the company's agency or otherwise;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds or both in whole or part payment of the purchase price thereof;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, firm, corporation or person;

To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital

bentures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Hypothéquer, nantir, céder, transporter ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "York Underwriting Corporation, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, en le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de mai 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3297 Sous-secrétaire de la Province.

or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "York Underwriting Corporation, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of May, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3298-o Assistant Provincial Secretary.

#### "Orange & Grape Julep Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1935, constituant en corporation: Hermas Gibeau, manufacturier, François Cadorette, étudiant, Gérard Larivée, électricien, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Organiser, promouvoir, exercer et maintenir des amusements, des jeux, des tournois athlétiques, des sports, de toute sorte, d'hiver et d'été, et généralement faire toutes sortes d'opérations ayant pour but la récréation, l'amusement et le divertissement du public en général;

Acheter, louer, exploiter des terrains, édifices, salles, dans le but de promouvoir, organiser, exercer et maintenir toutes sortes de sports, jeux, tournois athlétiques, récréations quelconques, entretenir les dits terrains et édifices et les revendre ou les sous-louer au profit de la compagnie;

Demander, obtenir, acquérir (par cession, transport, achat ou toute autre convention), et exercer tout permis, toute franchise, toute concession, tout droit ou privilège qu'un gouvernement, une autorité quelconque, municipale, locale ou autre, une corporation ou toute autre institution publique ou privée aurait le droit d'octroyer, les payer, en défrayer les frais et charges et dépenses nécessaires à même les fonds de la compagnie;

Construire, promouvoir, conduire, tenir, maintenir, exploiter tous sports, amusements, jeux, expositions, représentations théâtrales, assemblées publiques, des allées de quilles, billards, pools, terrains de golf, jeux de tennis, jeux de boulingrins, des patinoirs pour le patinage, le curling et hockey, salles de danse, bassins de natation, écoles de natation, piscines, exhibitions et concours de lutte et de boxe, tous établissements pour fins hygiéniques, sportives et récréatives.

Conclure des contrats pour services de boxeurs,

#### "Orange & Grape Julep Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1935, incorporating: Hermas Gibeau, manufacturer, François Cadorette, student, Gérard Larivée, electrician, all of Montreal, for the following purposes:

To organize, promote, conduct and maintain amusements, games, athletic tournaments, sports of all kinds, winter and summer, and generally carry on all kinds of operations for the purpose of recreation, amusement and entertainment of the public generally;

To purchase, lease, operate lands, buildings, rooms, for the purpose of promoting, organizing, conducting and maintaining all kinds of sports, games, athletic tournaments, amusements of every kind, to maintain the said lands and buildings and to re-sell or sub-let same for the benefit of the company;

To apply for, obtain, acquire, (by assignment, transfer, purchase or any other title) and make use of any permit, franchise, concession, right or privilege which any government or any authority, municipal, local or otherwise, any corporation or other public or private institution may have the power to grant, and to pay for, defray the necessary costs, charges and expenses of same out of the funds of the company;

To construct, promote, conduct, hold, maintain, exploit any sports, amusements, games, exhibitions, theatrical representations, public meetings, bowling alleys, billiard and pool rooms, golf links, tennis courts, bowling on the green, rinks for skating, curling and hockey, dance halls, swimming tanks, swimming schools, swimming pools, wrestling and boxing exhibitions and contests, establishments for hygienic, sporting and amusement purposes;

To make contracts for the services of boxers,

lutteurs et autres personnes intéressées dans les ports en général;

Exercer le commerce de charretiers, voituriers, transporteurs de passagers, sur terre, sur eau et dans les airs et exercer en général dans toutes ses spécialités le commerce de transporteurs et d'expéditeurs, receveurs de bagages, effets, objets, articles, marchandises, produits et effets de toute sorte;

Exploiter des taxis, autobus, yachts ou bateaux de plaisance;

Acheter, acquérir, louer et exploiter des garages, entrepôts et des stations pour la vente de la gazoline et des huiles; faire le lavage et la réparation des automobiles et le commerce des pièces de rechange;

Faire les affaires générales de loueurs pour le service de restaurant, hôtels et le public en général;

Construire, bâtir, acheter, établir, réparer, promouvoir, louer ou autrement acquérir, posséder, aménager, meubler, exploiter et maintenir des clubs, des hôtels, auberges, chalets, relais, tavernes, salles à manger et salles de rafraichissements et les vendre, louer, échanger ou autrement en disposer et généralement faire toutes les opérations qui se rapportent à la construction, la possession, l'aménagement, l'ameublement, l'entretien et l'exploitation de clubs, d'hôtels, auberges, relais, tavernes, maisons de pension et de logement, restaurants, cafés, cafétérias, salles de rafraichissements et pour ces fins exercer en général et dans toutes ses spécialités le commerce de clubs, d'hôteliers et de restaurateurs et tous autres commerces qui peuvent être exercés indirectement ou conjointement avec les commerces susmentionnés, savoir: salon de coiffure, de barbier, cirage de chaussures, dépôt de journaux, revues, livres, magasins de tabac, de bonbons, de chocolat, de crème glacée, de librairie, de boucherie, d'épicerie, rafraichissements de toute nature et description;

Obtenir tout permis de licence pour la vente des vins et bières et toute autre sorte de permis qui sera jugé nécessaire ou utile pour les objets de cette compagnie;

Exercer le commerce de victuailleurs licenciés, marchands, importateurs et fabricants de liqueurs spiritueuses, eaux gazeuses, minérales et artificielles et tous autres breuvages;

Acquérir ou autrement exploiter des lacs avec droits de pêche, des territoires de chasse et construire les campements pour l'usage sportif et récréatif;

Faire affaires en général comme propriétaires ou exploitants de parcs d'amusements, hippodromes, cirques, champs de course, d'athlètes, constructions pour exhibitions, expositions, estrades, pavillons, arènes, écuries, et autres dispositifs de divertissements pour les récréations, sports et / ou les divertissements publics ou privés, et promouvoir, exposer et montrer des représentations de toutes sortes et des concours de toute sorte de sports;

Promouvoir le sport en général et procurer au public des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délasserment pour le corps et travailler à répandre le développement de la culture physique par la pratique des sports en général;

Faire payer au public un prix d'admission aux spectacles, jeux, divertissements, organisés par la compagnie, charger à ceux qui prennent part un prix, paiement et / ou certains droits fixés par la compagnie; annoncer ces spectacles, jeux, divertissements, sports en général, faire en rapport avec ces spectacles, jeux, divertissements,

wrestlers and other persons interested in sport generally;

To carry on the business of carters, carriers, and the transportation of passengers on land, water and by air, and to exercise in general in all its specialties the business of carriers and forwarders and receivers of baggage, goods, objects, articles, merchandise, products and effects of all kinds;

To operate taxis, autobuses, yachts or pleasure craft;

To purchase, acquire, lease and operate garages, warehouses and stations for the sale of gasoline and oil; to wash and repair automobiles and to deal in spare parts;

To carry on business generally as liverymen for hotel and restaurant service and the general public;

To erect, build, purchase, establish, repair, promote, lease or otherwise acquire and own, equip, furnish, exploit and maintain clubs, hotels, inns, villas, road houses, taverns, dining and refreshments rooms, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose thereof and generally to carry on any operations connected with the building, possession, equipment, furnishing, maintenance and exploitation of clubs, hotels, inns, road houses, taverns, boarding-houses and dwellings, restaurants, cafés, cafeterias and refreshment rooms, and for such purposes to carry on in all its specialties the business of club, hotel and restaurant keepers and any other business which may be incidentally or jointly operated with the business hereabove mentioned, to wit: hair-dressing parlors, barber shops, shoe-shining stands, newspaper, review and book depots, tobacco, bonbon, chocolate, ice-cream, stationery, butcher, grocery, refreshment shops of every kind and description;

To obtain any permit or license for the sale of wine and ale and any other kind of permit which may be deemed necessary or useful for the company's purposes;

To carry on business as licensed victuallers, merchants, importers and manufacturers of alcoholic beverages, aerated waters, mineral and artificial waters and other beverages;

To acquire or otherwise operate lakes with fishing rights, hunting grounds and construct camps for sportive and recreative purposes;

To carry on generally the business of owners or operators of amusement parks, hippodromes, circuses, race-courses, athletic fields, buildings for exhibitions, expositions, stands, pavillions, arenas, stables and / or other amusement conveniences for public or private recreation, sport and / or entertainment, and to promote, exhibit and give performances of all kinds and contests in all kinds of sports;

To promote sport in general and to procure for the public means of recreation and instruction for the mind and relaxation for the body, and to further the development of physical culture by the practise of sports in general;

To charge the public an admission fee to exhibitions, games, entertainments organized by the company, to charge to those taking part a fee, payment and / or certain rights to be fixed by the company; to advertise the said exhibitions, games, entertainments, sports in general, to enter into, regarding such exhibitions, games, entertain-

sports, avec le public, les autres compagnies, associations, promoteurs et avec les particuliers, tous contrats, conventions, arrangements financiers et pécuniaires capables de rencontrer les fins de la compagnie.

Acheter, vendre et disposer de tous genres d'objets, d'appareils, approvisionnements liquides ou solides, dont peuvent avoir besoin les personnes fréquentant les jeux, amusements, sports et terrains possédés, loués ou occupés par la compagnie;

Déterminer les conditions de toutes natures devant gouverner les spectacles et divertissements de tous genres organisés par la compagnie, rémunérer tous athlètes, joueurs, acteurs, professionnels ou amateurs, donner des prix en nature ou en argent à même les fonds de la compagnie, le tout conformément aux lois et aux règlements;

En général exercer tous les pouvoirs légaux, droits et privilèges ordinairement requis et possédés par des associations ou des compagnies de ce genre et non spécialement mentionnés dans la présente requête;

Agir comme agents d'immeubles, courtiers, messagers et gardiens d'entrepôts;

Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie et vendre ou autrement aliéner en tout ou en partie toute propriété réelle et personnelle, mobilière et immobilière;

Agir comme agents à commission, consignataires, mandataires, représentants ou fondés de pouvoirs de toutes compagnies, sociétés ou personnes, accorder des droits et privilèges;

Se fusionner, s'unir, s'associer ou se joindre avec toute autre personne, compagnie ou corporation exerçant tout commerce totalement ou partiellement semblable à ceux de cette compagnie, sous tels termes et conditions qui pourraient être jugés à propos;

Établir des agences et succursales;

Prendre tous les moyens jugés nécessaires ou utiles pour annoncer ses sports, amusements, jeux, divertissements, hôtels, clubs, restaurants, tavernes et tout autre commerce ou industrie exploité par la compagnie;

Promouvoir, organiser, acquérir, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables de servir à l'industrie de la construction ou autrement;

20. Demander, acheter ou autrement acquérir toutes marques de fabrique, noms de commerce, brevets, licences, concessions et autres privilèges similaires accordant tout droit exclusif ou non ou limité ou non, ou tout secret ou autre information en ce qui regarde ou de se servir de toute invention, formule, recette ou procédé, qui peuvent être susceptibles de servir à toutes les fins de la compagnie ou dont l'acquisition peut sembler s'adapter, directement ou indirectement, au bénéfice de la compagnie, et servir, exercer, développer ou accorder des licences s'y rapportant, ou autrement mettre en valeur la propriété, les droits ou informations ainsi acquis;

21. S'occuper de l'industrie du transport sur mer, sur terre et par air dans les limites fixés par la loi et le tout conformément aux dispositions de la loi, et pour telles fins et sous les mêmes réserves, organiser les services de transport sur mer, sur terre et dans les airs et acquérir, posséder ou louer ou fréter tout moyen de transport, vaisseaux ou équipement nécessaires requis ou pouvant être utiles pour les fins ci-haut mentionnées;

22. Agir comme importateurs et exportateurs;

23. Exploiter des carrières de pierre, granit,

ments, sports, with the public, the other companies, associations, promoters and with individuals, any contracts, agreements, arrangements financial and pecuniary capable of realizing the purposes of the company;

To purchase, sell and dispose of all kinds of objects, apparatus, liquid or solid refreshments required by the persons frequenting the games, amusements, sports and grounds owned, leased or occupied by the company;

To determine the conditions of every nature which may govern the exhibitions and entertainments of all kinds organized by the company, to remunerate any athletes, players, professional or amateur actors, to give prizes in kind or in cash out of the funds of the company, the whole pursuant to the laws and regulations;

Generally to exercise all the legal powers, rights and privileges usually required and held by associations or companies of such kind and not specially mentioned in the present petition;

To act as real estate agents, brokers, carriers and warehousemen;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, and sell or otherwise alienate in whole or in part any real and personal, movable and immovable property;

To act as commission agents, consignees, mandatories, representatives or proxies for any companies, firms or persons, to grant rights and privileges;

To amalgamate, unite, enter into partnership or join with any other person, company or corporation carrying on any business in whole or in part similar to that of this company, on such terms and conditions as may be deemed proper;

To establish agencies and branches;

To take all means which may be deemed necessary or useful to advertize its sports, amusements, games, entertainments, hotels, clubs, restaurants, taverns and any other business or trade exploited by the company;

To promote, organize, acquire, develop, manage and aid in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, undertaking or exploitation having objects in whole or in part similar building trade or otherwise;

20. To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process, which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

21. To engage in marine, land and aerial transportation within the limits fixed upon by law and in conformity with the provisions thereof, and for such purposes and under the same restrictions, to organize land, marine and aerial transportation services and to acquire, own or lease or charter any transportations, vessels or equipment necessary required or deemed useful for the above purposes;

22. To act as importers and exporters;

23. To operate stone, granite, marble, garnet

marbre, grenat et de tout autre minéral; exploiter des dunes ou sablières, faire le commerce, soit comme principal ou agent, des dits minerais, pierre, granit, sable, mortier et autres produits employés dans la construction, et pour telles fins acheter, vendre, travailler, polir, extraire, façonner tels minerais, pierre, granit et autre;

24. Exploiter des mines et carrières de toute nature et description, transiger sous quelque soit le titre tous ces produits, sous-produits et dérivatifs, les manufacturer, exporter et commercer, et ceci du matériel brut jusqu'au produit ouvré;

25. Exploiter des carrières en général, et miner creuser, draguer, pomper, extraire, charrier, manufacturer, produire, traiter, préparer pour le marché ou pour l'usage, acheter, vendre et autrement faire le commerce du sable, gravier, pierre, ciment, terre, glaise, matériaux de construction et généralement faire le commerce du sable et gravier dans toutes ses branches;

26. Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autrement des gisements de sable et de gravier, carrières, bancs de sable, lots riverains, mines, droits miniers, terres, manufactures, cours, usines, et tout intérêt s'y rattachant; et les explorer, travailler, exercer, développer et exploiter et vendre, louer, en autoriser l'exploitation moyennant un droit régalien ou en disposer autrement ou en faire le commerce;

27. Exercer l'industrie de contracteurs et charretiers à la fois comme officiers et agents, pour transporter et transmettre les effets, marchandises, produits et toute autre chose de toute description par voiture à traction mécanique, animale ou autre et de maintenir un service de taxi ou autres et faire toutes sortes d'autres actes pour les mener à bonne fin;

28. Faire le commerce ou exploiter des garages, négociers des automobiles, camions, équipement et accessoires d'automobiles, réparations de toute description, gazoline et autres fournitures et emmagasiner, entreposer et posséder autrement des automobiles, camions ou autres marchandises de toute description;

29. Maintenir des écuries pour l'accommodation des chevaux et l'emmagasinement et l'entreposage des voitures de toute description, et faire le commerce des chevaux, voitures, grain, foin, et autre nourriture et toutes les autres sortes de marchandise en rapport avec le soin et les exigences des chevaux;

30. Faire l'exploitation comme gardiens de quais, débardeurs, chargeurs et déchargeurs, agents pour transférer ou expédier toutes sortes d'effets, articles et marchandises, de ou aux chemins de fer, bâtiment à vapeur ou autres vaisseaux, camions ou autres voitures, et faire tous tels actes qui peuvent favoriser la compagnie;

31. Acquérir, construire, opérer, conduire et gérer, vendre, louer ou en disposer autrement, ou mettre en valeur des entrepôts ou magasins; émettre des certificats ou mandats, négociables ou autrement, aux personnes entreposant des marchandises chez la compagnie et faire des avances ou prêts sur la garantie de telles marchandises ou autrement;

32. Exercer le commerce d'emballeurs et layetiers de toutes sortes de marchandises ou autres choses, et manufacturer et faire le commerce de tous les matériaux ou objets nécessaires favorisant l'accomplissement de tel commerce;

33. Agir comme marchand général et fournir la pension et logement, vêtement et approvisionnement général et toutes fournitures à ceux engagés aux travaux de la compagnie ou dans les environs ou passer des contrats avec d'autres pour les mêmes fins;

and any other mineral quarries whatever; to exploit dunes or sand pits, to deal either as principal or agent in the said minerals, stone, granite, sand, mortar and other products employed in construction, and for such purposes to purchase, sell, work, polish, dig for, fashion any such minerals, stone, granite and other;

24. To operate mines and quarries of every nature and description, and to deal under any title whatever in any of their products, by-products and derivatives, to manufacture, export and trade in same, and such from the raw material to the finished product;

25. To operate quarries in general, and mine, dig for, dredge, pump, quarry, raise, manufacture, produce, treat, prepare for market or for use, buy, sell and otherwise deal in and deal with sand, gravel, stone, cement, earth, clay, building materials, and generally to carry on a sand and gravel business in all its branches;

26. To acquire by purchase, lease, concession, exchange or otherwise sand and gravel beds, quarries, sand banks, water lots, mines, mining rights, lands, manufactories, yards, workshops, and any interest therein; and to explore, work, exercise, develop and operate and sell, lease, authorize the exploitation thereof for a royalty or otherwise dispose of or deal with the same;

27. To carry on business as contractors and carters both as principals and agents, for the transportation and transmission of goods, merchandise, wares and all other things of every description by vehicle, motor driven, horse driven or otherwise and to maintain suitable taxi or other services and to do all such other acts for the performance of same;

28. To carry on the trade or business of garage operators, dealers in automobiles, trucks, auto equipment and accessories, repairs of every description, gasoline and other supplies and to store, warehouse or otherwise hold automobiles, trucks or other merchandise of every description;

29. To operate stables for the accommodation of horses and the storage and housing of vehicles of any description, and to deal in horses, vehicles, grain, hay and other feeds and all other articles of merchandise in connection with the care and requirements of horses;

30. To carry on business as wharfingers, stevedores, loaders and unloaders, transfer or forwarding agents of every description of goods, wares and merchandise, from or to railways, steamships or other vessels, trucks or other vehicles, and to do all such acts as may be conducive to the benefit of the company;

31. To acquire, construct, operate, conduct and manage, sell, lease or otherwise dispose of, or turn to account warehouse or storage plants; to issue certificates or warrants, negotiable or otherwise, to persons warehousing goods with the company and to make advances or loans upon the security of such goods or otherwise;

32. To carry on business as packers and craters of every description of merchandise or things, and to manufacture and deal in all materials or articles necessary and conducive to the carrying on of such business;

33. To act as general storekeepers and to provide board and lodging clothing and provisions generally and all supplies to those engaged in or about any of the company's works or to contract for the providing of same;

34. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits, ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et effectuer les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

35. Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions de la compagnie ou toutes obligations, débetures, actions-débetures ou toutes autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

36. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de bonis, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lequel ou lesquelles la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

37. Placer et employer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

38. Investir et réinvestir de temps à autre et de la manière et dans les produits, actions et valeurs qui seront de temps à autre déterminés, et changer et varier ces placements, et particulièrement, mais sans limiter la généralité des termes susdits, acheter, détenir, vendre, négocier et faire le commerce de l'or et de l'argent, des actions, titres, bons, débetures et autres valeurs et tout droit ou intérêt en ceux ou y relatifs;

39. Exercer toute autre industrie qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

40. Acheter ou autrement acquérir et assumer tout ou aucune partie d'aucun commerce dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie, avec ensemble les édifices, machinerie, fonds de commerce, clientèle et biens en général; assumer en tout ou en partie les obligations de tel commerce et les payer totalement ou partiellement en obligations, débetures ou actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel de la compagnie; et les vendre, les louer, totalement ou partiellement, ou autrement en disposer;

41. Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

42. S'associer ou conclure tous arrangements pour le partage des profits ou l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou exploiter, et faire des avances, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, détenir ou autrement les négocier;

43. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou profits nets de la compagnie ou de la

34. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights, or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

35. To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

36. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, and other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

37. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

38. To invest and re-invest from time to time, in such manner and in such commodities, shares and securities as may from time to time be determined, and to vary and change investments, and in particular but without limiting the generality of the foregoing, to buy, hold, sell, deal in and deal with gold and silver and with shares, stocks, bonds, debentures and other securities and any rights or interest therein or thereto;

39. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

40. To purchase, or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally; to assume in whole or in any part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the company; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

41. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

42. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

43. To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner pro-

manière prévue dans l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la compagnie;

44. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

45. Louer, vendre, la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

46. Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions ou faire des contrats avec tout individu ou toute compagnie pour les payer;

47. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie pour tels montants, à tels taux d'intérêt et à tels termes et conditions qui seront jugés convenables, obliger la compagnie à rembourser les montants ainsi empruntés et l'intérêt sur iceux et à la réalisation des termes et conditions et émettre des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie et les nantir ou les vendre pour tels montants et à tel prix qui seront jugés convenables;

48. Hypothéquer, nantir, céder, transférer ou engager toute propriété mobilière ou immobilière présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

49. Exercer tout autre commerce ou exploiter toute autre activité que les directeurs trouveront incidents ou avantageux à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens et droits de la compagnie;

50. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

51. Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces direc-

vided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

44. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

45. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

46. To pay all or any expense of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or individual to pay the same;

47. To borrow money on the credit of the company in such sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be deemed proper, to bind the company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon and to the fulfilment of the terms and conditions and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

48. To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purpose of the company;

49. To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

50. To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and to clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

51. And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have

teurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré ou connu des autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

52. Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire toutes actions, obligations ou débetures de la compagnie, sous le nom de "Hampstead Homes, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en cent (100) actions de deux cents dollars (\$200.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Hampstead, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de juin 1935.

3303

ALEX. DESMEULES,  
Sous-secrétaire de la Province.

or may have interest therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

52. Any invitation to the public to subscribe for any shares, bonds or debentures of the company is prohibited, under the name of "Hampstead Homes, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one hundred (100) shares of two hundred dollars (\$200.00) each.

The head office of the company will be at the town of Hampstead, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1935.

3304-o

ALEX. DESMEULES,  
Assistant Provincial Secretary.

#### "Hampstead Homes, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin, 1935, constituant en corporation: Érigène Godin, notaire public, Gilberte Dubé, sténographe, et Edouard Legault, comptable, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

1. Exercer le négoce et le commerce de constructeurs, contracteurs et marchands de matériaux de construction; agir comme tels; aussi exercer tout autre négoce ou commerce connexe;

2. Acquérir par achat, bail, échange, concession ou autrement des lots de ville, édifices, fermes, terrains miniers ou fruitiers, sites de ville, terres à pâturages, terres à bois et immeubles et biens immobiliers de toute description, et aucun intérêt et droits en iceux, légaux ou équitables ou autrement quelconque, prendre, bâtir, détenir, posséder, entretenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement négocier et disposer de tels terrains, terres, sites, immeubles et biens immobiliers ou aucun intérêt en iceux et négocier la totalité ou aucune portion des terrains et propriétés ainsi acquis, les subdivisant en lots à bâtir, et les disposant généralement en lots, rues et emplacements pour fins résidentielles ou autrement;

3. Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement disposer des biens mobiliers ou immobiliers appartenant à la dite compagnie; transférer tels biens à un créancier hypothécaire ou gagiste pour le montant dû à tel créancier hypothécaire ou gagiste, par voie de *Dation en paiement*, et négocier pour l'achat, vente, échange ou location d'immeubles et biens immobiliers, et généralement exercer le commerce d'agents en immeuble dans toutes ses spécialités;

4. (a) Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains, ou intérêts en iceux, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur les dits terrains ou aucun d'iceux et vendre, louer ou échanger, hypothéquer ou autrement aliéner la totalité ou toute portion des dites propriétés immobilières, et tous ou aucun des édifices ou constructions qui sont présentement ou qui seront à l'avenir érigés sur icelles, et prendre toutes les garanties jugées nécessaires;

(b) Prendre ou détenir des hypothèques pour

#### "Hampstead Homes, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1935, incorporating: Erigene Godin, notary public, Gilberte Dubé, stenographer, and Edouard Legault, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on business and trade as builders and contractors and dealers in building materials; to act as such; also to carry on any other incidental business or trade;

2. To acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, buildings, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands, and any description of real estate and real property, or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots, and generally laying the same out into lots, street and building sites for residential purposes or otherwise;

3. To buy, sell, exchange, lease or otherwise dispose of moveable or immoveable property belonging to the said company; to transfer such property to a mortgage creditor or pledgee for the amount due such mortgage creditor or pledgee, by way of *Dation en Paiement*, and to negotiate for the purchase, sale, exchange or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches;

4. (a) To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

(b) To take or hold mortgages for any unpaid

toute balance impayée du prix d'achat d'aucun des terrains, édifices ou structures ainsi vendus, et vendre, hypothéquer ou autrement disposer des dits hypothèques;

(c) Améliorer, modifier et gérer les dits terrains et édifices;

(d) Garantir et autrement aider à la réalisation des contrats ou gages de toutes personnes, firmes ou corporations avec qui ou avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires et assumer et se charger de tels gages ou contrats en défaut;

(e) Préparer des sites à bâtir et construire, reconstruire, modifier, améliorer, décorer, fournir et maintenir des bureaux, plain-pieds, maisons, usines, entrepôts et terrains, et consolider, unir ou subdiviser des propriétés; et

(f) Exercer les opérations d'agents d'immeuble;

5. Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges, droits privilégiés, charges et toutes autres sortes de garantie pour garantir le paiement de tout argent dû à la compagnie ou toutes avances ou prêts faits par la compagnie;

6. Agir comme agents et courtiers pour la transaction d'aucun commerce, administration de successions, vente de propriété, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers pour aucun individu, corporation, firme ou cour de justice, et prendre, recevoir, détenir, transférer et transporter tous biens, immobiliers ou mobiliers, meubles ou immeubles, qui pourraient être accordés, transportés ou confiés à la présente Compagnie aux fins sus-énoncées;

7. Exercer le commerce de courtiers en assurance, et agir comme agents d'assurances, et représenter aucune ou toutes compagnies, firmes ou individus engagés dans toute spécialité dudit commerce, et accepter ou payer toutes commissions ou autres rémunérations pour services rendus;

8. Entreprendre et exécuter tous travaux de construction maritime et terrestre, de réparation, d'agrandissement, de démolition et d'aménagement et autres travaux, sans aucune restriction et ceci, dans toutes leurs spécialités;

9. Exécuter toutes sortes de travaux de génie (pourvu qu'ils ne soient pas dérogoires aux privilèges accordés par la loi aux ingénieurs civils);

10. Exécuter l'industrie de contracteurs généraux pour la construction et l'aménagement de travaux publics et privés; construire, exécuter, exercer, équiper, améliorer, travailler, développer, administrer, gérer et contrôler des travaux de toute description, y compris les travaux publics et les commodités de toutes sortes, expression (dont le sens général ne doit pas être limité en aucune façon par ce qui suit) qui comprend chemins, routes, havre, jetées, quais, canaux, réservoirs, pontons, travaux d'irrigation, de réclamation, d'amélioration, d'égout, de drainage, d'approvisionnement sanitaire, hydraulique, de gas, de téléphone, souterrain, fabriques de ciment, passages souterrains et hôtels, entrepôts, marchés et édifices publics, usines de force motrice, d'éclairage et de chauffage électrique, ponts, terrains d'amusements, parcs, jardins, lieux de culte, magasins, boulangeries, boutiques, constructions industrielles et tous les autres travaux ou commodités d'utilité publique ou privée et comme tels contracteurs généraux pour construire, équiper, améliorer et développer des chemins de fer;

11. Soumissionner, obtenir, acheter ou acquérir autrement et exécuter tout contrat, acheter ou autrement acquérir des concessions, droits ou privilèges et de les exploiter, et pour telles fins don-

balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold, and to sell, mortgage or otherwise dispose of said mortgages;

(c) To improve, alter and manage the said lands and buildings;

(d) To guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom or which the company may have dealings and to assume and take over such mortgages or contracts on default;

(e) To prepare building sites and to construct, reconstruct, alter, improve, decorate, furnish and maintain offices, flats, houses, factories, warehouses and lands, and to consolidate, connect or subdivide properties; and

(f) To carry on the business of a real estate agent;

5. To take and hold mortgages, hypothecs, privileges, liens, charges and any other kind of security to secure payment of any money due to the company or any advances or loans made by the company;

6. To act as agents and brokers for the transaction of any business, the management of estates, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for any individual, corporation, firm, or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, moveable or immovable, which may be granted, conveyed or committed to this company for the purposes aforesaid;

7. To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

8. To undertake and perform any marine or land building, repair, extension, demolishing and equipment works and others without any restriction and such, in all the specialties thereof;

9. To carry on all kinds of engineering works (provided the same be not derogatory to the privileges granted by law to Civil Engineers);

10. To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works; to construct, execute, carry out, equip, improve, work, develop, administer, manage and control all description of works, including public works and conveniences of all kinds, which expression (the generality of which is not to be limited in any way by the following) includes roads, highways, harbours, piers, wharves, canals, reservoirs, pontoons, irrigations, reclamation, improvement, sewerage, drainage, sanitary, water, gas, telephonic works, tunnels, cement mills, subways and hotels, warehouses, markets and public buildings, electric power, heat and light supply works, bridges, pleasure grounds, parks, gardens, places of worship, stores, bakeries, shops, industrial constructions and all other works or conveniences of public or private utility and as such general contractors to construct, equip, improve and develop railways;

11. To tender, obtain, purchase or otherwise acquire and perform any contracts, to purchase or otherwise acquire concessions, rights or privileges and to exploit the same, and for such pur-

ner des garanties en argent ou autrement et de faire le dépôt de chaque sorte;

12. Préparer les plans et spécifications;

13. Procurer à ses clients, utiliser les services professionnels d'ingénieurs architectes, arpenteurs, et autres, pourvu que ceci ne soit pas dérogoratoire aux privilèges accordés par la loi;

14. Acquérir de telle manière, et posséder toutes les machines, mécanismes et équipements nécessaires et utiles; avoir des usines et matériaux capables de servir aux usages de la compagnie et avantageux à l'exercice de ses pouvoirs;

15. Installer et opérer des moulins, outillages, machinerie et équipement de toute sorte, nécessaires et appropriés à l'accomplissement convenable des affaires de la compagnie;

16. Construire, acheter, louer ou autrement acquérir des bassins, cales, jetées, quais, embarcadères, entrepôts, élévateurs ou toutes autres édifices et constructions susceptibles de servir aux besoins de la compagnie;

17. Bâtir, maintenir et exploiter, sur sa propre propriété ou sous son contrôle, des embranchements de chemin de fer et voies d'évitement pour les seuls besoins de son commerce et industrie, des routes ou tout autre moyen de transportation, et leurs outillages nécessaires, des lignes de transmission de télégraphie et de téléphone, digues, barrages, biez, canaux, pouvoirs d'eau, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, routes, fabriques, bâtisses, moulins, entrepôts et magasins nécessaires et utiles à ses opérations, le tout en conformité avec les dispositions de la loi;

18. Construire, acquérir, posséder, fréter et employer les vaisseaux nécessaires pour ses opérations et le transport de ses produits: le tout en conformité avec les dispositions de la loi;

19. Exercer le commerce, en gros et en détail, des matériaux de construction de toutes sortes et autres marchandises, les importer et agir comme manufacturiers et organiser des usines pour la fabrication de tout matériel et choses susceptibles à ceux de la compagnie, et comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler, acquérir, vendre ou autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucuns biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Acquérir par achat, échange ou autrement et louer de toute personne, société, compagnie, corporation ou province, tous immeubles bâtis ou vacants et payer tels achats, détentions et échange en argent ou en bons ou obligations, débetures ou en actions acquittées de la présente compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province ou partie en argent et partie en immeubles ou meubles, ou bons, obligations, débetures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

Vendre, aliéner, échanger, louer ou autrement en disposer les immeubles bâtis ou vacants de la compagnie et accepter en paiement de l'argent ou des bons, obligations, débetures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province ou partie en argent et partie en immeubles ou meubles, bons, obligations, débetures ou actions acquittées de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, exploiter

poses to furnish security in cash or otherwise and to make deposits of every kind;

12. To prepare plans and specifications;

13. To procure to its customers, and to utilize the professional services of engineers, architects, surveyors, and others, provided the same be not derogatory to the privileges granted by the law;

14. To acquire in such manner, and to hold any necessary or useful machines, machinery and equipment; to have work-shops and plants capable of being used for the purposes of the company and conducive to the exercising of its powers;

15. To install and operate mills, plants, machinery and equipment of every kind, necessary or appropriate for the proper carrying on of the company's business;

16. To construct, purchase, lease or otherwise acquire basins, docks, jetties, piers, wharves, warehouses, elevators or all other buildings and structures capable of being used in connection with the purposes of the company;

17. To build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, railway branches and sidings for the sole purposes of its commerce and industry, roads or any other means of transportation, and the necessary equipment thereof, telegraph and telephone transmission lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations, the whole in conformity with the provisions of the law;

18. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and the transport of its products; the whole in conformity with the provisions of the law;

19. To deal, wholesale and retail, in building materials of every kind, and other goods, to import the same and act as manufacturers and organize factories for the manufacturing of any materials and things capable of being used in the to those of the company and, as incidental thereto, to undertake, manage, control, acquire, sell and otherwise dispose of the business and undertaking of any such company, firm or individual;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and lease from any person, firm, company, corporation or province any immoveable property built up or vacant and to pay for such purchases, holdings and exchanges in cash or in bonds or obligations, debentures or paid up shares of the present company or of any other company, corporation or province or partly in cash and partly in immovables or movables, or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province;

To sell, alienate, exchange, lease or otherwise dispose of the built up or vacant immoveable property of the company and to accept as payment therefor cash or bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province, or partly in cash and partly in immovables or movables, bonds, obligations, debentures or paid up shares of the company or of any other company, corporation or province;

To purchase, acquire, own, hold, exploit,

échanger, vendre, aliéner ou autrement en disposer de tous meubles ou immeubles, tous commerces ou fonds de commerces avec ou sans les créances ou dettes, toutes valeurs, stocks, bons, obligations, débetures ou actions de toute compagnie, corporation ou province, les accepter en paiement intégral ou partiel, en extinction du prix ou comme considération de la vente, location, bail, concession ou autre aliénation d'aucuns biens possédés ou des droits dont jouit la compagnie ou en échange ou en paiement de tous meubles, immeubles, parts ou actions-débetures ou obligations de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, des dettes qui sont dues à la compagnie et payer toutes dettes de la compagnie, toute acquisition de meubles, d'immeubles, de commerce ou fonds de commerce, actions, obligations, débetures, par achat, vente, bail, concession, échange ou toute autre transaction par la compagnie, ainsi que tous services rendus à la compagnie ou requis par cette dernière, avec de l'argent, des meubles, des immeubles ou toutes autres valeurs, stocks, bons, obligations, débetures ou actions de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province, ou partie en argent et partie en meubles, immeubles, valeurs, stocks, bons, obligations, débetures ou actions de la compagnie ou de toute autre compagnie, corporation ou province;

Acquérir, obtenir, exploiter, transiger, exercer, aliéner, vendre toutes agences ou affaires d'agence en général, droits, brevets, patentes ou droits exclusifs;

Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle des affaires ou opérations d'aucune compagnie ou d'entreprise publique ou privée;

Placer et disposer des fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps, sera déterminée;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne ou compagnie;

Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables, hypothéquer ou donner en garantie les biens meubles ou immeubles de la compagnie ou donner ces deux espèces de garantie pour assurer le paiement de tels bons, obligations, débetures ou valeurs ou de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie et exercer tous les pouvoirs mentionnés en l'article 67 de la Loi des compagnies de Québec, chap. 223;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, liens et charges en garantie du paiement du prix de vente ou d'achat d'aucune partie de la propriété de la compagnie ou d'aucune autre compagnie, personne ou individu;

Payer toutes dettes ou tous comptes de la compagnie, tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, toute acquisition de meubles ou d'immeubles par la compagnie, toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital en actions libérées de la compagnie ou partie en actions libérées et partie en deniers ou en deniers seulement;

Payer des dividendes en parts ou en deniers de la compagnie ou en actions, bons, obligations ou valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie et appartenant à la compagnie ou détenues par cette dernière et dont elle aurait le pouvoir de disposer et ce d'après règlement passé

exchange, sell, alienate or otherwise dispose of any movables or immovables, any business or stock-in-trade, with or without the claims or debts, any securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of any company, corporation or province, to accept the same as full or part payment for the discharge of the purchase price or in consideration for the sale, rent, lease, concession or other alienation of any property owned or rights enjoyed by the company, or in exchange or as payment for any movables, immovables, stocks or shares, debentures or bonds of the company or of any other company, corporation or province, the debts due to the company, and to pay any debts of the company, any acquisition or movables, immovables, business or stock-in-trade, shares, bonds, debentures, by purchase, sale, lease, concession, exchange or any other transaction of the company, and also for any services rendered to or required by the company, with cash, movables, immovables and any securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of the company or of any other company, corporation or province, or partly in cash and partly with movables, immovables, securities, stocks, bonds, obligations, debentures or shares of the company or of any other company, corporation or province;

To acquire, obtain, exploit, deal with, exercise, alienate, sell any agencies or agency business in general, rights, brevets, patents or exclusive rights;

To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, public or private;

To invest and deal with the available moneys of the company in such manner as may from time to time be determined;

To loan money to clients and others having business relations with the company, guarantee the execution of contracts by any such person or company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, obligations, debentures or other securities of the company and to give as security or sell the same for any sum deemed suitable; to hypothecate or give as security the movables or immovables of the company or to give both as security to insure the payment of such bonds, obligations, debentures or securities and of any loan of money made for the purposes of the company, and exercise all the powers mentioned in article 67 of the Quebec Companies' Act, Chap. 223;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the sale or purchase price of any part of the company's property or that of any other company, person or individual;

To pay all the company's debts or accounts, for any services rendered to or required by the company, any acquisition of movables or immovables made by the company, all expenses incidental to or connected with the formation and incorporation of the company or for the raising of its capital, with paid up shares of the company or partly in paid up shares and partly in cash or in cash only;

To pay dividends in cash or shares of the company or in shares, bonds, obligations, debentures or securities of the company or of any other company and belonging to the company or held by the latter or which it may have the power to dispose of, and such according to by-law passed

à une assemblée générale spéciale des actionnaires ayant droit de vote et dument convoqués à cet effet;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie croira convenable, accepter de l'argent, des actions, obligations, debentures, parts ou valeurs d'aucune compagnie ou individu en paiement;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissoires, des lettres de crédit, des connaissements, des traites, chèques, débentures, bons, obligations et d'autres instruments négociables et transférables;

Faire tout ce qui est nécessaire, convenable, approprié et avantageux à la réalisation d'un ou de plusieurs des objets mentionnés aux présentes ou qui, en aucun temps, sera indispensable pour protéger la corporation ou lui profiter, soit comme détenteur, soit comme intéressée dans aucune propriété ou autrement;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme facteurs, principaux, agents, à commission ou autrement, comme entrepreneurs ou autres et soit par l'entremise d'agents, procureurs, fiduciaires, mandataires ou autrement et soit seul, soit conjointement avec d'autres;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente ne sont pas limités ni restreints par induction ou déduction des termes de tous autres paragraphes;

Le transport d'actions se fera de la manière et conformément aux conditions prescrites par les règlements de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles qu'autorisent les lettres patentes, sous le nom de "Orange & Grape Julep Company, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie, divisé en vingt-quatre mille cinq cents (24,500) actions de deux dollars (\$2.00) chacune, est de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), monnaie courante du Canada.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, en notre Province.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour de juin 1935.

ALEX. DESMEULES,

3307-0

Sous-secrétaire de la Province.

**"Oxford Slipper Mfg. Co., Inc."**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1935, constituant en corporation: Jack Rudner, Abraham Rosenstein, avocats, et George Richstone, notaire, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger, réparer et généralement faire le commerce en gros et en détail, comme mandants et agents, de chaussures, souliers, pantoufles, claques, couvre-chaussures, bonneteries et chaussures en général, et tous accessoires s'y rapportant, y compris des lacets pour bottes et souliers, boutons, boucles, ornements, talons en caouthouc, supports, vernis pour bottes et souliers et tous autres articles semblables;

2. Exercer généralement le commerce de marchands de cuir, et fabricants de cuir, et manufacturiers de toutes sortes d'articles composés de cuir ou de cuir et autre matériel, ou d'imitation de cuir et de toutes sortes d'articles de fan-

at a special general meeting of the shareholders with right to vote, duly called for such purpose;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and to accept shares, obligations, debentures, stocks or securities of any other company or individual in payment therefor;

To draw, make accept, endorse, pay, discount and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, drafts, cheques, debentures, bonds, obligations and other negotiable or transferable instruments;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of any or several of the objects herein enumerated, or which shall or may at any time be necessary for the protection or benefit of the company, either as holders of or as interested in any property or otherwise;

To do all or any of the above things as factors, principals, commission agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, or through agents, attorneys, trustees, mandatories or otherwise;

The powers in each paragraph hereof to be in no way limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

The transfer of shares shall be made in the manner and in conformity with the conditions prescribed by the company's by-laws;

To do all or any of the above things authorized by the letters patent, under the name of "Orange & Grape Julep Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company, divided into twenty four thousand five hundred (24,500) shares of two dollars (\$2.00) each, is forty nine thousand dollars (\$49,000.00), Canadian Currency.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, in our Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1935.

ALEX. DESMEULES,

3308

Assistant Provincial Secretary.

**"Oxford Slipper Mfg. Co., Inc."**

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1935, incorporating: Jack Rudner, Abraham Rosenstein, Advocates, and George Richstone, Notary, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, import, export, buy, sell, exchange, repair and generally deal, both wholesale and retail, as principals and agents, in boots, shoes, slippers, rubbers, overshoes, hosiery and footwear generally, and all accessories thereof, including boot and shoe laces, buttons, buckles, ornaments, rubber heels arch supports, boot and shoe polishes, and any similar articles;

2. To carry on generally the business of leather merchants and leather manufacturers, and manufacturers of all kinds of goods composed of leather or of leather and other materials, or of imitation leather and of all kinds of fancy goods and no-

taisie et nouveautés composés de n'importe lequel matériel, et aussi de tous matériels, substances et accessoires utilisés dans la fabrication de cuir et articles en cuir et imitation de cuir et articles de fantaisie et nouveautés de toutes sortes, y compris des pièces en métal, fournitures et garnitures;

3. Exercer toute autre industrie, (soit manufacturière ou autre), que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur de ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

4. Acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

5. Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

6. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

8. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

9. Etablir et maintenir ou aider à l'établissement et au maintien des associations, institutions, fonds, fiducies et installations de nature à profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou de ses prédécesseurs en affaire) ou aux personnes à la charge ou parentes de ces employés; et accorder des pensions et allocations, et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour fins de charité ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

10. Promouvoir une ou plusieurs compagnies

of whatever material composed, and also of all the materials, substances and accessories used in the manufacture of leather and of leather and leatherette goods, and of fancy goods and novelties of all kinds including metal parts, trimmings and linings;

3. To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of the property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

8. To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

9. To establish and support, or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences, calculated to benefit employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business), or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

10. To promote any company or companies for

dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

11. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

12. Construire, améliorer, entretenir, exploiter, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, sur des terrains de la compagnie contrôlés par la compagnie et pour les seules fins de son commerce et de son industrie, des ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, fabriques, entrepôts, usines électriques, ateliers, magasins et autres structures et commodités que la compagnie croira susceptibles directement ou indirectement de favoriser les intérêts de la compagnie, aussi contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

13. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

14. Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

15. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

16. Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

17. Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter cette compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

18. Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, soit pour de l'argent ou pour des actions de son capital-actions ou ses valeurs, vendre ou autrement disposer d'immeubles et de propriété immobilière en général au degré requis pour les fins de son commerce, et aussi, placer le surplus des fonds à la discrétion des directeurs sur des immeubles ou biens immobiliers, et les posséder, détenir, vendre et autrement en disposer de temps en temps;

19. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par ces dites compagnies ou corporations ou par toute autre personne ou personnes avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires;

the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

11. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

12. To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings on property over which the company has control, and for the sole purpose of its commerce and industry, bridges, reservoirs, water courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

13. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

14. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

15. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

16. To apply for, secure, acquire by assignment transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

17. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

18. To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, either for money or in return for shares of its capital stock or its securities, to sell or otherwise dispose of real estate and immoveable property generally to the extent required for the purposes of its business, and also to invest surplus funds at the discretion of the directors in real estate or immoveable property, and to own, hold, sell and otherwise dispose of the same from time to time;

19. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

20. Pour faire connaître les produits de la compagnie, prendre les moyens qui sembleront avantageux, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, achat et exhibition d'œuvres d'art ou d'intérêt, publication de livres et revues, octroi de prix, récompenses et dons;

21. Vendre, améliorer, administrer, développer échanger, louer, céder, faire valoir ou autrement faire le commerce de la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

22. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs, ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

23. Faire toutes telles autres choses qui sont nécessaires ou convenables à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Oxford Slipper Mfg. Co., Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, comté d'Hochelega, Province de Québec.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de juin 1935.

ALEX. DESMEULES,

3309

Sous-secrétaire de la Province.

20. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

21. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

22. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Oxford Slipper Mfg. Co., Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, in the County of Hochelega, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1935.

ALEX. DESMEULES,

3310-o

Assistant Provincial Secretary.

#### "Italian Bowling Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de juin 1935, constituant en corporation, sans capital-actions: Francesco Mastromonaco, Michelli Lappenna, tous deux jardiniers, Alberto Romano, garagiste, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Etablir, maintenir et conduire un Club social pour fins de divertissement et récréation de ses membres et de leurs amis;

2. Procurer aux dits membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages et accommodations généralement reçus dans un Club, et promouvoir des relations amicales et sociales entre eux;

3. Promouvoir et organiser des jeux de toutes sortes: salles de quilles, de billards, poule, et louer, exploiter et donner aux membres du club des vues animées et organiser des concerts, conférences et autres attractions de nature semblable;

4. Solliciter, obtenir et exploiter un permis pour la vente du vin, bière et autres breuvages, sujet aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques de Québec;

5. Acquérir et détenir des biens immobiliers qui peuvent être nécessaires à ses fins et les vendre, louer, hypothéquer, gager et autrement les aliéner;

6. Adopter et faire des règlements, règles et réglementations pour l'admission, suspension et expulsion de ses membres et pour leur gouverne ainsi que pour l'administration et la gestion en général des affaires du Club, pourvu, toutefois, que le Club puisse de temps à autre amender, modifier, révoquer et changer en tout ou en partie tels règlements, règles et réglementations;

7. Pourvoir un revenu au moyen de prix d'admission, honoraires annuels et autres souscriptions ou cotisations et charges pour l'usage des biens du Club, avec pouvoir d'établir différentes classes de membres et de déterminer leurs droits;

8. Faire toutes autres choses qui sont incidentes

#### "Italian Bowling Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1935, to incorporate as a corporation without share capital: Francesco Mastromonaco, Michelli Lappenna, both gardeners, Alberto Romano, garage operator, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To establish, maintain and conduct a social club for the purposes of amusement and recreation of its members and their friends;

2. To provide for such members and their friends, all the privileges, advantages and accommodations generally received in a club, and to promote friendly and social intercourses between them;

3. To promote and carry on games of all sorts: Bowling alleys, billiards, pool, and to lease, operate and exhibit to the members of the club moving pictures, and to organize concerts, lectures and other attractions of a like nature;

4. To apply for, obtain and operate a license for the sale of wine, beer and other beverages, subject to the provisions of the Quebec Liquor Act;

5. To acquire and hold the immoveable property that may be necessary for its purposes, and to sell, lease, hypothecate, mortgage and otherwise alienate the same;

6. To adopt, enact rules, by-laws and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government, as well as for administration and general management of the affairs of the club, provided that the Club may from time to time amend, modify, repeal and alter, in whole or in part, such rules, by-laws and regulations;

7. To provide a revenue by means of admission fees, annual fees and other subscriptions or assessments and charges for the use of the property of the club, with power to establish different classes of members and to determine their rights;

8. To do all other things as are incidental or

ou qui peuvent conduire à la réalisation d'aucun des objets susdits, sous le nom de "Italian Bowling Club, Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur du revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut détenir, est de cinq mille dollars (\$5,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de juin 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3311 Sous-secrétaire de la Province.

conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "Italian Bowling Club, Incorporated".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$5,000.00.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3312-o Assistant Provincial Secretary.

### Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 juin 1935, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 juin 1935.

Concernant l'article 9 de la Loi de la Gazoline.

1471.

L'honorable Trésorier de la Province, dans un mémoire en date du 6 juin (1935) expose:

Que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en vertu de l'article 5 de la Loi 25-26 George V, chapitre 18, amendant l'article 9 de la Loi de la Gazoline, chapitre 36 S.R.Q. 1925, est autorisé à classer la gazoline offerte en vente dans la province;

En conséquence, l'honorable Trésorier de la Province recommande que la gazoline offerte en vente dans la province soit classifiée comme suit:

GAZOLINE Grade No 1.—		Eté	Hiver
		° F.	° F.
Pas moins de 10%	de pétrole sera distillé à:	155	145
"	50%	265	265
"	90%	370	370

OCTANE MINIMUM 75

GAZOLINE Grade No 2.		Eté	Hiver
		° F.	° F.
Pas moins de 10%	de pétrole sera distillé à:	155	145
"	50%	265	265
"	90%	370	370

OCTANE MINIMUM 66

GAZOLINE Grade No 3.		Eté	Hiver
		° F.	° F.
Pas moins de 10%	de pétrole sera distillé à:	165	155
"	50%	284	284
"	90%	392	392

OCTANE MINIMUM 56

GAZOLINE Grade No 4.		Eté	Hiver
		° F.	° F.
Pas moins de 10%	de pétrole sera distillé à:	165	155
"	50%	284	284
"	90%	392	392

MOINS DE 56 OCTANE.

De plus, pour être classifiée sous l'un des items ci-dessus mentionnés, la gazoline devra:

- Ne pas contenir plus de 0.10% de son poids en soufre;
- passer l'épreuve pour la corrosion,
- être limitée à un maximum de 15 mg. per 100 cc. d'augmentation de son poids en gomme,
- avoir un point de congélation pas plus haut que minus 76°F.,

### Orders in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated June 6th, 1935, approved by the Lieutenant-Governor on June 7th., 1935.

Concerning Section 9 of the Gasoline Act.

1471

The Honourable the Treasurer of the Province, in a memo dated the 6th June, (1935), sets forth:

That the Lieutenant-Governor in Council, under section 5 of 25-26 Geo. V, ch. 18, amending section 9 of the Gasoline Act, ch. 36, R.S.Q. 1925, is authorized to classify the gasoline offered for sale in the Province;

Consequently the Honourable the Treasurer of the Province recommends that the following classifications be made of the gasoline offered for sale in the Province:

Grade 1. GASOLINE.		Summer	Winter
		° F.	° F.
Not less than 10%	of fuel shall be distilled at	155	145
"	50%	265	265
"	90%	370	370

MINIMUM OCTANE 75.

Grade 2.—GASOLINE.		Summer	Winter
		° F.	° F.
Not less than 10%	of fuel shall be distilled at	155	145
"	50%	265	265
"	90%	370	370

MINIMUM OCTANE 66.

Grade 3.—GASOLINE.		Summer	Winter
		° F.	° F.
Not less than 10%	of fuel shall be distilled at	165	155
"	50%	284	284
"	90%	392	392

MINIMUM OCTANE 56

Grade 4.—GASOLINE.		Summer	Winter
		° F.	° F.
Not less than 10%	of fuel shall be distilled at	165	155
"	50%	284	284
"	90%	392	392

OCTANE LESS THAN 56

Furthermore, in order that a gasoline be classified under one of the above mentioned items, it should:

- Not contain more than 0.10% sulphur by weight,
- Pass the test for corrosion,
- Be limited to a maximum of 15 mg. per 100 cc. of gum increase in weight,
- Have a freezing point not higher than minus 76°F.

- e) avoir une pression de vapeur (vapor pressure) de pas plus de  
 10 lb. au p. c. pour le grade d'été, et  
 13 lb. au p. c. pour le grade d'hiver à la pompe, ou  
 11 lb. au p. c. pour le grade d'été, et  
 14 lb. au p. c. pour le grade d'hiver à la raffinerie.

*Gasoline Grade No 5.*

Toute autre gasoline ou produits lesquels après, préparation ou mélange, ne rencontrent pas aucune des spécifications ci-dessus, mais peuvent être employées comme essences.

Certifié,

(Signé) WM. LEARMONTH,  
 3341 Dép. Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 7 mai 1935, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 8 mai 1935.

Loi concernant la gasoline.

No 1149.

L'Honorable Trésorier de la Province, dans un mémoire en date du 7 mai (1935), agissant sous l'autorité de l'article 9 de la Loi concernant la gasoline (chapitre 36, S.R.Q. 1925 et amendements) expose:

Qu'il est à propos d'exiger une garantie de tout vendeur de gasoline dans cette province, afin d'assurer le paiement des droits exigibles sous cette loi;

Conséquemment, l'Honorable Trésorier de la province recommande qu'il soit autorisé à exiger telle garantie et que le montant en soit laissé à sa discrétion, pourvu qu'il n'exécède pas dans aucun cas le montant des droits exigibles sur toute la quantité en mains.

Certifié,

(Signé) A. MORISSET,  
 3339—o Greffier Conseil Exécutif.

Assurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Causapsal" dans le comté de Matapédia, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Matapédia, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 7ième jour d'avril 1935.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243 S.R.Q. 1925), ce 6ième jour de juin 1935.

Le Surintendant des assurances,

B. ARTHUR DUGAL,

Pour le Trésorier de la Province de Québec,  
 Service des Assurances,  
 Département du Trésor,  
 Québec, P. Q. 3313—24—2—o

- e) Have a vapour pressure of not more than

- 10 lb.sq.in. for the Summer grade and  
 13 lb.sq.in. for the Winter grade at the pump  
 or,  
 11 lb.sq.in. for the Summer grade and  
 14 lb.sq.in. for the Winter grade at the Refinery.

*Grade 5.—Gasoline.*

Any other gasoline or products which, prepared or compounded, does not meet any of the above specifications, but is capable of generating power.

Certified,

(Signed) WM. LEARMONTH,  
 3342—o Deputy Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated May 7, 1935, approved by the Lieutenant-Governor, on May 8th., 1935.

An Act Respecting Gasoline.

No. 1149.

The Honourable Provincial Treasurer, in a memorandum dated May 7th, 1935, acting under the authority of Article 9 of the Act respecting Gasoline (chapter 36, R.S.Q., 1925 and amendments thereto) sets forth:

That it is expedient to exact a guarantee from every vendor of gasoline in this Province, for the purpose of securing the payment of all duties exigible under the provisions of the said Act;

Therefore, the Honourable Provincial Treasurer recommends that he be authorized to exact such guarantee and that the amount thereof be left to his discretion, provided that it does not exceed in any case the amount of the duties exigible on the total quantity on hand.

Certified,

(Signed) A. MORISSET,  
 3340 Clerk of the Executive Council.

Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Causapsal" in the county of Matapédia, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Matapédia, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 7th day of April 1935.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R.S.Q., 1925), this 6th day of June 1935.

B. ARTHUR DUGAL,

Superintendent of Insurance,

For the Treasurer of the Province of Québec,  
 Insurance Branch,  
 Treasury Department,  
 Québec, Que. 3314—24—2—o

**Vente pour taxes municipales—Sale for municipal taxes**

PROVINCE DE QUÉBEC

*Comté d'Hochelaga*

VILLE DE MONTRÉAL-OUEST

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-après décrites, situées dans la paroisse de Montréal, seront vendues à l'enchère publique, au bureau de la Commission à l'Hôtel de Ville, Montréal-ouest, MARDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET, 1935, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes impayées et les intérêts mentionnés dans l'état ci-dessous, avec en plus les frais qui ont pu ou qui pourront être encourus, à moins que les dits taxes, intérêts et frais soient payés avant cette date.

PROVINCE OF QUEBEC

*County of Hochelaga*

TOWN OF MONTREAL WEST

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the properties described hereunder, situate in the parish of Montreal, will be sold by public auction in the office of the Commission, in the Town Hall, Montreal West, on TUESDAY, the TWENTY THIRD day of JULY, 1935, at TEN o'clock in the forenoon, for unpaid taxes and interest mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred, unless said taxes, interest and costs be sooner paid.

Nom Name	No du cadastre Cadastral No.	Taxes	Intérêts et frais Interests & costs	Total
Bradley, W. H.	140-675 pt.	\$ 9.55	\$ .84	\$ 10.39
"	140-671 pt.	4.42	.39	4.81
Butze, Succ.-Est. A.	140-600	97.40	8.24	105.64
"	140-602/3.	249.01	21.01	270.02
Clarke, Nat.	138-412/3.	33.87	2.97	36.84
Drysdale, Dame-Mrs. Annie	139-510/11.	164.23	14.06	178.29
Duncan, Robert.	138-81/82.	758.28	146.31	904.59
Lavallee, Succ.-Est. Oscar	138-156.	200.56	17.16	217.72
"	139-519/20.	152.79	13.04	165.83
Metcalf, J. S., Co., Ltd.	140-575/81.	930.83	79.17	1,010.00
Payne, Alfred.	138E-24/25.	282.04	24.13	306.17
"	140-365 pt.	668.24	55.74	723.98
Salter, Dame-Mrs. Emma R.	138-133 pt.	338.17	40.83	379.00
" & Millard, Succ.-Est.	140-97.	252.56	31.83	284.39
Wallace, Dame-Mrs. Mary	140-128.	271.18	23.14	294.32
Wilson, J. T.	138-580/3.	71.89	6.29	78.18

Donné à Montréal-ouest, ce onzième jour de juin, 1935.

Le secrétaire-trésorier,  
CHAS. I. FRASER.

3349-24-2-o

Given at Montreal West, this eleventh day of June, 1935.

CHAS. I. FRASER,  
Secretary-Treasurer.

3350-24-2

**Avis divers**

**Miscellaneous Notices**

L'HÔPITAL LAVAL

Avis est par les présentes donné que suivant acte de fiducie, en date du 30 avril 1930, l'Hôpital Laval rachètera, à 102%, en date du 1er août 1935, le solde en cours des obligations, 5%, échéant en série du 1er février 1936 au 1er février 1950, sur présentation des dites obligations avec coupons postérieurs au 1er août 1935 y attachés.

Le rachat se fera aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale, dans la Province de Québec, et de la Banque de Montréal, dans la cité de Toronto.

Le trésorier,  
J.-A. LARUE, C. A.

3315-24-2-o

L'HOPITAL LAVAL

Notice is hereby given that according to the Trust Deed, dated April 30, 1930, l'Hôpital Laval shall redeem, at 102%, on the 1st of August, 1935, the balance of 5% bonds outstanding, maturing serially from the 1st of February 1936 to the 1st of February 1950, upon surrender of the said Bonds with coupons posterior to August 1st 1935, attached thereto.

The redemption shall be made at the offices of the Banque Canadienne Nationale, in the Province of Quebec, and the Bank of Montreal, in the city of Toronto.

J. A. LARUE, C.A.,  
Treasurer.

3316-24-2

Avis est par le présent donné que "Marquette Construction Corporation", autorisée à faire des affaires dans cette Province, a nommé par nouvelle procuration M. Cecil-C. Parkes, de la cité

Notice is hereby given that the "Marquette Construction Corporation", authorized to carry on business in this Province, has, by new power of attorney, appointed Mr. Cecil C. Parkes, of

de Montréal, son agent principal, avec son bureau chef d'affaires dans cette cité, à "Power Building" 107 rue Craig Ouest.

Daté à Québec, ce 28ème jour de mai 1935.  
ALEX. DESMEULES,  
3317-o Sous-secrétaire de la Province.

the city of Montreal, to be its chief agent, with its head-office in the said city in the "Power Building", 107 Craig Street West.

Dated at Quebec, this 28th. day of May, 1935.  
ALEX. DESMEULES,  
3318 Assistant Provincial Secretary.

POULIN GOLD MINES LIMITED. (NO PERSONAL LIABILITY).

*Extrait d'un règlement de la compagnie.*

Que le nombre des Directeurs de la Compagnie Poulin Gold Mines Limited (No Personal Liability) soit porté à cinq.

Daté aux bureaux de Asbestonos Corporation Ltd, le vingt et unième jour de mai, 1935.

Le procureur secrétaire,  
3331-o JOSEPH POULIN.

POULIN GOLD MINES LIMITED. (NO PERSONAL LIABILITY).

*Extract of a by-law of the company.*

That the number of Directors of the Company Poulin Gold Mines Limited (No Personal Liability) be increased to five.

Dated at the offices of the Asbestonos Corporation Ltd, the twenty first day of May, 1935.

JOSEPH POULIN,  
3332 For the Secretary.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

*Ordonnance No 75.*

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du vendredi 7 juin 1935, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G. Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires, Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Windsor Mills;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Windsor Mills.

2. La région de Windsor Mills comprend la municipalité de la ville de Windsor et celle de Saint-François-Xavier-de-Brompton, toutes deux dans le comté de Richmond.

3. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer à son domicile ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'acheteur, du lait à des prix inférieurs à trois sous et demi la chopine et sept sous la pinte.

4. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Windsor Mills, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à un prix inférieur à vingt-deux sous le gallon.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 17 juin 1935.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier ladite ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. H.-C. BOIS, président,  
R.-G. DAVIDSON,  
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.

Certifié,

M.-H. HUDON.

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 7 juin 1935.

3343-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

*Order No. 75.*

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Friday, June 7, 1935, held at the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G. Davidson and Theo. J. Lafrenière, commissioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain Beaulieu, legal adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Windsor Mills;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Windsor Mills.

2. The region of Windsor Mills includes the municipality of the town of Windsor and that of Saint François Xavier de Brompton, both in the county of Richmond.

3. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver at his home or his business place or at the home of the purchaser, milk at prices inferior to three and a half cents a pint and seven cents a quart.

4. No person shall, within the limits of said region of Windsor Mills, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at a price inferior to twenty-two cents a gallon.

The present order shall come into force on June 17, 1935.

The secretary of said Commission is charged with the publication of said order in the next issue of the *Official Gazette of Quebec*.

Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,  
R. G. DAVIDSON,  
THEO. J. LAFRENIÈRE.

Certified,

M. H. HUDON,

The secretary, Dairy Industry Commission.

Quebec, June 7, 1935.

3344-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC.

Ordonnance No 76.

Extrait des procès-verbaux des séances de la  
Commission de l'Industrie Laitière de la pro-  
vince de Québec.Séance du jeudi 13 juin 1935, tenue à Cowans-  
ville, à 10 heures du matin.Présents: MM. H.-C. Bois, président, R.-G.  
Davidson et Théo.-J. Lafrenière, commissaires,  
Marc-H. Hudon, secrétaire, et Germain Beau-  
lieu, conseiller juridique.Après avoir considéré les conditions de l'indus-  
trie laitière dans la région de Cowansville;

## LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute  
personne qui, directement ou indirectement,  
vend ou livre du lait dans les limites de la région  
de Cowansville.2. La région de Cowansville comprend les  
municipalités de la ville de Cowansville et du  
village de Sweetsburg.3. Tout marchand de lait doit payer directe-  
ment à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque  
cent livres de lait dosant 3.25% de matières gras-  
ses qu'il reçoit de ceux-ci, \$1.25 net F. A. B. la  
ferme du producteur.4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous,  
nul ne peut, dans les limites de ladite région de  
Cowansville, offrir, vendre ou livrer à son domici-  
le ou à sa place d'affaires ou au domicile de l'ach-  
eteur, du lait à des prix inférieurs à trois sous  
la chopine et six sous la pinte.5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région  
de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à  
une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un  
marchand ou à tout autre établissement de com-  
merce, à des prix inférieurs à deux sous et demi  
la chopine et cinq sous la pinte.La présente ordonnance entrera en vigueur le  
17 juin 1935.Le secrétaire de ladite Commission est chargé  
de publier ladite ordonnance dans le prochain  
numéro de la *Gazette officielle de Québec*.Signé: MM. H.-C. BOIS, président,  
R.-G. DAVIDSON,  
THÉO.-J. LAFRENIÈRE.Certifié,  
M.-H. HUDON,Le secrétaire, Commission de l'Industrie  
Laitière.

Québec, le 13 juin 1935.

3391-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE  
PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 76

Excerpt from the proceedings of the meetings of  
the Dairy Industry Commission of the province  
of Québec.Meetings of Thursday, June 13, 1935, held at  
Cowansville, at 10 o'clock in the morning.Present: Messrs. H. C. Bois, president, R. G.  
Davidson and Theo. J. Lafrenière, commis-  
sioners, Marc H. Hudon, secretary, and Germain  
Beaulieu, legal adviser.Considering the conditions of the dairy indus-  
try within the region of Cowansville;

## IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person  
who, directly or indirectly, sells or delivers milk  
within the limits of the region of Cowansville.2. The region of Cowansville includes the mu-  
nicipalities of the town of Cowansville and of  
the village of Sweetsburg.3. Any milk dealer must pay directly to his  
producer-suppliers, for each hundred pounds  
of milk on a 3.25% butterfat basis which he  
receives from them, \$1.25 net F.O.B. farm of  
producer.4. Save the provisions of article 5 hereunder,  
no person shall, within the limits of said region  
of Cowansville, offer, sell or deliver at his home  
or at his business place or at the home of the pur-  
chaser, milk at prices inferior to three cents a pint  
and six cents a quart.5. No person shall, within the limits of said  
region of Cowansville, offer, sell or deliver milk  
to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to  
any other business establishment, at prices  
inferior to two and a half cents a pint and five  
cents a quart.The present order comes into force on June  
17, 1935.The secretary of said Commission is charged  
with the publication of said order in the next  
issue of the *Official Gazette of Québec*.Signed: Messrs. H. C. BOIS, president,  
R. G. DAVIDSON,  
THÉO. J. LAFRENIÈRE.Certified,  
M. H. HUDON.The secretary, Dairy Industry  
Commission.

Quebec, June 13, 1935.

3392-o

## Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la com-  
pagnie "Mills, Limited", incorporée par lettres  
patentes accordées en vertu de la première partie  
de la Loi des compagnies de Québec, le premier  
jour de mars 1935, et ayant son bureau-chef en  
la cité de Montréal, a établi son bureau à chambre  
808, 507 Place d'Armes, en la dite cité de Mont-  
réal.A compter de la date du présent avis, ledit bu-  
reau sera considéré par la compagnie comme  
étant le bureau-chef de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 13 mai A.D. 1935.

3319

Le secrétaire,  
A.-P. MACDONALD.

3320-o

## Chief Offices

Notice is hereby given that "Mills, Limited",  
incorporated by Letters Patent under Part I of  
the Quebec Companies' Act, on the 1st. day of  
March, 1935, and having its Head Office in the  
city of Montreal, has established its office at  
Room 808, 507 Place d'Armes, in the said City of  
Montreal.From and after the date of this notice the said  
office shall be considered by the Company as  
being the Head Office of the Company.Dated at Montreal, this 13th. day of May, A.D.  
1935.A. P. MACDONALD,  
Secretary.

## "MONTREAL CANADIAN, LIMITED"

Avis est par les présentes donné que la "Montreal Canadian, Limited", incorporée par lettres patentes en vertu des dispositions de la partie I de la Loi des Compagnies de Québec, le 3<sup>e</sup> jour de mai 1935, et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, a maintenant ouvert son bureau au No 112 Saint-Jacques-Ouest, en la dite cité de Montréal.

A compter de, et après la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant la principale place d'affaires de la Compagnie.

Daté à Montréal, ce 6<sup>e</sup> jour de juin 1935.

Le secrétaire,  
3321-o ROBERT-J. FORSTER.

## "TOWER HAT CORPORATION, LIMITED"

Avis est par les présentes donné que la "Tower Hat Corporation Limited", incorporée par lettres patentes en vertu des dispositions de la partie I de la Loi des compagnies de Québec, le 22 mai, 1935, et ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Marieville, P. Q., a maintenant ouvert son bureau dans ladite ville de Marieville.

A compter de, et après la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant la principale place d'affaires de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 6<sup>e</sup> jour de juin 1935.

Le secrétaire,  
3323-o BASIL OUTERBRIDGE.

## LAVIOLETTE-BARIBEAU, LIMITÉE.

Avis est, par les présentes, donné que Lavolette-Baribeau, Limitée, une compagnie constituée par lettres-patentes sous le sceau du Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le 7 mai 1935, a établi son siège social et sa place d'affaires au numéro 345 de la rue Berri, à Montréal.

A compter de la date du dit avis, la dite Compagnie aura son siège social et sa place d'affaires à l'adresse et à l'endroit ci-dessus indiqués.

Montréal, le 11 juin 1935.

Le secrétaire,  
3347-o D. LAVIOLETTE.

## Chartes:—Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Quebec Gold Dredging Company", constituée en corporation par lettres patentes en date du quinziesme jour de juin 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du huitième jour de juin 1935, la compagnie "Quebec Gold Dredging Company" a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de juin 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3325-o Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rose Frocks, Ltd.",

## "MONTREAL CANADIAN, LIMITED"

Notice is hereby given that "Montreal Canadian, Limited", incorporated by letters patent, under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act, on the 3<sup>rd</sup>. day of May, 1935, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 112 Saint James Street West, in the said city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 6<sup>th</sup>. day of June, 1935.

ROBERT J. FORSTER,  
3322-o Secretary.

## "TOWER HAT CORPORATION, LIMITED"

Notice is hereby given that "Tower Hat Corporation, Limited", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 22<sup>nd</sup> of May, 1935, and having its head office in the Town of Marieville, P. Q., has established its office in the said Town of Marieville.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 6<sup>th</sup>. day of June, 1935.

BASIL OUTERBRIDGE,  
3324-o Secretary.

## LAVIOLETTE-BARIBEAU, LIMITEE.

Notice is hereby given that Lavolette-Baribeau, Limitée, a company incorporated by letters patent issued under the seal of the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on May 7, 1935, has established its head office and place of business at number 345 Berri Street, in Montreal.

On and from the date of the said notice, the said Company shall have its head office and place of business at the address and place hereinabove mentioned.

Montreal, June 11<sup>th</sup>., 1935.

D. LAVIOLETTE,  
3348 Secretary.

## Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Quebec Gold Dredging Company", incorporated by letters patent dated the fifteenth day of June, 1934.

Notice is also given that from and after the eighth day of June, 1935, the company "Quebec Gold Dredging Company" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretar this tenth day of June, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3326 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rose Frocks, Ltd.",

constituée en corporation par lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et unième jour de février 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du huitième jour de juin 1935, la compagnie "Rose Frocks, Ltd." a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de juin 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3327-0 Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sam. Ouellette, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du 8ème jour de juin 1935, la compagnie "Sam. Ouellette, Limitée", a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dixième jour de juin 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3329-0 Sous-secrétaire de la Province.

incorporated by supplementary letters patent dated the twenty first day of February, 1935.

Notice is also given that from and after the eighth day of June, 1935, the company "Rose Frocks, Ltd." shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of June, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3328 Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sam. Ouellette, Limitée", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of November, 1923.

Notice is also given that from and after the eighth day of June, 1935, the company "Sam. Ouellette, Limitée" shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of June, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3330 Assistant Provincial Secretary.

### Minutes de notaire

Québec, le 13 mai 1935.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise par M. Lindor Tétreault, notaire, demeurant et pratiquant à Granby, district judiciaire de Bedford, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph-Hildège Marcoux, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant au Village de Roxton Pond, dans le district judiciaire de Bedford.

ALEX. DESMEULES,  
2831-20-5-0 Sous-secrétaire de la Province.

### Notarial Minutes

Quebec, May 13th., 1935.

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented by Mr. Lindor Tétreault, Notary, residing and practising at Granby, judicial district of Bedford, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Notary Joseph Hildège Marcoux, in his lifetime Notary, residing and practising in the Village of Roxton Pond, in the judicial district of Bedford.

ALEX. DESMEULES,  
2832-20-5 Assistant Provincial Secretary.

### Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.]

ES.-L. PATENAUDE.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

### PROCLAMATION.

L. DÉSILETS, } ATTENDU que l'Honorable  
Assistant-Procureur- } norable Ministre  
Général-Suppléant. } de la Colonisation de  
Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 261, article 2, un plan du cadastre du canton de Beauchastel, comté de Témiscamingue, compris dans la division d'enregistrement de Témiscamingue lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de

### Proclamation

Canada,  
Province of Québec.  
[L.S.]

ES. L. PATENAUDE,

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

### PROCLAMATION.

L. DESILETS, } WHEREAS the Hon-  
Acting Deputy } ourable the Mi-  
Attorney General. } nister of Colonisation,  
Game and Fisheries of Our Province of Québec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Québec, 1925, chapter 261, article 2, a plan of the cadastre of the township of Beauchastel, county of Temiscamingue, comprised in the registration division of Temiscamingue, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division

Témiscamingue avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec, savoir :

1.—Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;

2.—Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;

3.—Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour le cadastre du canton de Beauchastel, comté de Témiscamingue, et

Nous fixons au quinzième jour de juillet, 1935, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C. deviendront en force, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province à renouveler, dans les deux ans qui suivent le quinzième jour de juillet 1935, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce ONZIÈME jour de JUIN, en l'année mil neuf cent trente-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-sixième année.

Par ordre,

3361-o ALEX. DESMEULES,  
Sous-secrétaire de la Province.

of Temiscamingue, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1.—A general description of each lot of land shown upon the plan;

2.—The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;

3.—All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing in the office of the registration division of Temiscamingue, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the cadastre of the township of Beauchastel, county of Temiscamingue, and

We fix on the fifteenth day of July, 1935, as the day on which the provisions of article 2168 C. C. shall come into force in the registration division of Temiscamingue, respecting the territory hereabove designated and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years following the fifteenth day of July, 1935, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such a registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168 C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131 C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ESIOFF LEON PATENAUDE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this ELEVENTH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty five and in the twenty sixth year of Our Reign.

By command,

3362 ALEX. DESMEULES,  
Assistant Provincial Secretary.

## Département des affaires municipales

### CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, le 7 juin 1935.

PRÉSENT:

Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil,

ATTENDU qu'une résolution passée par le conseil municipal de Beaupré, dans le comté de

## Department of Municipal Affairs

### EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, June 7, 1935.

PRESENT:

The Lieutenant-Governor in Council,

WHEREAS, by resolution passed by the municipal council of Beaupré, in the County of Mont-

Montmorency No 1, le dix-huitième jour de mai 1935, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution dudit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions dudit conseil municipal de Beaupré dans le comté de Montmorency No 1, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

A. MORISSET,  
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

EMILE MORIN,

Pour le ministre des Affaires Municipales,  
de l'Industrie et du Commerce.  
Québec, le 7 juin 1935. 3373-o

morency No. 1, on the eighteenth day of May, 1935, it hath been shown to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws, and resolutions of the said municipal council of Beaupré, in the County of Montmorency No. 1, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,  
Clerk Executive Council.

Published in conformity with Article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

EMILE MORIN,

For the Minister of Municipal Affairs,  
Trade and Commerce.  
Quebec, June 7, 1935. 3374

### Soumissions

Canada, Province de Québec, Comté de Chamblay.

CITÉ DE LONGUEUIL

*Emprunt de \$22,200.00*

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la Cité de Longueuil recevra d'ici au 28 juin 1935, à cinq heures P. M., au bureau du soussigné, des soumissions écrites, cachetées, endossées "Soumission pour obligations de la Cité de Longueuil", pour l'achat de vingt-deux mille deux cent dollars (\$22,200.00) d'obligations émises en vertu du règlement No 359 dûment approuvé suivant la Loi.

Le capital et intérêts sur le susdit emprunt seront payables au choix du porteur au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale, en la cité de Montréal ou à la succursale de Longueuil.

Ces obligations seront émises par coupures de \$100.00 ou des multiples de \$100.00 au choix de l'acquéreur.

Des prix séparés seront considérés pour les dites obligations, savoir:

1. Obligations échéant par séries du premier août 1936 au premier août 1955 au taux de 4½%.

2. Obligations échéant par séries du premier août 1936 au premier août 1955 au taux de 4%.

Les soumissions seront prises en considération, à la séance de la Commission des Finances, le 28 juin 1935, à 8 heures du soir.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre de la Cité de Longueuil, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair des émissions. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt.

La Cité de Longueuil se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

### Tenders

Canada, Province of Quebec, County of Chamblay.

CITY OF LONGUEUIL

*Loan of \$22,200.00*

Public notice is hereby given that the Council of the City of Longueuil will receive until the twenty-eight day of June 1935, at five o'clock P. M., at the office of the undersigned, written sealed tenders, endorsed "Tender for the City of Longueuil Bonds" for the purchase of said City of Longueuil Bonds, amounting to twenty-two thousand and two hundred dollars (\$22,200.00) issued as per By-Law No. 359 duly approved according to Law.

Both the principal of these bonds and the interest thereon will be payable at the holder's option at the chief office of the Banque Canadienne Nationale, in the City of Montreal or at the branch of the said bank, in the City of Longueuil.

The bonds will be issued in denominations of \$100.00 or multiples of \$100.00 at the purchaser's option.

Separate prices will be considered for the said bonds, viz:

1. Serial Bonds maturing from 1st. August 1936 to 1st. August 1955 bearing interest of 4½%.

2. Serial Bonds maturing from 1st. August 1936 to 1st August 1955 bearing interest of 4%.

The said tenders will be considered at the meeting of the Finance Committee of the City of Longueuil, the 28th of June, 1935 at eight o'clock P.M.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the City of Longueuil, equal to 1% of the par value of the Issues. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract without interest.

The City of Longueuil reserves the right to reject any or all of the tenders or to accept in whole or in part any of the tenders.

Les détails de ces émissions ainsi que le tableau des échéances annuelles pourront être obtenus en s'adressant au trésorier de la Cité de Longueuil.

Hôtel de Ville, Longueuil, ce 11 juin 1935.  
Le secrétaire-trésorier,  
3345-o DENIS VIGER.

Particulars of the issues and table of maturities of the bonds may be secured on application to the undersigned.

City Hall, Longueuil, June 11th., 1935.  
DENIS VIGER,  
3346-o Secretary-Treasurer.

### Ventes—Loi de faillite

#### VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Lucien Adam, boulanger, de Saint-Valère de Bulstrode, comté d'Arthabaska, débiteur.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain 1935, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), sera vendu par enchère publique, à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Valère de Bulstrode, l'immeuble suivant:—Un emplacement situé au village de Saint-Valère, sur le côté nord du chemin public, faisant partie du lot numéro dix-sept du onzième rang du canton de Bulstrode, connu au cadastre officiel du dit canton comme faisant partie du numéro six cent quinze (P. N. 615), contenant environ trente pieds de largeur sur environ quatre-vingts pieds de longueur, et borné en front au chemin public du lieu, en profondeur et du côté est à Joseph Bergeron et de l'autre côté à Calixte Richard—avec une maison, boulangerie et dépendances. Avec réserve en faveur de Joseph Bergeron de la jouissance d'une petite pointe de terre joignant le chemin public du côté ouest de son emplacement, moyennant en retour la jouissance en faveur du débiteur d'une petite pointe de terre sur laquelle est bâti l'atelier de boulanger, du côté nord-est de l'emplacement ci-dessus décrit. Dit emplacement sujet à une rente foncière annuelle de neuf piastres en faveur de Jules Landry ou représentants, suivant titre.

Cette vente sera faite conformément à l'art. 45 de la Loi de Faillite, et aussi des arts. 716, 717 et 719A, C.P.C. et aura l'effet d'une vente par le shérif.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndie,  
B. FEENEY.  
Princeville, P. Q. 3005—21-2-o

#### VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de La Caisse Populaire de Saint-Eusèbe de Stanfold, de Princeville, comté Arthabaska, débitrice.

Avis est, par le présent donné, que MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN prochain 1935, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire) à la porte de l'église paroissiale, à Princeville, seront vendus à l'enchère publique les immeubles suivants:

1. Les lots numéros trois-C, quatre-B et quatre-C du neuvième rang du cadastre officiel du canton de Stanfold (Nos 3c, 4b, 4c, 9ème rang).

2. Les lots numéros quatre-A et quatre-B du dixième rang du cadastre officiel précité (Nos 4a et 4b, 10ème rang).

Ensemble avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus en bloc.

### Sales—Bankruptcy Act

#### AUCTION SALE

In the matter of Lucien Adam, baker, of Saint Valère de Bulstrode, Arthabaska county, debtor.

Notice is hereby given, that on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, (1935), at TEN o'clock in the forenoon (standard time) will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Valère de Bulstrode aforesaid, the following immovable:—An emplacement situate in the village of Saint Valère, on the North side of the public road, forming part of lot number seventeen of the eleventh range of Township of Bulstrode and known on the official cadastre for said Township, as forming part of number six hundred and fifteen (P. No. 615), containing thirty feet in width by eighty feet in depth, more or less, bounded in front by the public road, to the depth and on the East side by Joseph Bergeron and on the other side by Calixte Richard, —together with the dwelling, bakery and other appurtenances, thereon erected. With reserve in favour of Joseph Bergeron of the enjoyment of a certain parcel of land adjoining the public road on the West side of his emplacement, provided, on return, that the said debtor has the enjoyment of that parcel of land whereon the bakery is erected, on the North-East side of the emplacement above described. Said emplacement is subject to an annual ground rent of \$9.00 payable to Jules Landry or representative, according to his title.

This sale is made pursuant to the articles 716, 717 & 719A of C.C.P. also to article 45 of the Bankruptcy Act and will have the effect of a Sheriff's sale.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

B. FEENEY,  
Trustee.  
Princeville, P. Q. 3006—21-2-o

#### AUCTION SALE

In the matter of: La Caisse Populaire de Saint-Eusèbe de Stanfold, at Princeville, county of Arthabaska, debtor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the TWENTY SIXTH day of JUNE next (1935) at TEN o'clock in the forenoon (Standard time) there will be sold by public auction at the parochial church door, at Princeville, the following immovables:

1. Lots numbers three-C, four-B and four-C of the official cadastre for the ninth range of the township of Stanfold, (Nos. 3c, 4b, 4c, 9th range).

2. Lots numbers four-A and four-B of the official cadastre for the tenth range of said township.

Together with all the buildings thereon erected.

Said lots to be sold "en bloc".

Cette vente sera faite conformément à l'article 45 de la loi de Faillite et des articles 716, 717 et 719a, C.P.C. et aura l'effet d'une vente par le shérif.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic,  
B. FEENEY.  
Princeville, P. Q. 3007-21-2-0

This sale to be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, and also articles 716, 717 and 719a, C.C.P. and will have the effect of a Sheriff's sale.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

B. FEENEY,  
Trustee.  
Princeville, P. Q. 3008-21-2-0

### Lettres patentes

#### "Electrique de Mont Laurier, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1935, constituant en corporation: Toussaint Lachapelle, médecin chirurgien, Emile Lauzon, marchand, Aristide Lachapelle, commis-marchand, tous de Mont Laurier, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, acquérir, louer, posséder, exploiter, et maintenir des usines, outillages, machines, appareils et engins pour engendrer l'électricité, la force ou l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique ou autre actuellement connue ou qui pourra à l'avenir être découverte;

Fabriquer, engendrer, accumuler, transmettre, utiliser, vendre, trafiquer, fournir à contrat et distribuer l'électricité, la force ou l'énergie électrique ou autre, pourvu que la vente de la lumière, de la chaleur et de l'énergie soit circonscrite dans les comtés de Labelle, Terrebonne et L'Assomption, acquérir, posséder, louer ou autrement acquérir, exploiter et disposer de quelques manières que ce soit des pouvoirs hydrauliques et les développer;

Obtenir de toute municipalité ou personne comprises dans les comtés de Labelle, Terrebonne et l'Assomption, des franchises exclusives pour l'installation et la transmission d'énergie électrique dans lesdits comtés;

Exercer et exploiter tous autres industries ou commerces qui pourraient être jugés profitables ou avantageux pour la compagnie, entre autres choses, faire, exécuter ou établir et exploiter des systèmes d'aqueduc et d'égouts;

Acquérir par achat, concessions, échange, bail ou autrement et détenir, posséder, utiliser, louer, changer, vendre, céder et autrement disposer et exploiter tous biens meubles et immeubles utiles aux fins de la compagnie et les payer en actions de la compagnie, acquittées, en totalité ou en partie, ou obligations de la compagnie;

Acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes, mobilières et immobilières pour dettes et engagements ou obligations encourues ou à encourir envers la compagnie dans la conduite de ses opérations et les décharger ou en disposer autrement;

Vendre, louer ou disposer autrement de la totalité ou de toute partie de l'entreprise de la compagnie et accepter en paiement complet ou partiel des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, et les distribuer entre les actionnaires de la compagnie, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec;

Acquérir toutes entreprises semblables à celle de la compagnie y compris la clientèle, le matériel, et les pouvoirs de telle compagnie et en disposer de la manière qu'elle jugera à propos;

### Letters patent

#### "Electrique de Mont Laurier, Ltée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1935, incorporating: Toussaint Lachapelle, surgeon, Emile Lauzon, merchant, Aristide Lachapelle, clerk, all of Mont Laurier, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, acquire, lease, own, operate and maintain plants, equipment, machines, apparatus and engines to generate electricity, electric, pneumatic, hydraulic or other power or force already known or which may in be discovered in the future;

To manufacture, generate, accumulate, transmit, use, sell, deal in, supply on contract and distribute electricity, or other electric power or force, provided that the sale of light, heat and power be limited to the counties of Labelle, Terrebonne and l'Assomption, to acquire, own, lease or otherwise acquire, operate and dispose in any manner whatsoever of hydraulic powers and to develop the same;

To obtain from any municipality or person comprised in the counties of Labelle, Terrebonne and l'Assomption, exclusive franchises for the installation and transmission of electric power in the said counties;

To carry on and operate any other industries or business which may be deemed profitable or advantageous for the company, among other things, to do and execute or establish and operate waterworks and sewerage systems;

To acquire by purchase, concession, exchange, lease or otherwise and to hold, own, use, lease, change, sell, cede and otherwise dispose of and operate any movable and immovable properties useful for the purposes of the company, and to pay for the same with fully or partly paid shares of the company or bonds;

To acquire and hold securities of all kinds, movable and immovable, for debts, liabilities or obligations incurred or to be incurred towards the company in the conduct of its operations and to discharge or otherwise dispose of the same;

To sell, lease, or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking of the company, and to accept in whole or part payment, shares, bonds or other securities of any other company, and to distribute the same among the shareholders of the company, by way of dividends lawfully declared out of the net profits of the company or in the manner set out in Article 81 of the Quebec Companies' Act;

To acquire any undertaking similar to that of the company, including the custom, plant, and the powers of such company and to dispose thereof in the manner which it may deem advisable;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables dans l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

S'associer, s'unir, se fusionner ou autrement conclure des arrangements au sujet du partage des profits, des dépenses, des intérêts, des risques communs, des concessions réciproques pour toutes fins avec toutes personnes, sociétés, associations ou compagnies exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou commerce qui pourrait être susceptible de profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir ou aider à la promotion des lois pour les fins ou de nature à profiter à la présente compagnie;

Émettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou des obligations, débiteures ou autres valeurs, en paiement intégral ou partiel pour toutes entreprises, propriétés, franchises, permis, octrois, concessions ou autres valeurs que cette compagnie est autorisée d'acquiescer et rémunérer en deniers comptants, ou, en autant que permis par la loi, en actions entièrement ou partiellement libérées du capital de la compagnie ou avec ses obligations ou autres valeurs, toutes personnes, compagnie ou syndicats, pour dépenses contractées, pour services rendus ou à être rendus;

Faire l'acquisition, en tout ou en partie, du Docteur T. Lachapelle ou de toute autre personne ou compagnie, de tous les biens et droits réels et personnels acquis par le Docteur T. Lachapelle de O.-A. Bégin, fiduciaire des Obligataires de la Laurentian Water & Power Co. par acte exécuté devant le notaire Roméo Ouellette, sous le numéro 142—de ses minutes, et payer le dit actif par des actions acquittées du capital-actions de cette compagnie, en argent, en obligations ou autrement;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations propres aux fins pour lesquelles la Compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Électrique de Mont-Laurier, Ltée", avec un capital total de quarante-neuf mille cinq cents dollars (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Mont-Laurier, dans le district de Montcalm.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour de juin 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3389-o      Sous-secrétaire de la Province.

To draw, underwrite, accept, endorse, pay and issue cheques, promissory notes, bills of exchange bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments in the exercise of the powers of the company;

To amalgamate, unite, or join or otherwise enter into arrangements for sharing of profits, expenses, interests, joint adventure, reciprocal concessions for all purposes, with any persons, firms, associations or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote or assist in the promotion of laws for purposes calculated to benefit the present company;

To issue and allot fully or partly paid-up share of the capital stock of the company, bonds, debentures or other securities, in full or part payment for any undertakings, properties, franchises, licenses, grants, concessions or other securities which the present company is authorized to acquire, and to remunerate in each, or, in so far as permitted by Law, in fully or partly paid-up shares of the capital stock of the company or with its bonds or other securities, any persons, companies or syndicates, for expenses contracted, for services rendered or to be rendered;

To acquire in whole or in part, from Doctor T. Lachapelle or from any other person or company, all the assets and real or personal rights acquired by Doctor T. Lachapelle from O. A. Bégin, Trustee of the Bondholders of the Laurentian Water & Power Co., by deed passed before Notary Romeo Ouellette, under number 142 of his Minutes, and to pay for the said assets with paid-up shares of the capital stock of the present company, in cash, bonds or otherwise;

To do all acts, exercise all powers and perform all operations useful for the purposes for which the present company is incorporated, under the name of "Électrique de Mont Laurier, Ltée", with a total capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00) divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Mont Laurier, in the district of Montcalm.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of June, 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3390      Assistant Provincial Secretary.

#### "La Compagnie du Pont Plessis-Belair".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de juin, 1935, constituant en corporation: Alphonse Plessis-Belair, bourgeois, Dame Cécile Plessis-Belair, épouse de Monsieur Georges Paquin, marchand, Demoiselles Thérèse Plessis-Belair, et Carmel Plessis-Belair, filles majeures, et Dame Claire Plessis-Belair, épouse de Monsieur Paul-Albert Lauzé, commis, tous de Saint-Eustache, Gustave Plessis-Belair, marchand, Dame Berthe Plessis-Belair, épouse de Monsieur Camille Bolté, employé des postes, Dame Gabrielle Plessis-Belair, épouse de Monsieur Georges Décarie, employé civil, et Alphonse Plessis-Belair, dentiste, tous de Montréal, Joseph

#### "La Compagnie du Pont Plessis-Belair".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1935, incorporating: Alphonse Plessis-Belair, gentleman, Dame Cécile Plessis-Belair, wife of Mr. Georges Paquin, merchant, the Misses Thérèse Plessis-Belair and Carmel Plessis-Belair, spinsters of age, and Dame Claire Plessis-Belair, wife of Mr. Paul Albert Lauzé, clerk, all of Saint Eustache, Gustave Plessis-Belair, merchant, Dame Berthe Plessis-Belair, wife of Mr. Camille Bolté, Post Office employee, Dame Gabrielle Plessis-Belair, wife of Mr. Georges Décarie, civil employee, and Alphonse Plessis-Belair, dentist, all of Montreal, Joseph Plessis-Belair, advocate, of Saint Jérôme, Henri Plessis-

Plessis-Belair, avocat, de Saint-Jérôme, Henri Plessis-Belair, notaire, d'Outremont, et Paul Plessis-Belair, gérant, de Sainte-Thérèse, dans les buts suivants:

(a) Acheter ou autrement acquérir et posséder le pont à péage actuellement existant sur la rivière Jésus, entre la ville de Sainte-Rose, dans le comté de Laval, et l'Île Bélaïr, en cette Province, avec tous les droits et privilèges, devoirs et obligations octroyés ou imposés, selon le cas, au propriétaire de ce pont par la loi 10 et 11 George V, chapitre 56, intitulé "Acte pour autoriser James Porteous, écuyer, à bâtir un pont de péage sur la rivière Jésus, vis-à-vis la ville de Sainte-Rose", et avec les routes et approches, bâtisses et dépendances s'y rapportant et y attachant, ainsi que l'outillage et la machinerie servant à son exploitation et entretien; exploiter, maintenir, réparer, renouveler et reconstruire tels pont, routes, approches, bâtisses, dépendances, outillage et machineries;

(b) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens meubles et immeubles ainsi que tous droits et privilèges que la Compagnie jugera utiles ou nécessaires aux fins de son exploitation;

(c) Acquérir par voie de cession, de transfert, d'achat ou autrement, demander l'octroi de, exercer et mettre en valeur tous pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits et privilèges qu'un gouvernement, une corporation municipale, ou autre corps public ou privé aurait le pouvoir d'accorder à la Compagnie en rapport avec son exploitation, et en acquitter le prix, au besoin, soit en argent liquide, soit par des concessions réciproques, soit en y affectant les biens de la Compagnie;

(d) Emettre des actions libérées, des obligations, débetures ou toutes autres valeurs, pour le paiement en tout ou en partie de tous biens meubles ou immeubles ou de tous droits en iceux que cette Compagnie a le droit de posséder, ou pour le gage d'emprunts que la Compagnie a le droit de contracter, ainsi que pour le paiement de services rendus à la compagnie pour promotion, vente de valeurs ou autrement, et payer une commission pour la vente de telles valeurs;

(e) Faire toute affaire et exercer tout droit et pouvoir permettant d'atteindre la pleine et complète jouissance et mise en valeur des propriétés de la Compagnie, ainsi que des privilèges et droits octroyés à la Compagnie par la présente charte, et en général, exercer tout droit et privilège octroyés aux compagnies à fonds social par la Loi des Compagnies de Québec; et faire tout ce que dessus énuméré à titre de propriétaire, d'employeur, d'agent, d'entrepreneur, ou par le moyen d'agent, de fiduciaire, soit seul soit de concert avec d'autres;

Les clauses suivantes adoptées comme conditions essentielles de leur constitution en corporation, sont, sur requête, insérées dans les présentes lettres-patentes, à savoir:

Que le nombre des actionnaires de la compagnie ne sera jamais plus élevé que cent vingt-cinq;

Que les actionnaires ne pourront disposer de leurs parts ou actions dans le capital de la compagnie, soit en les donnant en gage, soit en les vendant directement, soit par donation entrevifs, soit par donation testamentaire ou par tout autre mode de disposition que ce soit, en faveur d'autres personnes que celles qui ont souscrit le capital ci-après mentionné et dont le nom apparaît au mémoire des conventions initial de la Compagnie, ou en faveur des héritiers selon

Belair, notary, of Outremont, and Paul Plessis-Belair, manager, of Sainte Thérèse, for the following purposes:

(a) To purchase or otherwise acquire and own the toll-bridge actually existing on the River Jesus, between the Town of Sainte Rose, in the County of Laval, and the Island of Belair, in this Province, with all the rights and privileges, duties and obligations granted to or imposed upon, as the case may be, the owner of the said bridge, by the Act 10 and 11 George V, chapter 56, intituled "An Act to authorize James Porteous, Esquire, to build a toll-bridge on the River Jesus, opposite the Town of Sainte Rose", and with the roads and approaches, buildings and dependencies connected therewith and appertaining thereto, and also the equipment, and machinery used for its exploitation, and maintenance; to exploit, maintain, repair, renew and rebuild said bridge, roads, approaches, buildings, dependencies, equipment and machinery;

(b) To purchase, take on lease or exchange, hire or otherwise acquire any movable and immovable property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

(c) To acquire by way of assignment, transfer, purchase or otherwise, apply for, exercise and turn to account any power, authorization, franchise, concession, rights and privileges which any government, municipal corporation or other public or private body may be empowered to grant to the company in connection with its exploitation and to pay the price therefor, when required, either in cash or reciprocal concessions or by affecting to such payment the property of the company;

(d) To issue paid up shares, bonds, debentures or any other securities as payment, in whole or in part, for any movable or immovable property, or any rights therein which this company may be entitled to own, or as security for any loans which the company may be empowered to contract, and also for the payment of services rendered to the company respecting promotion, sale of securities or otherwise and to pay a commission for the sale of such securities;

(e) To carry on any business and exercise any right and power which may be conducive to the full and complete enjoyment and turning to account of the company's properties, and also the privileges and rights granted to the company by the present charter, and, generally, to exercise all the rights and privileges granted to joint stock companies by the Quebec Companies' Act; and to do everything hereinabove enumerated as proprietor, employer, agent, contractor or through an agent or a trustee, either alone or in conjunction with others;

The following clauses adopted as essential conditions of incorporation, are, on request, inserted in the present letters-patent, to wit:

That the number of the shareholders of the company shall never exceed one hundred and twenty five;

That the shareholders may not dispose of their shares or stock in the capital stock of the company, either by giving the same as security, or by selling them directly, either by donation "inter vivos", by testamentary bequest, or by any other mode of disposal whatsoever in favour of persons other than those who may have subscribed to the hereinafter mentioned capital stock, or whose name may appear on the first memorandum of agreements of the company, or

la loi de telles personnes, à moins qu'une option d'un mois n'ait été donnée au préalable à une personne désignée par le bureau de direction d'acheter les dites parts à un prix fixé à l'amiable entre les parties, ou à défaut d'entente, à un prix fixé par le bureau de direction et approuvé par la majorité des actionnaires et dans tous les cas et avant toute autre condition, à moins que la majorité des directeurs n'autorisent pareille disposition par résolution spéciale, sous le nom de "La Compagnie du Pont Plessis-Belair", avec un capital total de un million cinq cent mille dollars (\$1,500,000.00), divisé en quinze mille (15,000) parts ordinaires de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la paroisse de Sainte-Thérèse, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour de juin 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3305-o Sous-secrétaire de la Province.

in favour of the lawful heirs of such persons, unless an option of one month has previously been given to a person designated by the Board of Directors, to purchase the said shares at a price fixed upon by private agreement between the parties, or, in case of non-agreement, at a price fixed upon by the Board of Directors and approved by the majority of the shareholders, and in all cases, and prior to any other condition, unless the majority of the Directors do, by special resolution, authorize the said disposal, under the name of "La Compagnie du Pont Plessis-Belair", with a total capital stock of one million, five hundred thousand dollars (\$1,500,000.00), divided into fifteen thousand (15,000) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the Parish of Sainte Thérèse, in the District of Terrebonne.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of June 1935.

ALEX. DESMEULES,  
3306 Assistant Provincial Secretary.

### Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire la nomination suivante:

Québec, le 10 juin 1935.

MM. Charles-Emile Bachand, avocat, Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Saint-François, et Albert Désilets, avocat et Conseil en Loi du Roi: conjointement Protonotaire de la Cour Supérieure du district de Saint-François.

3393-o

### Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointment:

Quebec, June 10th., 1935.

MM. Charles Emile Bachand, advocate, Prothonotary of the Superior Court of the district of Saint Francis, and Albert Désilets, advocate and King's Council: to be joint Prothonotary of the Superior Court of the district of Saint Francis.

3394

### VENTES PAR LE SHÉRIF

#### ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

*Cour Supérieure.—District d'Abitibi.*

No 3753. } LUCIEN - ALFRED LADOU-  
          } CEUR, avocat, d'Amos, P.Q.,  
demandeur; vs ROGER MERCURE, d'Authier,  
P.Q., défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, les lots de terre portant les Nos quatorze-B (14-B) et quinze-C (15-C) du rang No dix (10) du cadastre officiel du canton Privat—avec bâtisses, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale d'Authier, MARDI, le SEIZIEME jour de JUILLET 1935, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du Shérif. J.-U. DUMONT.  
Amos, ce 10 juin 1935. 3337-24-2-o  
[Première publication, 15 juin 1935]

### SHERIFF'S SALES

#### ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

No. 3753. } LUCIEN - ALFRED LADOU-  
          } CEUR, advocate, of Amos, P.Q.,  
Plaintiff; vs ROGER MERCURE, of Authier,  
P.Q., defendant, to wit:

As belonging to said defendant, those lots of land bearing numbers fourteen-B (14-B) and fifteen-C (15-C) of Range number ten (10) on the official cadastre for the township of Privat—with buildings, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Authier, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of JULY, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Amos, June 10, 1935. 3338-24-2  
[First publication, June 15th, 1935]

## BEAUHARNOIS

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } LOUIS COALLIER  
 District de Beauharnois, } *et al.*, deman-  
 No 6992. } deurs; vs OLIVIER

COALLIER, défendeur.

Saisir comme appartenant audit défendeur, savoir:

1. Un lot de terre sis et situé audit lieu de Sainte-Clothilde, comté de Châteauguay, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous les numéros 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224—avec la moitié des bâtisses dessus érigées.

2. Une partie du lot de terre sis et situé en la dite paroisse de Sainte-Clothilde, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels susdits, sous le numéro 1225—sans bâtisse, bornée comme suit: d'un côté, par partie dudit No 1224, d'autre côté par partie du lot No 1226, en front par le chemin public du quatrième rang et au trait carré qui se trouve coupé en biais, par le résidu dudit No 1225;

3. Une partie d'un autre lot de terre sis et situé au même lieu, connu et désigné, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels susdits sous le numéro 1226, avec la moitié des bâtisses dessus érigées, bornée comme suit, d'un côté, par ladite partie du terrain ci-dessus et en second lieu décrit, d'autre côté, par partie dudit lot 1226, propriété de Joseph Quintal, en front, par le chemin public dudit quatrième rang et au trait carré qui se trouve coupé en biais, par le résidu dudit lot No 1226, la propriété dudit Joseph Quintal.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clothilde, VENDREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN 1935, à ONZE heures de l'avant-midi. (Heure avancée).

Bureau du shérif, } Le shérif,  
 Salaberry de Valleyfield, ce 21 mai 1935. } DOMINA CREPIN.  
 [Première publication, 25 mai, 1935]  
 3011—21—2-o

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } DAME CHRIS-  
 District de Beauharnois, } TIANA ROCH  
 No 139445. } *et Vir*, demanderes-  
 se; vs JOSEPH-A. LAPALME, défendeur.

Saisir comme appartenant au dit défendeur, savoir:—

Une propriété située en la paroisse de Saint-Clément, district de Beauharnois, et composée:

1. D'un morceau de terre faisant partie du lot numéro cinquante et un des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Clément, et situé au sud-est de la partie du même lot appartenant à "The Canadian Light, Heat & Power Co."

2. De la totalité du lot numéro cinquante-deux du susdit cadastre, moins un morceau du dit lot qui a été vendu par "The Canadian Light, Heat & Power Co." à J. Lavoie, par contrat de vente passé devant Me. J.-C. Trudeau, N. P., et enregistré sous le No 40339 et moins aussi deux emplacements de cinquante pieds par cent pieds chacun, donnés respectueusement à J.-Adélar Laberge, son fils, et Elizabeth Laberge, sa fille, chaque emplacement décrit dans deux actes de donation enregistrés respectivement sous les numéros 58475 et 58581.

## BEAUHARNOIS

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } LOUIS COALLIER  
 District of Beauharnois, } *et al.*, plaintiffs;  
 No. 6992. } vs OLIVIER COAL-

LIER, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

1. A lot of land lying and situate in the said place of Sainte Clothilde, county of Chateauguay, known and designated on the official plan and book of reference of the parisa of Saint Jean Chrysostome, under numbers 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224—with half the buildings thereon erected.

2. A part of the lot of land lying and situate in the said parish of Sainte Clothilde, known and designated on the official plan and book of reference aforesaid, under number 1225—without buildings, bounded as follows: on one side by part of said No. 1224, on the other side by part of lot No. 1226, in front by the public road of the fourth range and by the "trait carré" which is cut on the bias, by the residue of said No. 1225;

3. A part of another lot of land lying and situate in the same place, known and designated on the official plan and book of reference aforesaid under number 1226—with half the buildings thereon erected, bounded as follows: on one side by the said part of the above lot of land secondly described, on the other side by part of said lot 1226, the property of Joseph Quintal, in front by the public road of the said fourth range and by the "trait carré" cut on the bias, by the residue of said lot No. 1226, the property of the said Joseph Quintal.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Clothilde, on FRIDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

Salaberry de Valleyfield, this 21st of May, 1935. } DOMINA CREPIN,  
 [First publication, May 25th., 1935] } Sheriff.  
 3012—21—2

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, } DAME CHRIS-  
 District of Beauharnois, } TIANA ROCH  
 No. 139445. } *et Vir*, plaintiff; vs  
 JOSEPH A. LAPALME, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

A property situate in the parish of Saint Clement, district of Beauharnois, and composed of:

1. A parcel of land forming part of lot number fifty one of the official plan and book of reference of the parish of Saint Clement, and situate Southeast to the part of the same lot belonging to "The Canadian Light, Heat & Power Co."

2. The totality of lot number fifty two of the aforesaid cadastre, less a parcel of the said lot which was sold by "The Canadian Light, Heat & Power Co." to J. Lavoie, by deed of sale passed before Me. J. C. Trudeau, N. P., and registered under No. 40339 and less also two emplacements of fifty feet by one hundred feet each given respectfully to J. Adélar Laberge, his son, and to Elizabeth Laberge, his daughter, each emplacement described in two deeds of donation duly registered respectively under numbers 58475 and 58581.

Pour être vendus en bloc, suivant jugement de l'Honorable Juge Alfred Forest en date du trois mai 1935.

Un dépôt de cent piastres (\$100.00) sera exigé de tout enchérisseur excepté de la demanderesse et de ses procureurs, suivant Jugement de l'Honorable Juge Alfred Forest, en date du trois mai 1935.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clément-de-Beauharnois, située dans la ville de Beauharnois, JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour de JUN 1935, à DIX heures de l'avant-midi, (Heure avancée).

Le shérif,  
DOMINA CREPIN.

Bureau du shérif,  
Salaberry-de-Valleyfield, ce 20 mai 1935.  
[Première publication, le 25 mai 1935]  
3013—21—2—0

To be sold "en bloc" pursuant to a judgment of the Honourable Justice Alfred Forest, dated the third of May, 1935.

A deposit of one hundred dollars (\$100.00) shall be exacted from each and every bidder except the plaintiff and her attorneys, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Alfred Forest, dated the third of May, 1935.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Clement de Beauharnois, situate in the town of Beauharnois, on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of JUNE, 1935, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

DOMINA CREPIN,  
Sheriff.

Sheriff's Office,  
Salaberry de Valleyfield, this 20th. of May, 1935.  
3014—21—2  
[First publication, May 25th., 1935]

## BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

Canada, }  
Province de Québec, } **D**R. ARMAND - ER-  
No 267. } **N**EST LAROSE,  
demandeur; vs JOSEPH E. LAROCQUE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un certain lopin de terre contenant environ 38,640 pieds carrés en superficie, plus ou moins, (y compris la superficie de l'eau), et connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, district de Bedford, sous le numéro du lot dix-neuf cent quarante-huit (1948), et actuellement dans les limites de la ville de Bedford—avec tous les édifices sus-érigés, et tous droits, membres et appartenances y attachés.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Damien de Bedford, en la ville de Bedford, dit district, le VINGT-SEPTIEME jour de JUN 1935, à DIX heures du matin.

Le shérif,  
W.-F. KAY.

Bureau du shérif,  
Sweetsburg, Qué., le 20 mai 1935.  
[Première publication, le 25 mai 1935]  
2991—21—2

## BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Bedford.*

Canada, }  
Province of Quebec, } **D**R. ARMAND ER-  
No. 267. } **N**EST LAROSE,  
plaintiff; vs JOSEPH E. LAROCQUE, defendant.

As belonging to the defendant:

A certain piece of land containing about 38,640 square feet in superficies, more or less, (water area included), and known upon the official plan and book of reference of the township of Stanbridge, in the county of Missisquoi, district of Bedford, under lot number nineteen hundred and forty eight (1948), and now within the limits of the Town of Bedford—with all the buildings thereon, and all rights, members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Damien de Bedford, in the town of Bedford, said district, on the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1935, at TEN of the clock in the forenoon.

W. F. KAY,  
Sheriff.

Sheriff's Office,  
Sweetsburg, Que., May 20th., 1935.  
[First publication, May 25th., 1935]  
2992—21—2—0

## IBERVILLE

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
*Cour de Magistrat.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } **L**ÉON HEINS, bour-  
No 6856. } geois, du village de  
Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, deman-  
deur; vs DAME MELINA BESSETTE, du vil-  
lage de Saint-Rémi, district d'Iberville, veuve non  
remariée de Jean-Baptiste Hébert, en son vivant  
du même lieu, défenderesse.

Saisie comme appartenant à la dite défende-  
resse:

La moitié indivise et l'usufruit de l'autre moitié indivise d'un lot de terre situé au village de Saint-Rémi, connu et désigné comme étant le lot numéro treize de la subdivision officielle du lot originaire No cent cinquante-six (156-13) au plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Rémi, le dit lot mesurant environ quatre-vingt-dix pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Magistrate Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } **L**ÉON HEINS, land-  
No. 6856. } lord, of Saint Rémi  
Village, district of Iberville, plaintiff; vs DAME  
MELINA BESSETTE, of Saint Rémi Village,  
district of Iberville, widow unmarried of Jean-  
Baptiste Hébert, in his life time of same place,  
defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The undivided half and usufruct of the other undivided half of a lot of land situated at Saint Rémi Village, known and designated as being the lot number thirteen of official subdivision of original lot No. one hundred and fifty six (156-13), at the plan and book of official reference of Saint Rémi Village, the said lot measuring almost ninety feet in width by ninety feet in depth, English

de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus construites. L'usufruit de la moitié indivise dudit immeuble a été légué à la défenderesse par le testament de son mari, Jean-Baptiste Hébert, et dûment enregistré au Bureau de Napierville sous le numéro 24632, et cet usufruit prendra fin au décès ou au convol en secondes noces de la défenderesse.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain 1935, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de \$55.00 sera exigé de chaque enchérisseur suivant le jugement rendu par le Magistrat D. Lalande, en date du 4 juin 1935.

Bureau du shérif, ADELARD FORGET.  
Saint-Jean, Qué., le 11 juin 1935.

[Première publication, le 15 juin 1935]

3333—24—2—o

measure and more or less—with building thereon erected.

The usufruct of the undivided half of said immovable has been given to the defendant by her husband's will, Jean-Baptiste Hébert, and duly registered at Registrar's Office in Napierville, under the number 24632, and this usufruct will end at the death or the marriage for the second time of the defendant.

To be sold at the church door of the parish of Saint Rémi, in the district of Iberville, the SIXTEENTH day of JULY next, 1935, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$55.00 will be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Magistrate D. Lalande, dated June 4th., 1935.

Sheriff's Office, ADELARD FORGET, Sheriff.  
Saint-Johns, Que., June 11th., 1935.

[First publication, June 15th., 1935]

3334—24—2—o

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } LEONEL DESMA-  
No 3313. } L RAIS, notaire, de la  
citée de Saint-Jean, district d'Iberville, demandeur; vs STANISLAS CAMPBELL, du même lieu, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Une terre connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent vingt-huit (No 428) du cadastre officiel de la paroisse de Lacolle—avec les constructions sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, mil neuf cent trente-cinq, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Bureau du shérif, ADELARD FORGET.  
Saint-Jean, le 20 mai 1935. 2973—21—2—o

[Première publication, le 25 mai 1935]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } LEONEL DESMA-  
No. 3313. } L RAIS, notary, of the  
city of Saint Johns, district of Iberville, plaintiff; vs STANISLAS CAMPBELL, of same place, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A land known and designated as being the lot number four hundred and twenty eight (No. 428) of official cadastre of the parish of Lacolle—with the constructions thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard of Lacolle, in the district of Iberville, the TWENTY FIFTH day of JUNE next, one thousand nine hundred and thirty five, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ADELARD FORGET, Sheriff.  
Saint Johns, May 20th., 1935. 2974—21—2—o

[First publication, May 25th., 1935]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir: } MME ISABELLA  
No 3468. } BRUCE GOFORTH, épouse de Henry Vanvliet, gentilhomme, tous deux du village de Lacolle, dans le district d'Iberville, et ce dernier, personnellement partie aux présentes en autant que besoin est, et pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demandeur; vs RODOLPHE MAJOR, de la paroisse de Saint-Cyprien, dans ledit district, défendeur.

Saisie comme appartenant au dit défendeur:

Une terre connue et désignée comme étant composée du lot numéro quatre cent trente-quatre et de la partie sud du lot numéro quatre cent trente-trois (Nos 434 et P. 433) (un arpent de largeur) du cadastre officiel de la paroisse de Lacolle, contenant ladite terre, cinq arpents de largeur par vingt-deux arpents de profondeur, plus ou moins, borné, le tout, en front, par le chemin public, au sud par le lot numéro quatre cent trente-cinq, au nord par la partie nord dudit lot numéro quatre cent trente-quatre, appartenant à Napoléon Allard ou ses représentants, et à l'est par les limites de la paroisse de Lacolle—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, dans le

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit: } MRS. ISABELLA  
No. 3468. } BRUCE GOFORTH, wife of Henry Vanvliet, gentleman, both of Lacolle village, in the district of Iberville, and the latter, personally, partially for the purposes hereof as much as necessary, and to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs RODOLPHE MAJOR, of the parish of Saint Cyprien, in the said district, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

A farm known and designated as being composed of lot number four hundred and thirty-four and the South part of lot number four hundred and thirty-three (Nos. 434 and Pt. 433) (one arpent in width) of official cadastre of the parish of Lacolle, containing the said farm, five arpents in width by twenty-two arpents in depth, more or less, the whole, bounded in front, by the public road, on the South by the lot number four hundred and thirty-five, on the North by the North part of said lot number four hundred and thirty-four, belonging to Napoleon Allard or his representatives, and on the East by the boundaries of the parish of Lacolle—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish Saint-Bernard de Lacolle, in the district of Iber-

district d'Iberville, le VINGT-CINQUIEME jour de JUIN prochain, mil neuf cent trente-cinq, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, ADELARD FORGET.  
Saint-Jean, Qué., le 20 mai 1935.  
[Première publication, le 25 mai 1935]  
2975—21-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Saint-Jean, à savoir: } J. HONORÉ JOA-  
No 136035. } J. NETTE, de la ville  
de Saint-Laurent, dans le district de Montréal,  
demandeur; vs LEANDRE GUAY, de la ville  
de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:  
Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Jacques, dans la cité de Saint-Jean, portant le No huit cent soixante-quinze (No 875) du cadastre de la ville de Saint-Jean—avec les bâtisses dessus construites, et portant les Nos civiques 330-332-334-336 et 338 de la dite rue Saint-Jacques.

Pour être vendu au Bureau du Shérif, au Palais de Justice, en la cité de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le VINGT-SIXIEME jour de JUIN prochain, mil neuf cent trente-cinq, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, ADELARD FORGET.  
Saint-Jean, Qué., le 21 mai 1935.  
[Première publication, le 25 mai, 1935]  
2977—21-2-o

## MONTCALM

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } JEAN - BAPTISTE  
District de Montréal, } GRONDIN, chauffeur,  
No A-126923. } feur, demeurant au No  
4655 rue Brébœuf, des cité et district de Montréal,  
demandeur; vs LES HÉRITIERS DE FEU LUDGER MAYER, en son vivant journalier, autrefois du Village de Labelle, décédé à Montréal, district de Montréal, le ou vers le 27 février 1934, défendeurs.

Un emplacement situé dans le Village de Labelle, et composé des lots numéros vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six et vingt-sept (24-25-26 et 27) aux plan et livre de renvoi officiels du Village de Labelle—avec maison et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la Nativité-de-Labelle, dans le Village de Labelle, MARDI, le SEIZIEME jour de JUILLET 1935, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, LAMARCHE & BOUDREAULT,  
Mont-Laurier, le 11 juin 1935. 3381—24-2-o  
[Première publication, le 15 juin 1935]

## MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: } DAME LAURA BOUR-  
B-139055. } DON, épouse contractuellement séparée de biens de Eugène-F. Riopelle, dument autorisée aux fins des présentes

ville, the TWENTY-FIFTH day of JUNE next, one thousand nine hundred and thirty-five, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, Que., May 20th., 1935.  
First publication, May 25th., 1935]  
2976—21-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Saint Johns, to wit: } J. HONORE JOA-  
No. 136035. } J. NETTE, of the town  
of Saint Laurent, in the district of Montreal,  
plaintiff; vs LEANDRE GUAY, of the town  
of Saint Johns, in the district of Iberville, de-  
fendant.

Seized as belonging to the said defendant:  
An emplacement having front on Saint James Street, in the city of Saint Johns, bearing the number eight hundred and seventy-five (No. 875) of the cadastre of the town of Saint Johns—with the buildings thereon erected, and bearing the civic numbers 330-332-334-336 and 338 of the said Saint James Street.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Saint Johns, in the district of Iberville, the TWENTY SIXTH day of JUNE next, one thousand nine hundred and thirty-five, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, May 21st, 1935.  
[First publication, May 25th., 1935]  
2978—21-2-o

## MONTCALM

*Superior Court.*

Province of Québec, } JEAN BAPTISTE  
District of Montreal, } GRONDIN, chauffeur, residing at No.  
No. A-126923. } feur, residing at No.  
4655 Brébœuf Street, in the city and district of  
Montreal, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE  
LATE LUDGER MAYER, in his lifetime,  
labourer, heretofore of the village of Labelle,  
deceased at Montreal, district of Montreal, on or  
about February 27th., 1934, defendants.

An emplacement situate in the Village of Labelle, and composed of lots numbers twenty four, twenty five, twenty six and twenty seven (24-25-26- and 27) on the official plan and book of reference for the Village of Labelle—with a house and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Nativité de Labelle, in the Village of Labelle, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of JULY, 1935, at ONE o'clock in the afternoon.

LAMARCHE & BOUDREAULT,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Mont Laurier, June 11th., 1935. 3382—24-2  
[First publication, June 15th., 1935]

## MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Montreal.*  
Montreal, to wit: } DAME LAURA BOUR-  
B-139055. } DON, wife separate as to property by marriage contract of Eugene F. Riopelle, duly authorized for the purposes hereof,

demanderesse; vs EUGENE-F. RIOPELLE, défendeur; et MTRES LACHAPPELLE & DENIS, avocats distraiyants.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement ayant front sur l'Avenue du Parc, en la cité de Montréal, contenant 25 pieds de largeur par 120 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise et composé (A) du lot de terre portant le No 79 de la subdivision officielle du lot numéro 13 (13-79) et (B) du lot de terre portant le No 17 de la subdivision officielle du lot No 14 (14-17) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte Saint-Louis—avec la maison et les autres bâtisses y érigées et le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle située en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$2,800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 11 juin 1935.

Le shérif,  
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE,  
Montréal, le 11 juin 1935. 3351—24-2-o  
[Première publication, le 15 juin 1935]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL  
F-143097. } INSURANCE COM-  
PANY OF AMERICA; vs LOUIS GAGNON;  
et CROWN TRUST COMPANY, curateur au  
délaissement.

a. Un emplacement ayant front sur l'Avenue Argyle, en la Cité de Verdun, mesurant quarante pieds en largeur sur quatre-vingt-dix-neuf pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison dont les deux murs de pignon sont mitoyens et autres bâtisses sus-érigées et avec droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle conduisant audit emplacement, lequel dit emplacement est composé:

1. De la partie nord-ouest de la subdivision numéro deux cent un du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-treize (4673-P. N.-O. 201) aux plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la Paroisse de Montréal, contenant vingt pieds en largeur sur quatre-vingt-dix-neuf pieds de profondeur, et bornée en front par la dite Avenue Argyle, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par la portion du lot No 4673-202 ci-après décrite et au sud-est par le résidu dudit lot No 4673-201;

2. De la partie sud-est de la subdivision numéro deux cent deux du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-treize (4673-P. S.-E. 202) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, contenant vingt pieds en largeur sur quatre-vingt-dix-neuf pieds en profondeur, et bornée en front par la dite Avenue Argyle, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le résidu dudit lot No 4673-202, et au sud-est par la portion dudit lot No 4673-201 susdécrite.

b. Un emplacement ayant front sur l'Avenue Argyle, en la cité de Verdun, contenant quarante pieds en largeur sur quatre-vingt-dix-neuf pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison dont les deux murs de pignon sont mitoyens, et autres bâtisses sus-érigées, et avec droit de passage en commun avec tous autres dans la ruelle conduisant audit emplacement, lequel emplacement est composé:

plaintiff; vs EUGENE F. RIOPELLE, defendant; and MTRES LACHAPPELLE & DENIS, advocates distracting for costs.

As belonging to the defendant:

An emplacement fronting on Park Avenue, in the city of Montreal, measuring 25 feet in width by 120 feet in depth, more or less, English measure, and composed of: (A) the lot of land bearing No. 79 of the official subdivision of lot number 13 (13-79) and (B) the lot of land bearing No. 17 of the official subdivision of lot No. 14 (14-17) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Côte Saint Louis—with the house and other buildings thereon erected and with right of way in common with others in the lane situate in the rear of the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$2,800.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated June 11th., 1935.

OMER LAPIERRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, June 11th., 1935. 3352—24-2  
[First publication, June 15th., 1935]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal, to wit: } THE PRUDENTIAL  
F-143097. } INSURANCE COM-  
PANY OF AMERICA; vs LOUIS GAGNON;  
et CROWN TRUST COMPANY, Curator to the  
abandonment.

a. An emplacement fronting on Argyle Avenue, in the City of Verdun, measuring forty feet in width by ninety-nine feet in depth, English measure and more or less—with a house whereof both gable walls are mitoyens and other buildings thereon erected and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which said emplacement is composed:

1. Of the Northwest part of subdivision number two hundred and one of the original lot number four thousand six hundred and seventy-three (4673-N.-W. Pt. 201) on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring twenty feet in width by ninety-nine feet in depth, and bounded in front by said Argyle Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the hereinafter described portion of lot No. 4673-202 and to the Southeast by the remainder of said lot No. 4673-201;

2. Of the Southeast part of subdivision number two hundred and two of the original lot number four thousand six hundred and seventy-three (4673-S. E. Pt. 202) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty feet in width by ninety-nine feet in depth, and bounded in front by said Argyle Avenue, in rear by a lane, to the Northwest by the remainder of said lot No. 4673-202, and to the Southeast by the hereinabove described portion of said lot No. 4673-201.

b. An emplacement fronting on Argyle Avenue, in the City of Verdun, measuring forty feet in width by ninety-nine feet in depth, English measure and more or less—with a house whereof both gable walls are mitoyens, and other buildings thereon erected, and with the right of passage in common with all others in the lane leading to the said emplacement, which emplacement is composed:



Un emplacement formé des lots trente-six, trente-sept, trente-neuf et quarante de la subdivision du lot originaire numéro cinquante-deux (52-36, 37, 39 et 40) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire, lesdits lots trente-sept et trente-neuf bornés en front par une rue projetée, savoir: la rue Sherbrooke, le lot trente-six étant cette partie de la rue Sherbrooke située en front des lots trente-sept, trente-huit et trente-neuf de la subdivision du lot cinquante-deux et en front d'une partie non subdivisée du lot cinquante-deux, le lot quarante étant un lot de forme irrégulière borné au nord-est par le lot cinq de la subdivision du lot cinquante-trois et des autres côtés par la partie non subdivisée du lot numéro cinquante-deux du cadastre de la paroisse de Pointe-Claire—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1560. sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Forest, daté le 5 juin 1935.

Bureau du shérif, Le shérif,  
OMER LAPIERRE,  
Montréal, 12 juin 1935. 3375—24-2-o  
[Première publication, 15 juin 1935]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LEOPOLD DESMAR-  
C-140619. } L CHAIS, demandeur,  
*es-qual.*, vs COLIN MACDONALD, défendeur,  
et TELESPHORE BRASSARD, *es-qual.*, *mis-en-*  
*cause.*

Un emplacement situé en la Cité de Lachine, ayant front sur la troisième Avenue, connu et désigné sous les numéros quatre-vingt-huit et quatre-vingt-neuf de la subdivision du lot originaire numéro sept cent cinquante-trois (Nos. 753-88 et 89) du cadastre de la ville de Lachine—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la Cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,  
OMER LAPIERRE,  
Montréal, 12 juin 1935. 3377—24-2-o  
[Première publication, 15 juin, 1935]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } DAME EVA DU-  
A-138598. } CHARME, veuve  
de feu Joseph-Arthur Dansereau; vs LOUIS-  
STANISLAS BEAUDRY.

Un lot de terre ayant front sur l'avenue Châteaubriand, ci-devant Labelle, Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-quatre de la ré-subdivision officielle du lot originaire numéro sept (7-284) aux plan et livre de renvoi officiels du Village Incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec une maison portant les numéros civiques 1751, 1751A, 1751B, 1751C de la dite Avenue Châteaubriand, et autres bâtisses dessus érigées, avec les servitudes actives et passives s'y rattachant, notamment le droit de passage dans la ruelle en commun avec ceux qui peuvent y avoir le droit.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures du matin.

An emplacement composed of lots thirty six, thirty seven, thirty nine and forty of the subdivision of the original lot number fifty two (52-36, 37, 39 and 40) on the official cadastral plan and book of reference for the Parish of Pointe Claire, said lots thirty seven and thirty nine bounded in front by a projected street, to wit: Sherbrooke Street, lot thirty six being that part of Sherbrooke Street situate in front of lots thirty seven, thirty eight and thirty nine of the subdivision of lot fifty two, and in front of an unsubdivided part of lot fifty two, lot forty being a lot of irregular figure bounded on the Northeast by lot five of the subdivision of lot fifty three and on the other sides by the unsubdivided part of lot number fifty two of the cadastre for the Parish of Pointe Claire—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1560. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Forest, dated June 5, 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,  
Montréal, June 12, 1935. 3376—24-2  
[First publication, June 15, 1935]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } LEOPOLD DESMAR-  
C-140619. } L CHAIS, plaintiff, *es-*  
*qual.*; vs COLIN MACDONALD, defendant;  
and TELESPHORE BRASSARD *es-qual.*, *mis-*  
*en-cause.*

An emplacement situate in the City of Lachine, fronting on Third Avenue, known and designated under numbers eighty eight and eighty nine of the subdivision of the original lot number seven hundred and fifty three (Nos. 753-88 and 89) on the cadastre for the town of Lachine—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,  
Montréal, June 12, 1935. 3378—24-2  
[First publication, June 15th., 1935]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } DAME EVA DU-  
A-138598. } CHARME, widow  
of the late Joseph Arthur Dansereau; vs LOUIS-  
STANISLAS BEAUDRY.

A lot of land fronting on Châteaubriand Avenue, heretofore Labelle, Montreal, known and designated under number two hundred and eighty four of the official re-subdivision of the original lot number 7 (7-284) on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by one hundred and ten feet in depth, English measure, more or less—with a house bearing civic numbers 1751, 1751A, 1751B, 1751C of said Châteaubriand Avenue, and other buildings thereon erected, and with the active and passive servitudes attached thereto, especially right of way in the lane, in common with others who may have rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Un dépôt de \$1010.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 11 juin 1935.

Le shérif,  
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.  
Montréal, le 12 juin 1935. 3379—24—2-o  
[Première publication, le 15 juin 1935]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } EDMOND ARCHAM-  
112738. } E BAULT, marchand de  
pianos, de la cité de Montréal, dit district et y  
faisant affaires seul sous la raison sociale de Ed.  
Archambault, Enrg.; vs DAME LEONE PI-  
CARD, épouse séparée de biens de Parfait-S.  
Ethier; et ce dernier pour autoriser son épouse  
aux présentes.

Un immeuble situé en la cité de Montréal,  
ayant front sur la rue Drolet et connu et désigné  
comme étant la subdivision mil cinq cent douze  
du lot originaire No deux mille six cent quarante-  
trois (2643-1512) aux plan et livre de renvoi offici-  
els de la paroisse Saint-Laurent—avec les bâtis-  
ses dessus érigées et portant les Nos civiques 8269  
et 8271 de la dite rue Drolet.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN  
prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$450.00 sera exigé de tout offrant  
ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge  
Curran, daté le 18 mai 1935.

Le shérif,  
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.  
Montréal, 21 mai 1935. 2993—21—2-o  
[Première publication, le 25 mai 1935]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } JEAN MORIN; vs P.  
C-128797. } CREPEAU; et L.-S.  
BEAUDRY *et al.*, mis-en-cause; et J.-A. MA-  
RION, curateur au délaisement.

Comme appartenant à L.-S. Beaudry;

Un immeuble situé sur le côté nord-est de la  
rue Henri-Julien, en la cité de Montréal, composé  
des lots numéros dix-huit, dix-neuf, vingt et  
vingt et un de la subdivision du lot numéro cent  
soixante-sept (167-18, 19, 20 et 21) des plan et  
livres de renvoi officiels du Village incorporé de  
la Côte Saint-Louis, mesurant chacun quarante  
pieds de largeur par quatre-vingts pieds de pro-  
fondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec  
huit côtés de maison à deux étages en bois et  
brique dessus construites, contenant 16 logements  
qui portent les Nos impairs 4643 à 4671 de la dite  
rue Henri-Julien, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN  
prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,640. sera exigé de tout offrant  
ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge  
Curran, daté le 21 mai 1935.

Le shérif,  
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.  
Montréal, 21 mai 1935. 2999—21—2-o  
[Première publication, le 25 mai 1935]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } LA CORPORATION  
E-142171. } DE GARANTIE DE  
TITRES ET DE FIDUCIE DU CANADA; vs  
JEAN-E. LAURIN & CAMILLE LAUREN-  
DEAU, curateur au délaisement.

A deposit of \$1010.00 shall be required from  
each and every bidder, pursuant to a judgment of  
Hon. Justice Curran, dated June 11th., 1935.

OMER LAPIERRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, June 12th., 1935. 3380—24—2  
[First publication, June 15th., 1935]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } EDMOND ARCHAM-  
112738. } E BAULT, piano mer-  
chant, of the city of Montreal, said district, and  
there carrying on business alone under the firm  
name and style of Ed. Archambault, Enrg.; vs  
DAME LEONE PICARD, wife separate as to  
property of Parfait S. Ethier; and the latter to  
authorize his wife for the purposes hereof.

An immovable situate in the city of Montreal,  
fronting on Drolet Street, and known and desig-  
nated as being subdivision one thousand five  
hundred and twelve of original lot number two  
thousand six hundred and forty three (2643-  
1512) of the official plan and book of reference  
of the parish of Saint Laurent—with the buildings  
thereon erected, and bearing civic Nos. 8269 and  
8271 of said Drolet Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next,  
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$450.00 will be exacted from each  
and every bidder, pursuant to a judgment of the  
Hon. Justice Curran, dated May 18., 1935.

OMER LAPIERRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, May 21st, 1935. 2994—21—2  
[First publication, May 25th., 1935]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } JEAN MORIN; vs P.  
C-128797. } CREPEAU; and L. S.  
BEAUDRY *et al.*, mis-en-cause; and J. A. MA-  
RION, curator to the surrender.

As belonging to L. S. Beaudry;

An immovable situate on the Northeast side of  
Henri-Julien Street, in the city of Montreal, com-  
posed of lots numbers eighteen, nineteen, twenty  
and twenty one of the subdivision of lot number  
one hundred and sixty seven (167-18, 19, 20 and  
21), on the official plan and book of reference for  
the incorporated village of Côte Saint Louis, each  
measuring forty feet in width by eighty feet in  
depth, English measure and more or less—with  
eight walls of wood and brick two story houses,  
containing 16 dwellings, thereon erected, bearing  
odd Nos. 4643 to 4671 of said Henri-Julien Street,  
circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next,  
at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,640. shall be required from each  
and every bidder, pursuant to a judgment of Hon.  
Justice Curran, dated May 21st., 1935.

OMER LAPIERRE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, May 21, 1935. 3000—21—2  
[First publication, May 25th., 1935]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } LA CORPORATION  
E-142171. } DE GARANTIE DE  
TITRES ET DE FIDUCIE DU CANADA; vs  
JEAN E. LAURIN & CAMILLE LAUREN-  
DEAU, curator to the surrender.

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Harvard, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, en la cité de Montréal, mesurant vingt-quatre pieds en largeur par quatre-vingt-quinze pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et étant composé du lot numéro deux au plan de redivision officiel du lot numéro six cent cinquante, aux plan de subdivision officiel du lot numéro cent soixante-quinze (175-650-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et du lot numéro un au plan de redivision officiel du lot numéro six cent cinquante et un au plan de subdivision officiel du dit lot originaire numéro cent soixante-quinze (175-651-1) —avec les édifices sus-érigés, y compris celui portant les numéros civiques 614 et 616 de l'avenue Harvard, dont le mur de pignon sud-est est mitoyen avec les propriétés adjacentes, et avec le droit de vue et de passage, en commun avec d'autres y ayant droit, dans et sur cette certaine lisière de terre immédiatement adjacente au nord-ouest, étant composée des lots de redivision numéros deux et trois du dit lot de subdivision numéro six cent cinquante et un (175-651-2 et 3).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 13 mai 1935.

Bureau du shérif, Le shérif,  
OMER LAPIERRE.  
Montréal, le 20 mai 1935. 2997—21-2  
[Première publication, le 25 mai 1935]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
Montréal, à savoir: } THE PRUDENTIAL  
F-143232. } INSURANCE COM-  
PANY OF AMERICA; vs DAME JOSEPHINE  
LEMIEUX, épouse séparée de biens d'Edmond  
Simard, et ce dernier pour autoriser son épouse  
aux fins des présentes.

Un emplacement situé sur la Quatrième Avenue, dans le quartier Rosemont, en la cité de Montréal, mesurant trente pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et composé:

1. Du lot numéro deux cent trente-cinq de la subdivision du lot numéro cent soixante-douze (172-235) aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de la Côte de la Visitation, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par soixante-dix-huit pieds en profondeur.

2. De la partie nord-ouest du lot numéro deux cent trente-quatre de la subdivision du lot numéro cent soixante-douze (172-234) aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de la Côte Visitation, mesurant cinq pieds en largeur par soixante-dix-huit pieds en profondeur, bornée en front par la dite Quatrième Avenue, en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le lot No 172-235 sus-décrit et au sud-est par le résidu du dit lot No 172-234.

Avec droit de passage en commun avec d'autres dans toutes les ruelles conduisant à l'arrière du dit emplacement.

Avec les édifices sus-érigés dont le mur nord-ouest est mitoyen, et avec droit de vue dans le mur sud-est sur la partie sud-est du dit lot numéro deux cent trente-quatre de la subdivision du lot numéro cent soixante-douze (172-234).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de

That certain emplacement fronting on Harvard Avenue, in the Notre Dame de Graces Ward, of the city of Montreal, measuring twenty-four feet in width by ninety-five feet in depth, English Measure and more or less, and being composed of lot number two upon the official redivision plan of lot number six hundred and fifty, upon the official subdivision plan of lot number one hundred and seventy five (175-650-2) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal, and of lot number one upon the official redivision plan of lot number six hundred and fifty-one upon the official subdivision plan of said original lot number one hundred and seventy-five (175-651-1)—with the buildings thereon erected, including that bearing civic Nos. 614 and 616 of Harvard Avenue, the South-East gable wall whereof is *mitoyen* with the adjoining property, and with the right of view and of passage in common with others having rights therein in, over and upon that certain strip of land immediately adjacent to the North West, being composed of redivision lots numbers two and three of said subdivision lot number six hundred and fifty one (175-651-2 and 3).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 13th., 1935.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,  
Montreal, May 20th., 1935. 2998—21-2-o  
[First publication, May 25th., 1935]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montréal.*  
Montreal, to wit: } THE PRUDENTIAL  
F-143232. } INSURANCE COM-  
PANY OF AMERICA; vs DAME JOSEPHINE  
LEMIEUX, wife separate as to property of  
Edmond Simard, and the latter to authorize his  
wife for the purposes hereof.

An emplacement situated on the Fourth Avenue of the Rosemont Ward of the city of Montreal, measuring thirty feet in width by seventy eight feet in depth, English measure and more or less, and composed of:

1. The lot number two hundred and thirty five of the subdivision of the lot number one hundred and seventy two (172-235), on the official plan and book of reference of the Village of Côte Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy eight feet in depth.

2. The North-West part of the lot number two hundred and thirty four of the subdivision of the lot number one hundred and seventy two (172-234) on the official plan and book of reference of the Village of La Côte Visitation, measuring five feet in width by seventy eight feet in depth, bounded in front by the said Fourth Avenue, in rear by a lane, to the North-West by the lot No. 172-235 above described and to the South-East by the remainder of the said lot No. 172-234.

With the right of passage in common with others in all lanes leading to the rear of the said emplacement.

With the buildings thereon whereof the North Western wall is *mitoyen*, and with the right of having direct views in the South-Eastern wall on the South-East part of the said lot number two hundred and thirty four of the subdivision of the lot number one hundred and seventy two (172-234).

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 20 mai 1935.

Bureau du shérif, Montréal, le 20 mai 1935. [Première publication, le 25 mai 1935]

Le shérif,

OMER LAPIERRE.

3003—21-2

on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 20th., 1935.

Sheriff's Office, Montreal, May 20th., 1935. [First publication, May 25th., 1935]

OMER LAPIERRE,

Sheriff.

3004—21-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } THE IMPERIAL LIFE B-139361. } ASSURANCE COMPANY OF CANADA; vs EUGENE LAFRAMBOISE *et al.*, and COURTNEY BERNARD, curateur au délaissement.

Comme appartenant à Arthur Paquette, un des défendeurs:

Ce certain emplacement ayant front sur la rue Saint-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent soixante-douze aux plan de subdivision officiel du lot numéro deux mille six cent quarante-trois (No 2643-672) aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Laurent, ledit emplacement mesurant vingt-cinq pieds (25') en largeur par cent pieds (100') en profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, avec l'édifice sus-érigé, dont les deux murs de côté sont mitoyens avec les propriétés adjacentes, et avec le droit de passage à perpétuité dans la ruelle en arrière dudit emplacement, en commun avec d'autres y ayant droit.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 14 mai 1935.

Bureau du shérif, Montréal, le 20 mai 1935. [Première publication, 25 mai, 1935]

Le shérif,

OMER LAPIERRE.

3001—21-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } THE IMPERIAL LIFE B-139361. } ASSURANCE COMPANY OF CANADA; vs EUGENE LAFRAMBOISE *et al.*, and COURTNEY BERNARD, curator to the abandonment.

As belonging to Arthur Paquette, one of the defendants:

That certain emplacement fronting on Saint Denis Street in the City of Montreal, known and designated as lot number six hundred and seventy-two upon the official subdivision plan of lot number two thousand six hundred and forty-three (No. 2643-672) upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, said emplacement measuring twenty-five feet (25') in width by one hundred feet (100') in depth, English measure, more or less—with the building thereon erected, both side walls whereof are *mitoyen* with the adjoining properties, and with the perpetual right of passage in the lane in rear of the said emplacement in common with others having right therein.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated May 14th, 1935.

Sheriff's Office, Montreal, May 20th, 1935. [First publication, May 25th., 1935]

OMER LAPIERRE,

Sheriff.

3002—21-2-o

RICHELIEU

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, District de Richelieu, } ARTHUR VINCENT No 9107. } du village de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, demandeur; contre VICTOR LUSSIER, du village de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, défendeur, à savoir:

Un terrain-emplacement situé dans le village de Saint-Guillaume d'Upton, sur le côté nord-ouest de la rue Principale—avec maison, boulangerie et accessoires et outillage immobilisés ou immeubles par destination servant à l'exploitation de la dite boulangerie; hangar et autres bâtisses dessus construites; ledit terrain étant le numéro cinq cent soixante-quatre (No 564) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska pour la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Guillaume d'Upton, MARDI, le

FIERI FACIAS.

*Superior Court.*

Province of Quebec, District of Richelieu, } ARTHUR VINCENT, No. 9107. } of the village of Saint Guillaume d'Upton, district of Richelieu, plaintiff; against VICTOR LUSSIER, of the village of Saint Guillaume d'Upton, district of Richelieu, defendant, to wit:

A certain lot of land or emplacement situate in the village of Saint Guillaume d'Upton, on the Northwest side of Principale Street—with the house, bakery, accessories and equipment, installed for a permanency or immovable by destination, used in the operating of the said bakery; a shed and other buildings thereon erected; said lot of land being number five hundred and sixty four (No. 564) on the official cadastral plan and book of reference for the county of Yamaska, for the parish of Saint Guillaume d'Upton.

To be sold at the parochial church door of Saint Guillaume d'Upton, on TUESDAY, the

VINGT-CINQUIEME jour du mois de JUIN, mil neuf cent trente-cinq (1935) à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Le shérif,  
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN,  
Sorel, le 20 juin, 1935. 2967—21-2-0  
[Première publication, 25 mai 1935]

TWENTY FIFTH day of the month of JUNE, nineteen hundred and thirty five (1935) at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

Michel Saint-Germain,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, June 20, 1935. 2968—21-2  
[First publication, May 25th., 1935]

## SAINT-FRANÇOIS

*Cour du Magistrat, (Coaticook),  
Comté de Stanstead.*

Canada, } LES SYNDICS  
Province de Québec, } L'ÉCOLE du  
District de Saint-François, } canton de Barns-  
No 2843. } ton, dit district,  
demandeurs; vs VICTOR PERRAS, du canton  
de Barnston, dit district, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

Le lot No 20c dans le premier rang de Barnston et la propriété suivante: étant la moitié sud des lots de cadastre Nos 19b et 19c dans le 1er rang du canton de Barnston, bornée comme suit: au sud par les lots No 19a dans le deuxième rang et 19d dans le 1er rang; à l'est par le dit lot 20c, à l'ouest partie par les lots 18c et 18d dans le 1er rang et au nord par le résidu des dits lots 19b et 19c, se trouvant au nord d'une ligne droite divisant le lot primitif 19 en moitié nord et sud—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus au Bureau d'enregistrement de Coaticook, MARDI, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures A.M. (heure avancée).

Le shérif,  
Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX,  
Sherbrooke, ce 6 juin 1935. 3335—24-2-0  
[Première publication, le 15 juin 1935]

## SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Saint-Hyacinthe, à savoir: } CORINNE GRI-  
No 2788. } SE, veuve de  
Richard LeTestu, demanderesse; contre ELZEAR  
POTHIER, défendeur.

(a) Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Simon, sur le rang Charlotte, de deux arpents de large par vingt et un arpents de profondeur, plus ou moins, étant la moitié sud-ouest du lot numéro trois cent quatre-vingt-treize ( $\frac{1}{2}$  S.O. 393) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, borné en front au chemin public, en profondeur aux terres du rang Saint-Edouard, d'un côté à Edmond Sicard, et de l'autre côté au terrain ci-après décrit—avec les bâtisses y érigées.

(b) Une terre sise et située au même lieu et de la même contenance, étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-quatorze (394) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Simon—avec les bâtisses y érigées.

(c) Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Simon, de trois arpents de large sur vingt et un arpents de profondeur, plus ou moins, bornée en front au chemin public, en profondeur aux terres de Sainte-Hélène, d'un côté au lot No 420 et de l'autre côté à Alphonse Vandal; ce terrain faisant partie du lot numéro quatre cent vingt et

## SAINT FRANCIS

*Magistrate's Court, (Coaticook),  
County of Stanstead.*

Canada, } SCHOOL COM-  
Province of Quebec, } MISSIONERS  
District of Saint Francis, } of the township of  
No. 2843. } Barnston, said dis-  
trict, plaintiffs; vs VICTOR PERRAS, township  
of Barnston, said district, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

Lot No 20c in the first range of the township of Barnston and the following property: being the South half of the cadastral lots Nos. 19b and 19c in the 1st range of the Township of Barnston, bounded as follows: Southerly by the lots No. 19a in the second range and 19d in the first range; Easterly by the said lot 20c, Westerly, in part by lots 18c and 18d in the first range, and Northerly by the residue of the said lots 19b and 19c, being situated at the North of a straight line dividing the former lot 19 in half North and South:—with buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office, Coaticook, TUESDAY, the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN a.m., (daylight saving time).

J. P. C. LEMIEUX,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 6th. of June, 1935. 3336—24-2-0  
[First publication, June 15th., 1935]

## SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Saint-Hyacinthe.*

Saint-Hyacinthe, to wit: } CORINNE GRI-  
No. 2788. } SE, widow of  
Richard LeTestu, plaintiff; against ELZEAR  
POTHIER, defendant.

(a) A piece of ground situate in the parish of Saint Simon, on Charlotte range, containing two arpents in width by twenty one arpents in depth, more or less, being the South West half of lot number three hundred and ninety three ( $\frac{1}{2}$  S.O. 393), on the official plan and book of reference of the said parish, bounded in front by the public road, in depth the lands of Saint Edward, on one side Edmond Sicard, and on the other side the ground hereafter described—with the buildings thereon erected.

(b) A land situate at the same place, of the same extent, being lot number three hundred and ninety four (394) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Simon—with the buildings thereon erected.

(c) A land situate in the parish of Saint Simon, containing three arpents in width by twenty one arpents in depth, more or less, bounded at the front by the public road, in depth by the lands of Saint Helene, on one side by lot No 420 and on the other side by Alphonse Vandal; that land being a part of lot number four hundred and twenty one

un (421) du cadastre officiel de la dite paroisse—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendus les deux immeubles décrits aux paragraphes (a) et (b) *en bloc*, et le dernier séparément, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, MERCREDI, le DIX-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain (1935), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif,  
Saint-Hyacinthe, ce 12 juin 1935.  
[Première publication, le 15 juin 1935]  
3357—24—2—0

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*  
Saint-Hyacinthe, à savoir: } HENRI LABOS-  
No 2798. } SIERE, dem-  
demandeur; contre MARIE-LOUISE LOISELLE,  
veuve de feu Leopold Labossière, défenderesse.

La moitié indivise d'un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Denis, sur le cinquième rang, de quatre arpents et demi de large, plus ou moins, sur la longueur qu'il y a à partir du chemin à aller au cordon des terres de Laprésentation, étant le lot numéro six cent quatre-vingt-neuf (689) et la moitié du lot numéro six cent quatre-vingt-huit (1/2-688) du cadastre officiel de la dite paroisse, contiguë au lot No 689.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Denis, MARDI, le SEIZIÈME jour de JUILLET prochain, (1935), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif,  
Saint-Hyacinthe, 12 juin 1935. 3359—24—2—0  
[Première publication, 15 juin 1935]

---

### TERREBONNE

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure.*

Canada, } BELONIE LAVAL-  
Province de Québec, } LEE, demandeur;  
District de Terrebonne, } vs H.-P. CARTER,  
No 5340. } défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, les immeubles suivants, savoir:

Les lots numéros huit-A et huit-B (8a et 8b) du 10ème rang du Canton Doncaster, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Agathe des Monts.

Un lot de terre connu sous le numéro dix (No 10) des plan et livre de renvoi officiels de cette partie dudit canton Doncaster, qui ne se trouve pas dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans la paroisse de Sainte-Lucie, dans le huitième rang dudit Canton, contenant cent acres de terre, sans garantie de mesures précises; borné au nord-ouest par le chemin public, au nord-est par le vendeur, au sud-ouest par H. Charette, ou représentants, au sud-est par D. Rolland ou représentants—avec les bâtisses dessus érigées.

Un emplacement composé de la partie sud-est des lots numéros neuf-A, neuf-B et dix, (Nos 9a, 9b et 10) des plan et livre de renvoi officiels de cette partie dudit Canton Doncaster qui ne se trouve pas dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans ladite paroisse de Sainte-Lucie, dans le neuvième rang dudit canton—sans bâtisses; cet emplacement est borné au nord-ouest

(p. 421) on the official cadastre of said parish—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold the two lands described at paragraphs (a) and (b) *en bloc*, and the last one separately, at the parochial church door of Saint Simon, WEDNESDAY, on the SEVENTEENTH day of JULY next, (1935), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,  
Sheriff's Office,  
Saint Hyacinthe, June 12th., 1935.  
[First publication, June 15th., 1935]  
3358—24—2—0

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.*  
Saint Hyacinthe, to wit: } HENRI LABOS-  
No. 2798. } SIERE, plaintiff;

against MARIE LOUISE LOISELLE,  
widow of the late Leopold Labossière, defendant.

The undivided half of a piece of ground situate in the parish of Saint Denis, on the fifth range, containing four arpents and a half in width, more or less, by whatever depth there may be between the road and the "cordon" of the Laprésentation's lands, being lot number six hundred and eighty nine (689) and the half of lot number six hundred and eighty eight (1/2-688) on the official cadastre of said parish, contiguous to lot No. 689.

To be sold at the parochial church door of Saint Denis, TUESDAY, on the SIXTEENTH day of JULY next (1935), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,  
Sheriff's office,  
Saint Hyacinthe, June 12, 1935. 3360—24—2—0  
[First publication, June 15, 1935]

---

### TERREBONNE

---

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.*

Canada, } BELONIE LAVAL-  
Province of Québec, } LEE, plaintiff; vs  
District of Terrebonne, } H. P. CARTER, de-  
No. 5340. } fendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables, to wit:

Lots numbers eight-A and eight-B (8a and 8b) of the 10th range, of the township of Doncaster, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts.

A lot of land known under number ten (No. 10) of the official plan and book of reference of that part of the said township of Doncaster which is not situate in the parish of Sainte Agathe des Monts, in the parish of Sainte Lucie, in the eighth range of the said township, containing one hundred acres of land, without warranty of exact measurement; bounded on the Northwest by the public road, on the Northeast by the vendor, on the Southwest by H. Charette, or representatives, on the Southeast by D. Rolland or representatives—with the buildings thereon erected.

An emplacement composed of the Southeast part of lots numbers nine-A, nine-B, and ten (Nos. 9a, 9b and 10) of the official plan and book of reference of that part of the said township of Doncaster which is not situate in the parish of Sainte Agathe des Monts, in the said parish of Sainte Lucie, in the ninth range of the said township of Doncaster—without buildings; this em-

par le lac Arpins, au nord-est par le vendeur, au sud-est par le chemin public, au sud-ouest par Therrien ou représentants, contenant environ cent vingt-cinq acres, plus ou moins, sans garantie de mesures précises.

Un autre emplacement composé des lots onze et douze (Nos 11 et 12) des plan et livre de renvoi officiels de cette partie dudit canton Doncaster qui ne se trouve pas dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans la paroisse de Sainte-Lucie, dans le neuvième rang dudit canton, contenant chacun desdits lots environ cent acres de terre en superficie—avec toutes les bâtisses et dépendances dessus construites.

Le lot numéro treize (No 13) desdits plan et livre de renvoi officiels de cette partie dudit canton Doncaster qui ne se trouve pas dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans la paroisse de Sainte-Lucie, dans le neuvième rang dudit canton, contenant environ cent acres de terre—sans bâtisses;

Un lot de terre connu sous le numéro onze (11) des plan et livre de renvoi officiels de cette partie dudit canton Doncaster qui ne se trouve pas dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans la paroisse de Sainte-Lucie, dans le huitième rang du canton de Doncaster, contenant cent acres de terre—sans bâtisses.

Un lot de terre dans la partie sud-ouest de la moitié du numéro douze (No 12) des plan et livre de renvoi officiels de cette partie dudit Canton Doncaster, qui ne se trouve pas dans la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans la dite paroisse de Sainte-Lucie, dans le huitième rang dudit Canton, contenant environ quarante-cinq acres de terre, plus ou moins—sans bâtisse, borné en front par le chemin public, en arrière par O. Lanthier, d'un côté par le lot numéro onze (No 11) ci-dessus décrit, et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro douze (No 12) appartenant à Delphis Michauville—avec toutes et chacune des dépendances, desquelles l'acheteur a déclaré avoir une connaissance parfaite et en être content et satisfait.

Le lot numéro onze (No 11) dans le dixième rang du canton de Doncaster, de la paroisse de Sainte-Lucie, contenant environ cent acres de terre, plus ou moins. Ledit lot étant sur les plan et livre de renvoi officiels de cette partie dudit canton qui ne se trouve pas dans la paroisse Sainte-Agathe des Monts.

Un lot de terre comprenant la partie nord-ouest du lot numéro neuf-A (No 9a), neuf-B (No 9b) et dix (No 10) dans le neuvième rang du canton de Doncaster, dans la paroisse de Sainte-Lucie, aux plan et livre de renvoi officiels de cette partie non comprise dans la paroisse Sainte-Agathe des Monts; borné vers le nord-ouest par le cordon du dixième rang, vers le sud-ouest par le lac Papineau, tel que le vendeur a acquis ledit immeuble de la Corporation municipale du comté de Terrebonne, par acte enregistré sous le numéro 88275;

Pour être vendus (en bloc) comme une seule et même exploitation, à la porte de l'église paroissiale catholique de Sainte-Lucie, district de Terrebonne, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN, 1935, à TROIS heures de l'après-midi (heure solaire) suivant deux ordonnances rendues par cette honorable Cour, en date du 18 mai 1935.

Bureau du shérif,  
Saint-Jérôme, le 18 mai 1935.  
[Première publication, le 25 mai, 1935]

Le shérif,  
J.-W. CYR,  
2969—21—2—o

placement is bounded on the Northwest by Lake Arpins, on the Northeast by the vendor, on the Southeast by the public road, on the Southwest by Therrien or representatives, containing about one hundred and twenty five acres, more or less, without warranty of exact measurement.

Another emplacement composed of lots eleven and twelve (Nos. 11 and 12) of the official plan and book of reference of that part of the said township of Doncaster which is not situate in the parish of Sainte Agathe des Monts, in the parish of Sainte Lucie, in the ninth range of the said township, each of the said lots containing about one hundred acres of land in area—with all the buildings and dependencies thereon erected.

Lot number thirteen (No. 13) of said official plan and book of reference of that part of the said township of Doncaster which is not situate in the parish of Sainte Agathe des Monts, in the parish of Sainte Lucie, in the ninth range of the said township, containing about one hundred acres of land—without buildings.

A lot of land known under number eleven (11) of the official plan and book of reference of that part of the said township of Doncaster which is not situate in the parish of Sainte Agathe des Monts, in the parish of Sainte Lucie, in the eighth range of the township of Doncaster, containing one hundred acres of land—without buildings.

A lot of land in the Southwest part of the half of number twelve (No. 12) of the official plan and book of reference of that part of the said township of Doncaster which is not situate in the parish of Sainte Agathe des Monts, in the said parish of Sainte Lucie, in the eighth range of the said township of Doncaster, containing about forty five acres of land, more or less—without buildings, bounded in front by the public road, in rear by O. Lanthier, on one side by lot number eleven (No. 11) hereinabove described, and on the other side by the residue of said lot number twelve (No. 12) belonging to Delphis Michauville—with all or any of the dependencies, of which the purchaser has declared to have a perfect knowledge and of being content and satisfied therewith.

Lot number eleven (No. 11) in the tenth range of the township of Doncaster of the parish of Sainte Lucie, containing about one hundred acres of land, more or less. The said lot being on the official plan and book of reference of that part of the said township which is not situate in the parish of Sainte Agathe des Monts.

A lot of land comprising the Northwest part of lot number nine-A (No 9a), nine-B (No. 9b) and ten (No. 10) in the ninth range of the township of Doncaster, in the parish of Sainte Lucie, on the official plan and book of reference of that part not included in the parish of Sainte Agathe des Monts; bounded on the Northwest by the "cordon" of the tenth range, on the Southwest by Lake Papineau, as the vendor acquired the said immovable from the Municipal Corporation of the county of Terrebonne, by deed registered under number 88275.

To be sold "en bloc" as one and the same lot of land, at the Catholic parochial church door of Sainte Lucie, district of Terrebonne, on the TWENTY SIXTH day of JUNE, 1935, at THREE o'clock in the afternoon (Standard Time) pursuant to two orders rendered by this Honourable Court, dated May 18, 1935.

Sheriff's Office,  
Saint Jérôme, May 18, 1935.  
[First publication, May 25th., 1935]

J. W. CYR,  
Sheriff.  
2970—21—2

## TROIS-RIVIÈRES

*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*  
No 2285. } **H**ERMENEGILDE CHAR-  
LAND, ingénieur, de Hull,  
district d'Ottawa, demandeur; vs ALBERT  
LACHARITE, de Sainte-Eulalie, district de  
Trois-Rivières, défendeur.

Avis est par les présentes donné que les immeu-  
bles saisis dans la présente cause, et vendus par  
le shérif, le 29 juin 1934, seront vendus à la folle  
enchère dudit Hermenegilde Charland, suivant  
jugement rendu par Sa Seigneurie l'hon. Juge  
H.-A. Fortier, le 12 juin, 1935, à la porte de  
l'église de la paroisse de Sainte-Eulalie, le QUATRIÈME  
jour de JUILLET, mil neuf cent  
trente-cinq, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.  
Trois-Rivières, le 11 juin, 1935. 3383-o  
[Première publication, 15 juin, 1935]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

No 3040. } **D**IANE FRIGON, épouse con-  
tractuellement séparée de biens  
de Prosper Jacob, marchand, de Saint-Séverin  
de Proulxville, comté de Champlain, et ce dernier  
pour autoriser sa dite épouse aux fins des présen-  
tes, demanderesse; vs PHILIPPE HOUDE,  
cultivateur, de la paroisse de Landrienne, comté  
d'Abitibi, défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Mau-  
rice, dans le rang Sainte-Marguerite, de la conte-  
nance de trois arpents de largeur sur la profon-  
deur de vingt arpents, connue et désignée sous le  
numéro six cent cinquante-trois (653) sur les plan  
et livre de renvoi officiels pour la paroisse de  
Saint-Maurice—avec ensemble une maison et  
dépendance y érigées;

2. Un certain terrain situé au dit lieu de Saint-  
Maurice, dans le rang Saint-Félix, de la conte-  
nance d'un arpent et demi de largeur sur la profon-  
deur de dix-huit arpents, de là prenant une  
largeur de trois arpents sur une autre longueur de  
six arpents plus ou moins, connu et désigné comme  
faisant partie du lot de terre numéro sept cent  
vingt et un (P. 721) sur les plan et livre de renvoi  
officiels pour la paroisse de Saint-Maurice, lequel  
terrain est borné en front au chemin du rang Saint-  
Félix, en profondeur au terrain décrit à première-  
ment et à Léon Pagé, d'un côté à Joseph Thibo-  
deau, de l'autre côté à Joseph Rhéault et à John-  
ny Rhéault.

Pour être vendus à la porte de l'Église de la  
paroisse de Saint-Maurice, le DIX-SEPTIÈME  
jour de JUILLET mil neuf cent trente-cinq, à  
DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,  
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER  
Trois-Rivières, le 11 juin 1935. 3385-24-2-o  
[Première publication, le 15 juin 1935]

## Avis divers

Canada, Province de Québec, District de  
Québec, Cour du Banc du Roi (en appel).

Concernant la soumission à la Cour du Banc  
du Roi, juridiction d'appel, de questions rela-  
tives à la compétence de la Législature de  
la province de Québec, à adopter une législa-  
tion destinée à abroger l'article 7 de la Loi du  
dimanche (S.R.Q., 1925, chapitre 199).

## TROIS-RIVIERES

*Superior Court.—District of Trois-Rivières.*  
No. 2285. } **H**ERMENEGILDE CHAR-  
LAND, engineer, of Hull,  
district of Ottawa, plaintiff; vs ALBERT LA-  
CHARITÉ, of Sainte Eulalie, district of Trois  
Rivières, defendant.

Notice is hereby given that the immovables  
seized in the present cause, and sold by the Sher-  
riff, on June 29, 1934, shall be sold for the false  
bidding of said Hermenegilde Charland, pur-  
suant to a judgment rendered by His Lordship  
the Hon. Justice H. A. Fortier, on June 12, 1935,  
at the church door of the parish of Sainte Eulalie,  
on the FOURTH day of JULY, one thousand  
nine hundred and thirty five, at TEN o'clock  
in the forenoon.

L. P. MERCIER,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Trois-Rivières, June 11, 1935. 3384  
[First publication, June 15th., 1935]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Trois-Rivières.*

No. 3040. } **D**IANE FRIGON, wife separate  
as to property by marriage  
contract of Prosper Jacob, merchant, of Saint  
Séverin de Proulxville, county of Champlain, and  
the latter to authorize his said wife for the purpo-  
ses hereof, plaintiff; vs PHILIPPE HOUDE, farmer,  
of the parish of Landrienne, county of Abitibi,  
defendant.

1. A farm situate in the parish of Saint Maurice,  
in Sainte Marguerite range, measuring three  
arpents in width by a depth of twenty arpents,  
known and designated under the number six  
hundred and fifty three (653), on the official plan  
and book of reference of the parish of Saint Mau-  
rice—together with a house and dependencies,  
thereon erected;

2. Certain lot of land situate in the said place  
of Saint Maurice, in the Saint Felix range, measur-  
ing one arpent and one half in width by a depth  
of eighteen arpents, thence having a width of  
three arpents for a further length of six arpents  
more or less, known and designated as forming  
part of the lot of land number seven hundred and  
twenty one (Pt. 721), on the official plan and book  
of reference of the parish of Saint Maurice, the  
said lot of land is bounded in front by the Saint  
Felix range road, in depth by the land firstly de-  
scribed and by Léon Pagé, on one side by Joseph  
Thibodeau, and on the other side by Joseph  
Rhéault, and by Johnny Rheault.

To be sold at the Church door of the parish of  
Saint Maurice, on the SEVENTEENTH day of  
JULY, one thousand nine hundred and thirty  
five, at TWO o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Trois-Rivières, June 11, 1935. 3386-24-2  
[First publication, June 15th., 1935]

## Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec, District of Que-  
bec, Court of King's Bench (appeal side).

Concerning the reference to the Court of King's  
Bench, appeal side, of questions relating to the  
competency of the Legislature of the Province  
of Quebec, to adopt a legislation destined to  
repeal article 7 of the Sunday Observance Act  
(R.S.Q., 1925, chapter 199).

Conformément à une ordonnance émise par la Cour du Banc du Roi (juridiction d'appel), le 7ème jour de juin 1935.

Pursuant to an order issued by the Court of King's Bench (appeal side), the 7th day of June, 1935.

Avis est donné qu'en vertu d'un arrêté en conseil, en date du 14 mai 1935, Son Honneur le lieutenant-gouverneur a soumis à la Cour du Banc du Roi (juridiction d'appel), pour audition, examen et opinion, conformément aux dispositions du chapitre 7 des Statuts refondus de Québec, 1925, tel qu'amendé par 18 George V, chapitre 13, les questions suivantes:

Notice is given that in virtue of an Order in Council, dated May 4, 1935, His Honour the Lieutenant-Governor has submitted to the Court of King's Bench (appeal side), for hearing, examination and opinion, pursuant to the provisions of chapter 7 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, as amended by 18 George V, chapter 13, the following questions:

1. Est-il de la compétence de la Législature de la province de Québec d'adopter une loi destinée à abroger l'article 7 de la Loi du dimanche (Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 199)?

1. Is it within the competency of the Legislature of the Province of Quebec to adopt an Act destined to repeal article 7 of the Sunday Observance Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 199)?

2. Dans l'affirmative, et si telle abrogation a lieu, l'article 15 de la Loi (fédérale) du dimanche (Statuts Refondus du Canada, 1927, chapitre 123) se trouve-t-il rappelé ou devient-il inopérant?

2. In the affirmative, and if such repeal be made, shall article 15 of the Lord's Day Act (Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 123) be thereby repealed or become inoperative?

Avis est de plus donné qu'en vertu de l'ordonnance susmentionnée, l'argument sur ladite soumission est fixé au premier jour d'octobre 1935, à Québec, et que les factums des parties ayant la liberté d'occuper doivent être produits le ou avant le 20 septembre 1935.

Notice is further given that in virtue of the aforesaid order, the hearing on the said reference is fixed on the first day of October, 1935, at Quebec, and that the factums of the parties entitled to appear shall be produced on or before the 20th of September, 1935.

Québec, le 12ième jour de juin 1935.

Québec, the 12th day of June, 1935.

Le procureur général de la province de Québec,  
L.-A. TASCHEREAU.

Attorney General of the Province of Québec.  
L. A. TASCHEREAU.

3395-o

3396

### Arrêtés en Conseil

### Orders in Council

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 juin 1935, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 7 juin 1935.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated June 6, 1935, approved by the Lieutenant Governor on June 7, 1935.

Concernant l'amendement suivant aux règlements en exécution de la Loi des chaudières à vapeur et des appareils sous pression.

Concerning the following amendments to the regulations in the carrying out of the provisions of the Act respecting steam boilers and pressure vessels.

1448

1448

L'honorable ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 juin (1935), recommande l'amendement suivant aux règlements en exécution de la Loi des chaudières à vapeur et des appareils sous pression (S.R.Q., 1925, chap. 182a, édicté par 23 George V, chap. 71), adoptés par l'arrêté ministériel No 1189 du 7 juin 1933 amendé par l'arrêté ministériel No 1622 du 27 juillet 1933.

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated June 6, 1935, recommends the following amendment to the regulations for the carrying out of the provisions of the Act respecting steam boilers and pressure vessels. (R. S. Q., 1925, chap. 182a, enacted by 23 George V, Chap. 71), adopted by the Order in Council No. 1189 of June 7, 1933 amended by the Order in Council No. 1622 of July 27, 1933.

1. L'article 30a suivant est ajouté à la suite de l'article 30 desdits règlements:

1. The following Article 30a is added immediately after Article 30 of said regulations:

30a. Lorsque des systèmes de chauffage à l'eau chaude sont alimentés au moyen de régulateurs automatiques, il sera nécessaire d'ajouter un réservoir d'expansion fermé, en plus de la soupape de trop-plein (relief-valve) qui est appliquée à la fournaise. Ce réservoir sera de modèle approuvé et pourvu d'un indicateur qui déterminera si le niveau actuel de l'eau est proportionnel à la capacité du système et n'excède pas la limite permise.

30a. In the case where hot water heating systems are fed by means of automatic water regulators, it will be necessary to provide in addition to the relief valve on the furnace, a cushion tank of approved type which shall be equipped with a water glass arrangement in order that an observation can be made to determine that the actual water level is within the working range, proportionate to the capacity of the system.

Certifié,

Certified,

WM. LEARMONTH,  
Dépt. Greffier Conseil Exécutif.

WM. LEARMONTH,  
Dept. Clerk of the Executive Council.

3363-o

3364

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 juin, 1935, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur, le 7 juin 1935.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated June 6, 1935, approved by the Lieutenant-Governor on June 7, 1935.

Concernant la Loi de la limitation des heures de travail.

Concerning the Act Respecting the Limiting of Working Hours.

1444

1444

L'Honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 juin (1935) recommande:

Que l'arrêté ministériel No 1496 du 12 juillet, 1933, en exécution de la Loi de la Limitation des Heures de Travail (23 Geo. V, ch. 40), soit amendée de la façon suivante:

L'article I-A suivant est ajouté:

"I-A.—Nonobstant les dispositions de l'article I du présent arrêté, à compter du 1er juin, 1935, le comté d'Arthabaska, division des Cantons de l'Est, est assujéti, en ce qui touche les heures de travail, à la semaine de 48 heures, la journée ne devant pas excéder 8 heures".

Certifié,

WM. LEARMONTH,

3365-o Député-Greffier Conseil Exécutif.

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated June 6, 1935, recommends:

That the Order in Council No. 1496 of July 12, 1933, for the carrying out of the provisions of the Act respecting the Limiting of Working Hours (23 Geo. V, ch. 40), be amended in the following manner:

The following article I-A is added:

"I-A.—Notwithstanding the provisions of article I of the present Order in Council, on and from the 1st of June, 1935, the county of Arthabaska, Eastern Townships Division, is subject, with respect to working hours, to the 48 hour week, one day not to exceed 8 hours".

Certified,

WM. LEARMONTH,

3366 Deputy Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 juin, 1935, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 juin 1935.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated June 6, 1935, approved by the Lieutenant-Governor on June 7, 1935.

Concernant l'Union Nationale Catholique des Compagnons-Boulangers de Québec.

Concerning l'Union Nationale Catholique des Compagnons-Boulangers de Québec.

1450

1450

L'honorable ministre du Travail, dans un mémoire en date du 6 juin (1935), expose:

Attendu que, conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), L'Union Nationale Catholique des Compagnons-boulangers de Québec, section des distributeurs de pain, gâteaux et pâtisseries, lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated June 6, 1935, sets forth:

Whereas, pursuant to article 4 of the Act respecting the extension of Collective Labour Agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), L'Union Nationale Catholique des Compagnons-Boulangers de Québec, section des distributeurs de pain, gâteaux et pâtisseries, have presented to him a request to the effect that the collective Labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

La Boulangerie Nationale, Limitée;  
Arthur Maranda, 38, rue Bagot, Québec;  
Joseph Bédard, 216 rue de la Reine, Québec;  
T. Hethrington, Limitée;  
La Gerbe d'Or, Limitée;  
Jac. Falardeau, Enr.;  
Jos. Laflamme;  
Joseph Vaillancourt, Confiseur;  
Cyrille Laliberté;  
A. Arel, 26 rue Déziel, Lévis;  
P.-E. Huard, 262 rue Commerciale, Saint-Romuald;  
Raoul Faucher, 43, rue Déziel, Lévis;  
Jos. Paradis, 183 rue Arago, Québec.

La Boulangerie Nationale, Limitée;  
Arthur Maranda, 38 Bagot Street, Quebec;  
Joseph Bédard, 216 Queen Street, Quebec;  
T. Hethrington, Limitée;  
La Gerbe d'Or, Limitée;  
Jac. Falardeau, Enr.;  
Jos. Laflamme;  
Joseph Vaillancourt, confectioner;  
Cyrille Laliberté;  
A. Arel, 26 Déziel Street, Levis;  
P. E. Huard, 262 Commerciale St., St-Romuald;  
Raoul Faucher, 43 Déziel Street, Levis;  
Jos. Paradis, 183, Arago Street, Quebec;

Et, D'AUTRE PART:

And, ON THE OTHER PART:

L'Union Nationale Catholique des Compagnons-boulangers de Québec, section des distributeurs de pain, gâteaux et pâtisseries, soit rendue obligatoire pour tous les employés et les employeurs des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

1.—Les mots "distributeurs de pain, gâteaux et pâtisseries", signifient dans le présent contrat,

"L'Union Nationale Catholique des Compagnons boulangers de Québec, section des distributeurs de pain, gâteaux et pâtisseries" be rendered obligatory for all the employees and employers of the trades concerned, according to the following conditions:

1.—The words "bread, cake and pastry deliverer" signifies, in the present agreement, the

le vendeur, solliciteur et collecteur qui est en charge d'une livraison de pain, de gâteaux et de pâtisseries, qu'elle soit faite en voiture à traction animale ou en camion ou de toute autre manière possible.

II.—L'employé en charge d'une de ces livraisons de pain, gâteaux et pâtisseries, sera considéré comme premier homme sur cette voiture et devra retirer le salaire mentionné dans la présente convention.

III.—Lorsqu'il y a deux vendeurs sur la même voiture ou camion, l'employé en charge de cette livraison sera l'homme responsable et en retour retirera le premier salaire, et le deuxième homme ne sera qu'un assistant, sera considéré comme un aide et n'aura droit qu'au salaire mentionné dans la présente convention pour un aide ou deuxième vendeur sur une voiture.

IV.—Les Patrons-boulangers devront fournir à leurs employés distributeurs de pain, de gâteaux et de pâtisseries, des paniers spéciaux tel que recommandé par le Département d'Hygiène et aucune charge ne pourra être faite aux employés pour ces paniers.

V.—*Salaire minimum*: Le salaire minimum du distributeur de pain, gâteaux et pâtisseries en charge d'une livraison sera de \$15. par semaine.

VI.—Tout Patron-boulangier pourra engager ses distributeurs de pain, de gâteaux et de pâtisseries sur une base de commission, mais le total de cette commission ne devra jamais être inférieur au salaire minimum de \$15. par semaine.

VII.—Le deuxième employé sur une livraison de pain, de gâteaux ou de pâtisseries ne devra jamais recevoir moins qu'un salaire minimum de \$6. par semaine, mais les Patrons-boulangers et pâtisseries pourront toujours payer à ces deuxièmes employés un meilleur salaire suivant les aptitudes de cet employé ou le nombre de ses années de travail.

VIII.—Les employés préposés exclusivement à la livraison des commandes qu'ils n'ont pas sollicitées ou à toute autre livraison générale, ne sont pas considérés comme des distributeurs de pain, gâteaux et de pâtisseries, ou des vendeurs de pain, de gâteaux ou de pâtisseries, mais comme des employés livreurs seulement et le salaire minimum de ces employés ne devra jamais être inférieur à \$10. par semaine.

IX.—Les distributeurs de pain, de gâteaux et de pâtisseries ne sont pas responsables de la collection de l'argent, mais sont responsables à leur patron des argents collectés.

X.—Le salaire des distributeurs de pain, gâteaux et pâtisseries sera payé le vendredi soir de chaque semaine.

XI.—La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend le district judiciaire de Québec. Toutefois, dans les comtés de Portneuf et de Lotbinière, ne sont assujettis aux présentes dispositions que les maîtres-boulangers vendant toute ou une partie de leur production dans un ou des comtés limitrophes appartenant au district judiciaire de Québec.

XII.—En dehors de la Cité de Québec et de la ville de Lévis, dans un rayon de quinze (15) milles de leurs limites dans le même district de Québec, l'échelle de salaire fixée aux articles précédents pourra être réduite de 10%.

XIII.—La durée du travail sera de 72 heures par semaine.

XIV.—La présente convention sera en vigueur à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et demeurera en vigueur jusqu'au 1er novembre 1935; elle se renouvellera automatiquement à l'expiration de ce délai à

vendor, solicitor, collector who is in charge of a delivery of bread, cake and pastry, whether the delivery be made in horse-drawn vehicle, truck or any other possible manner.

II.—The employee in charge of one of the deliveries of bread, cake and pastry, shall be considered as first man on the said wagon and should draw the salary mentioned in the present agreement.

III.—When there are two vendors on the same wagon or truck, the employee in charge of this delivery shall be the responsible man and in return shall draw the first salary, and the second man shall be but an assistant, he shall be considered as a helper and shall only be entitled to the salary mentioned in the present agreement for a helper or second vendor on a wagon.

IV.—The master bakers should furnish their employees delivering bread, cakes and pastry, special baskets as recommended by the Department of Health and no charge shall be made to the employees for the said baskets.

V.—*Minimum wage*: The minimum wage for a deliverer of bread, cake and pastry, in charge of one delivery, shall be \$15.00 per week.

VI.—Any master-baker may engage deliverers of bread, cake and pastry on a commission basis, but the total of the said commission must never be less than the minimum wage of \$15.00 per week.

VII.—The second employee on a delivery of bread, cake or pastry must never receive less than a minimum wage of \$6.00 per week, but the master-bakers and Pastry makers may, however, pay these second employees a higher salary according to the qualifications of the said employee or the number of years of work.

VIII.—Employees employed exclusively with the delivery of orders which they have not solicited or with any other general delivery, shall not be considered as deliverers of bread, cake or pastry or vendors of bread, cake or pastry, but as employed deliverers only and the minimum wage for these employees must never be less than \$10.00 per week.

IX.—The deliverer of bread, cake or pastry shall not be responsible for the collection of money, but shall be responsible for the remittance to their employers of all money collected.

X.—The wages for deliverers of bread, cake and pastry shall be paid Friday night of each week.

XI.—The territorial jurisdiction determined by the present agreement shall comprise the judicial district of Quebec. However, in the counties of Portneuf and Lotbinière, only master-bakers selling all or any part of their production in one or more adjoining counties belonging to the judicial district of Quebec shall be subject to the provisions hereof.

XII.—Outside the City of Quebec and the town of Lévis within a radius of fifteen (15) miles of their limits in the same district of Quebec, the scale of wages fixed by the preceding articles may be reduced by 10%.

XIII.—The time of labour will be 72 hours per week.

XIV.—The present agreement will be in force from the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present request and shall remain in force until the 1st of November 1935; it shall be renewed automatically at the expiration of this delay unless one

moins que l'une des parties ait notifié l'autre partie de son intention de la modifier, au moins 30 jours avant cette date.

XV.—Lorsque le Patron-boulangier occupera la position d'un premier employé sur un camion de livraison et qu'il utilisera les services d'un chauffeur, ce dernier ne tombera pas dans la classe des aides ou ne sera pas considéré comme deuxième homme mais devra retirer un salaire d'au moins \$15. par semaine.

Attendu que les dispositions relatives au taux de salaire et à la durée du travail pour les métiers visés dans ladite requête ont acquis une signification et une importance prépondérantes:

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 avril 1935 et que l'honorable ministre n'a pas cru donner suite aux objections formulées contre ladite requête:

L'honorable ministre recommande l'approbation de ladite requête, conformément aux dispositions de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64.

Certifié,

WM. LEARMONTH,  
3367-o      Dép. Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 6 juin 1935, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 juin 1935.

Concernant "Danish Canadian Society,  
Montreal, Inc."

1401

L'Honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du 6 juin (1935), expose:

Que "Danish Canadian Society, Montreal, Inc." a transmis ses règlements pour approbation;

Qu'il y a lieu, vu le rapport du Procureur général, en date du 4 juin 1935, d'approuver les dits règlements;

En conséquence, l'Honorable Secrétaire recommande que les dits règlements de "Danish Canadian Society, Montreal, Inc." soient approuvés conformément aux dispositions de l'article 207B de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicte par 23 George V, chapitre 83.

Certifié,

WM. LEARMONTH,  
3387-o      Dép. Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 12 juin 1935, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 13 juin 1935.

Touchant la Loi de la protection des plantes.

1536

L'Honorable Ministre de l'Agriculture, dans un mémoire en date du 12 juin 1935, expose:

Que l'article 25 de la loi de la protection des plantes (Statuts refondus de 1925, chapitre 72, tel que remplacé par la loi 19 George V, chapitre 25) autorise le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, à faire, modifier ou révoquer des règlements pour toutes fins nécessaires à la mise à exécution de ladite loi;

Que par l'arrêté (No 1250) du 15 juin 1933, le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en vertu de l'article 6 de ladite loi, un règlement

of the parties hereto shall have notified the other party hereto of his intention to amend the same, at least 30 days before the said date.

XV.—When the Master-Baker fills the position of first employee on a delivery truck and if he employs a chauffeur, the latter does not come under the class of helper nor shall he be considered as second man, but he must draw a salary of at least \$15.00 per week.

Whereas the provisions respecting the rate of wages and the time of labour for the trades contemplated in the said request have acquired a preponderant significance and importance:

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of April 20, 1935, and that the Honourable Minister has not seen fit to accept the objections made against the said request:

The Honourable Minister recommends the approval of the said request, pursuant to the provisions of the Act 24 Geo. V, chapter 65, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64.

Certified,

WM. LEARMONTH,  
3368      Dept. Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated June 6, 1935, approved by the Lieutenant-Governor on June 7, 1935.

Concerning the "Danish Canadian Society,  
Montreal, Inc."

1400

The Honourable Provincial Secretary, in a memorandum dated June 6, 1935, sets forth:

That the "Danish Canadian Society, Montreal, Inc." has submitted its by-laws for approval;

That it is expedient, seeing the report of the Attorney General, dated June 4, 1935, to approve the said by-laws;

Therefore, the Honourable Secretary recommends that the said by-laws of the "Danish Canadian Society, Montreal, Inc." be approved pursuant to the provisions of Article 207B of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23 George V, chapter 83.

Certified,

WM. LEARMONTH,  
3388      Dept. Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated June 12, 1935, approved by the Lieutenant-Governor on June 13, 1935.

Concerning the Plant Protection Act.

1536

The Honourable Minister of Agriculture, in a memorandum dated June 12, 1935, sets forth:

That Article 25 of the Plant Protection Act (Revised Statutes 1925, chapter 72, as replaced by the Act 19 George V, chapter 25), authorizes the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister of Agriculture, to enact, amend or repeal any regulations for all purposes necessary for the carrying out of the provisions of the said Act;

That by Order in Council (No. 1250) of June 15, 1933, the Lieutenant-Governor in Council has adopted, in virtue of Article 6 of the said Act, a

concernant la répression de la mouche de la pomme;

Que ledit règlement est en vigueur depuis le 23 juin 1933, date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*;

Qu'il y a lieu de reviser et de refondre ce règlement et d'en étendre l'application à de nouveaux territoires;

Pourquoi le soussigné recommande que le susdit règlement concernant la mouche de la pomme soit abrogé et remplacé par le règlement, dont copie est annexée au mémoire susdit.

Certifié,

A. MORISSET,  
Greffier Conseil Exécutif.

regulation concerning the suppression of the apple maggot;

That the said regulation is in force since the 23rd of June, 1933, the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*;

That it is expedient to devise and replace the said regulation and to extend the application thereof to new territories;

Therefore the undersigned recommends that the above regulations concerning the apple maggot be repealed and replaced by the regulation, a copy whereof is annexed to the aforesaid memorandum.

Certified,

A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENTS TOUCHANT LA RÉPRESSION DE LA MOUCHE DE LA POMME

ARTICLE 1er.—*Définition:*

L'expression "mouche de la pomme" désigne l'insecte connu sous ce nom et aussi dénommé "Rhagoletis pomonella" (Walsh) et dont la larve est vulgairement appelé "ver de chemin de fer".

ARTICLE 2.—*Arrosage:*

Sauf l'exception mentionnée au premier alinéa de l'article 3, tout pommier sauvage ou cultivé doit être arrosé une fois entre le 12 et le 15 juillet et une seconde fois entre le 28 juillet et le 1er août de chaque année, à moins qu'il n'en soit ordonné autrement par l'entomologiste.

On emploiera pour chaque arrosage un mélange constitué comme suit et dans la proportion suivante: une livre et demie (1½) d'arséniat de plomb, ou une (1) livre d'arséniat de calcium, en dissolution dans quarante (40) gallons d'eau ou de bouillie soufrée diluée.

Sera tolérée, pour tenir lieu d'arrosage, l'application d'une poudre contenant au moins 10 p. 100 d'arséniat de plomb ou 7½ p. 100 d'arséniat de calcium.

ARTICLE 3.—*Destruction des pommes:*

Les prescriptions de l'article qui précède ne s'appliquent pas aux pommiers gardés pour fins ornementales et dont on a enlevé et détruit toutes les pommes, avant le 10 juillet de l'année en cours.

Les pommes tombées doivent être soigneusement ramassées et détruites, au moins une fois par semaine à partir du 10 août de chaque année.

Néanmoins, on peut donner ces pommes en nourriture aux animaux, les passer au pressoir, les enfouir sous trois pieds de terre ou en disposer de toute autre façon approuvée par l'entomologiste.

ARTICLE 4.—*Destruction des pommiers:*

Sauf le cas prévu au premier alinéa de l'article 3, on doit abattre tout pommier qui n'a pas subi le traitement prescrits par l'article 2. Sinon l'entomologiste y pourvoit lui-même, aux dépens de la personne en défaut.

ARTICLE 5.—*Application du règlement:*

Le présent règlement s'applique à toute personne qui garde ou possède un ou des pommiers, à quelque titre et pour quelque fin que ce soit, dans l'une des zones créées en vertu de l'article 6.

Dans l'accomplissement des prescriptions édictées par ce règlement, on doit se soumettre aux ordres et instructions que l'entomologiste peut donner.

REGULATIONS RESPECTING THE SUPPRESSION OF THE APPLE MAGGOT.

ARTICLE 1ST.—*Definition:*

The expression "Apple Maggot" designates the insect known under said name and also called "Rhagoletis Pomonella, Walsh), the larvae of which is commonly called "Railroad Worm".

ARTICLE 2.—*Sprinkling:*

Save the exception mentioned in the first paragraph of article 3, all wild or cultivated apple trees must be sprinkled *once* between the 12th and the 15th of July and *again* between the 28th of July and the 1st of August of each year, unless otherwise ordered by the entomologist.

For each sprinkling a solution composed of one and one half pounds (1½) of lead arsenic or one (1) pound of arsenate of calcium for every forty (40) gallons of water or diluted sulphuric solution should be used.

Instead of this solution, a powder containing at least 10% lead arsenic or 7½% arsenate of calcium may be used.

ARTICLE 3.—*Destruction of Apples:*

The provisions of the foregoing article do not apply to apple trees kept for ornamental purposes and upon which all the apples have been removed or destroyed before the 10th of July of the current year.

The fallen apples must be carefully gathered and destroyed at least once a week after the 10th of August of each year.

However, such apples may be given as food to cattle, pressed, buried three feet underground or disposed of in any other manner approved of by the entomologist.

ARTICLE 4.—*Destruction of Apple-Trees:*

Save in the case provided for in the first paragraph of article 3, all apple trees which have not been treated as prescribed in article 2 must be cut down. Otherwise, the entomologist must attend to it himself, at the expense of the person in default.

ARTICLE 5.—*Application of the Regulation:*

The present regulation applies to any person who keeps or owns one or more apple-trees, under any title and for any purpose whatsoever, within any of the zones created in virtue of article 6.

For the carrying out of the provisions enacted by this regulation, one must comply with the orders and instructions which may be given by the entomologist.

ARTICLE 6.—*Création de zones:*

Le présent règlement s'applique:

1. Aux municipalités ou parties de municipalités et, dans un rayon de trois cents (300) verges, au territoire adjoignant à telles municipalités ou parties de municipalités, dont voici la liste:

Dans le comté de Chambly: la municipalité de Saint-Bruno de Montarville;

Dans le comté de Châteauguay: les municipalités de la Ville de Châteauguay; de la Ville de DeLery, de Saint-Antoine abbé (est), de Saint-Joachim, de Sainte-Philomène; la concession sud-est de la rivière Noire dans la municipalité de Saint-Jean-Chrysostôme;

Dans le comté des Deux-Montagnes: les municipalités de L'Annonciation (Oka) (Village et Paroisse, de Saint-Joseph-du-Lac; la partie ouest, à partir des lots 232-236 de la concession sud de la Petite-Rivière, dans la municipalité de Saint-Eustache; cette partie de la Côte Saint-Jean-Sud, depuis les limites de la paroisse de Saint-Eustache jusqu'au lot 33, dans la municipalité de Saint-Benoit;

Dans le comté de Huntingdon: les municipalités du Village de Hemmingford, du canton de Franklin, du canton de Havelock, du canton de Hemmingford; cette partie des rangs 1er, 2 et 3 du canton de Hinchbrook située à l'est du chemin qui part de la frontière internationale et se dirige vers le nord en passant par Herdman's Corners;

Dans le comté d'Iberville: les troisième et quatrième concessions Nord de la municipalité de Saint-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir;

Dans le comté de Missisquoi: les municipalités de Freleighsburg (village et canton);

Dans le comté de Napierville: la municipalité de Saint-Patrice de Sherrington;

Dans le comté de Rouville: les municipalités de Saint-Hilaire de Rouville, de Saint-Jean-Baptiste, de Saint-Michel de Rougemont, de Saint-Paul d'Abbotsford, du Village de Rougemont, du Village de Saint-Hilaire;

Dans le comté de Saint-Jean: les huitième et neuvième concessions Sud du Domaine et la neuvième concession Nord du Domaine, dans la municipalité de Lacolle;

2. En dehors des circonscriptions déterminées ci-dessus, à tout verger d'une superficie d'au moins deux (2) acres que l'entomologiste du ministère de l'Agriculture peut désigner, sur la requête du propriétaire ou occupant, et au territoire contigu à tel verger dans un rayon de trois cents (300) verges; après publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*.

ARTICLE 7.—*Entrée en vigueur.*

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. 3397-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 12 juin 1935, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 13 juin 1935.

Concernant les mauvaises herbes.

1537

L'Honorable Ministre de l'Agriculture, dans un mémoire en date du 12 juin 1935, expose:

Que les règlements concernant les mauvaises herbes, édictés le 25 mars 1928, par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, en vertu de l'article 7

ARTICLE 6.—*Creation of Zones:*

The present regulation applies to:

1. Those municipalities or parts of municipalities and within a radius of three hundred (300) yards of the territory adjoining such municipalities or parts of municipalities, a list whereof follows:

In the county of Chambly, the municipality of Saint Bruno de Montarville;

In the county of Chateauguay: the municipalities of the town of Chateauguay; of the town of de Léry; of Saint Antoine Abbé (East) of Saint Joachim, of Sainte Philomène; the concession Southeast of "La Rivière Noire" in the municipality of Saint Jean Chrysostome;

In the county of Two-Mountains: the municipalities of L'Annonciation (Oka), (Village and parish of Saint Joseph du Lac; the West part, starting from lots 232-236, of the South concession of "La Petite Rivière", in the municipality of Saint Eustache; that part of "Côte Saint Jean Sud" from the limits of the parish of Saint Eustache as far as lot 33, in the municipality of Saint Benoit;

In the county of Huntingdon; the municipalities of the village of Hemmingford, of the township of Franklin, of the township of Havelock, of the township of Hemmingford; that part of ranges one, two and three of the township of Hinchbrook, situate East of the road which starts from the international boundary line and runs North passing by Herdman's Corners;

In the county of Iberville: the third and fourth concessions North of the municipality of Saint Grégoire-le-Grand-de-Monnoir;

In the county of Missisquoi: the municipalities of Freleighsburg, (village and township);

In the county of Napierville: the municipality of Saint Patrice de Sherrington;

In the county of Rouville: the municipalities of Saint Hilaire de Rouville, of Saint-Jean-Baptiste, of Saint Michel de Rougemont, of Saint Paul d'Abbotsford, of the village of Rougemont, of the village of Saint Hilaire;

In the county of Saint John's: the eighth and ninth concessions South of the "Domaine" and the ninth concession North of the "Domaine", in the municipality of Lacolle;

2. Outside of the districts hereinabove stated, to any orchard of at least two (2) acres in area which the Entomologist of the Department of Agriculture may designate, upon the request of the owner or occupant, and to the territory contiguous to such orchard, within a radius of three hundred (300) yards; after publication of a notice to that effect in the *Quebec Official Gazette*.

ARTICLE 7.—*Coming into force.*

The present regulation shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*. 3398

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated June 12th., 1935, approved by the Lieutenant-Governor on June 13th., 1935.

Respecting Noxious Weeds.

1537

The Honourable Minister of Agriculture, in a memorandum dated June 12th., 1935, sets forth:

That the regulations concerning noxious weeds, enacted on March 25th., 1928, by the Lieutenant-Governor in Council, in virtue of Article 7 of the

de la Loi des abus préjudiciables à l'agriculture (Statuts Refondus de 1925, chapitre 264, tel qu'amendé par la loi 18 George V, chapitre 78), et publiés dans la *Gazette officielle de Québec* du 30 juin 1928, soient amendés en y ajoutant à la nomenclature contenue en l'article 1, la plante suivante:

Nom français	Nom anglais	Nom scientifique	French name	English Name	Scientific Name.
Cuscute	Dodder	Cuscuta sp.	Cuscute	Dodder	Cuscuta sp.
	Certifié,				
	A. MORISSET,				
3399-o	Greffier	Conseil Exécutif.	3400	Clerk of the Executive Council.	

Agricultural Abuses Act (Revised Statutes of 1925, chapter 264, as amended by the Act 18 George V, chapter 78), and published in the *Quebec Official Gazette* of June 30th., 1928, be amended by adding the following plant to the list contained in Article 1:

Nom français	Nom anglais	Nom scientifique	French name	English Name	Scientific Name.
Cuscute	Dodder	Cuscuta sp.	Cuscute	Dodder	Cuscuta sp.
	Certifié,				
	A. MORISSET,				
	Clerk of the Executive Council.				

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 12 juin 1935, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 13 juin 1935.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated the 12th of June 1935, approved by the Lieutenant-Governor the 13th of June 1935.

Concernant l'Association des Employés en Plomberie et en Chauffage pour la ville et le comté de Hull.

Respecting "L'Association des Employés en Plomberie et en Chauffage for the town and the County of Hull"

1548

1548

L'Honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 12 juin, (1935) expose:

The Honourable the Minister of Labour, in a Memorandum dated the 12th of June (1935), sets forth:

Attendu que, conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56 amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), l'Association des Employés en Plomberie et en Chauffage pour la ville et le comté de Hull, lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

Whereas, pursuant to article 4 of the Act respecting the Collective Labour Agreements, (24 Geo. V, ch. 56 amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), "L'association des Employés en Plomberie et en Chauffage" for the town and the county of Hull, has presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

On the ONE PART:

Louis Gendron & Fils, 91 rue Dupont, Hull; Sylvio Granger, 316 rue Champlain, Hull; Alyre Leblanc, Wilfrid-D. St-Cyr, 68 rue Notre-Dame, Hull; Ernest Thibault, 22 rue Florent, Hull, tous entrepreneurs en plomberie et en chauffage de la ville et du district de Hull,

Louis Gendron & Fils, 91 Dupont Street, Hull; Sylvio Granger, 316 Champlain Street, Hull; Alyre Leblanc; Wilfrid-D. St-Cyr, 68 Notre Dame Street, Hull; Ernest Thibault, 22 Florent Street, Hull, all plumbing and steamfitting contractors, of the town and district of Hull,

ET, D'AUTRE PART:

AND, ON THE OTHER PART:

L'Association des Employés en Plomberie et en Chauffage, soit rendue obligatoire pour les employés et les employeurs des métiers visés suivant les conditions ci-après:

"L'Association des Employés en Plomberie et en Chauffage", be made obligatory for the employees and employers of the said trades according to the conditions hereinafter set forth:

I.—Définitions: Le mot "employeur" dans la présente convention signifie et comprend toute personne ou corporation détenant une licence de mécanicien en tuyauterie qui emploie un ou plusieurs ouvriers licenciés, en vertu de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (S. R. Q. 1925, chapitre 176-A et amendements), toute personne ou corporation qui utilise les services personnels d'un entrepreneur mécanicien en tuyauterie, celui-ci devenant dans la circonstance un salarié.

I.—Definition: The work "employer" in the present agreement signifies and includes any person or corporation holding a pipe-mechanic's license, who employs one or several licensed workmen in virtue of the Pipe-Mechanics Act (R. S. Q. 1925, Chapter 176-A and amendments) any person or corporation requiring the personal service of a pipe-mechanic contractor, the latter shall be classed, in such case, as an employee.

II.—Seuls les apprentis auxquels le Bureau des examinateurs des mécaniciens en tuyauterie aura décerné un certificat de compétence pourront travailler aux travaux en voie d'exécution dans la juridiction territoriale déterminée à l'article III.

II.—Those apprentices only to whom the Board of Examiners of Pipe-Mechanics shall award a certificate of competency, shall be entitled to work at the works in course of execution in the territorial jurisdiction determined by article III.

III.—La juridiction territoriale comprend les comtés de Hull, Gatineau, Pontiac, Abitibi, Témiscamingue, Labelle et Papineau.

III.—The territorial jurisdiction comprises the Counties of Hull, Gatineau, Pontiac, Abitibi, Temiscamingue, Labelle and Papineau.

Toutefois, dans les comtés de Gatineau, Pontiac, Abitibi, Témiscamingue, Labelle et Papineau, la présente convention ne s'applique qu'aux édifices publics mentionnés à l'article 2 de la Loi des édifices publics (S. R. Q. 1925, chapitre 176 et amendements.)

However, in the Counties of Gatineau, Pontiac, Abitibi, Temiscamingue, Labelle and Papineau, the present agreement applies only to the public buildings mentioned in article 2 of the Public Building Safety Act (R. S. Q. 1925, Chapter 176 and amendments.)

IV.—L'employeur, tel que défini à l'article I, doit payer les salaires minima suivants:

Maitres-plombiers (services personnels).....	\$1.25 de l'heure
Compagnons.....	.75 " "
Apprentis de 1ère année.....	.10 " "
Apprentis de 2ème année.....	.15 " "
Apprentis de 3ème année.....	.20 " "
Apprentis de 4ème année.....	.25 " "
Jeunes compagnons (improvers)	
1er six mois.....	.40 " "
Jeunes compagnons (improvers)	
2ième six mois.....	.50 " "

V.—Chaque compagnon ou jeune compagnon aura droit à un seul apprenti; il ne sera permis d'employer qu'un seul jeune compagnon (improver) par deux compagnons.

VI.—La durée du travail sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel No 1253 du 14 juin 1933, modifié par l'arrêté No 160 du 17 janvier 1935, en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail (23 Geo. V, ch. 40).

VII.—En cas de non application ou de dérogation accordée par l'autorité compétente à la durée du travail, le tarif de salaire pour les heures supplémentaires de travail sera fixé de gré à gré entre l'employeur et l'employé, sujet à ratification du comité conjoint.

VIII.—Pour tous les travaux exécutés en dehors du lieu de résidence de l'employé, le transport et la pension seront à la charge de l'employeur sans pour cela que le salaire de l'employé soit réduit.

IX.—La présente convention ne s'applique pas à l'industrie agricole.

X.—La présente convention sera valable à compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la dite requête et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1936, inclusivement.

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires du métier de plombier et dans la juridiction territoriale indiquée dans la dite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que la dite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du samedi 11 mai 1935, et qu'aucune objection n'a été formulée de cette date contre ladite requête;

L'Honorable Ministre recommande l'approbation de ladite requête, conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56 amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64.

Certifié,  
A. MORISSET,  
Greffier Conseil Exécutif.

3403-o

Copie du rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif, en date du 12 juin 1935, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 13 juin 1935.

Concernant la Fédération Ouvrière de Victoriaville et des environs No 19865.

1547

L'honorable Ministre du Travail, dans un mémoire en date du 12 juin (1935), recommande:

Attendu que conformément à l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), la Fédération Ouvrière de

IV.—The employer, as defined in article I, shall pay the following minimum wage:

Master-plumbers (personal services).....	\$1.25 per hour
Journeymen.....	.75 " "
Apprentices, 1st year.....	.10 " "
Apprentices, 2nd year.....	.15 " "
Apprentices, 3rd year.....	.20 " "
Apprentices, 4th year.....	.25 " "
Improvers, 1st six months.....	.40 " "
Improvers, 2nd six months.....	.50 " "

V. Each journeyman or improver shall be entitled to one apprentice only; one improver only shall be allowed per two journeymen.

VI.—The duration of labour shall be in conformity with the provisions of Order in Council No. 1253 of June 14th., 1933, amended by Order No. 160 of January 17th., 1935, for the carrying out of the provisions of the Act respecting the limiting of working hours (23 Geo. V, ch. 40).

VII.—In case of non-application or of derogation, granted by competent authority respecting the duration of labour, the rate of wages for overtime work shall be determined by private agreement between the employer and the employee, subject to ratification by the Joint Committee.

VIII.—For any work performed away from the residence of the employee, transportation and board shall be charged to the employer, without any reduction to the employee's wages, on this account.

IX.—The present agreement does not apply to Agricultural Industry.

X.—The present agreement shall be valid from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the said request and shall remain in force until the 31st of March 1936, inclusively.

Whereas the provisions respecting the rate of wages and the hours of labour for the plumbing trade and within the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired preponderant significance and importance;

Whereas the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette* of Saturday, May 11th., 1935 and that no objections have been made from this date against the said petition;

The Honourable Minister recommends the approval of the said petition in conformity with the provisions of article 4 of the Act 24 Geo. V, Chapter 56 amended by 25-26 Geo. V, Chapter 64.

Certified,  
A. MORISSET,  
Clerk of the Executive Council.

3404-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated June 12th, 1935, approved by the Lieutenant-Governor on June 13th, 1935.

Concerning "La Fédération Ouvrière de Victoriaville et des environs No 19865."

1547

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated June 12th, 1935, sets forth:

Whereas, pursuant to Article 4 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements (24 Geo. V, chapter 56 amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), "La Fédération Ouvrière

Victoriaville et des environs No 19865, représentée par un comité composé de MM. Johnny Bécotte, J.-A. Pelletier, A. Hamel, E. Lalier et E. Gagnon, lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

## D'UNE PART:

La Fédération Ouvrière de Victoriaville et des environs No 19865, représentée par un comité composé de MM. Johnny Bécotte, J.-A. Pelletier, A. Hamel, E. Lalier et E. Gagnon;

## Et, D'AUTRE PART:

MM. Gardner, Albert, ent.-général, 90 St-Jean Bapt., Victoriaville; Roberge, Louis, ent.-menuisier, 102 St-Jean-Baptiste; Ross, Omer, ent.-menuisier, 2 rue Désiré; Provencher, L.-E., ent.-électricien, 95 rue Notre-Dame; Gaudet, J.-A., ent.-plombier, rue du Moulin; Denoncourt, A., ent.-plombier, 5 rue Deschamps; Paradis, Malcolm, ent.-plombier, 5 rue Deschamps; Houle, J.-W., ent.-plombier, 110 rue Notre-Dame; Genest, Joseph, ent.-plombier, 34 rue Albert; Leblanc, J.-A. ent.-plâtrier, Victoriaville; Gardner, Edmond, ent.-briqueteur, Victoriaville; Nadeau, Joseph, ent.-maçon, rue St-Jean Baptiste; Desloges, Filias, ent.-briqueteur, 11 rue Descourcelles; Hamel, J.-A., ent.-peintre, 7 rue Saint-Pierre; Bolduc, Thomas, ent.-peintre, rue du Marché; Côté, Domina, ent.-peintre, 25 rue St-Philippe; Champagne, Louis, ent.-peintre, rue Perrault; Drouin, Roméo, ent.-peintre, rue Académie; Tousignant, Armand, ent.-peintre, 9 rue des Forges; Houle, Roland, ent.-peintre, 32 rue Dubord; Hébert, Arthur, ent.-peintre, 57 rue Notre-Dame; Laroche, Aimé, ent.-peintre, 128 rue St-Jean Baptiste; Bolduc, Honoré, ent.-peintre, 9 rue du Marché; Bellemare, Henry, ent.-peintre, Victoriaville; Lambert, Denerie, ent.-peintre, Victoriaville; Crevier, J.-R., ent.-peintre, 23 rue St-François, tous entrepreneurs de l'industrie de la construction du comté d'Arthabaska, soit rendu obligatoire pour les employeurs et les ouvriers des métiers du bâtiment, relativement à la construction, réparation ou démolition des immeubles et suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, du 16 mars et du 20 avril 1935;

Attendu que l'honorable Ministre a reçu des objections contre ladite requête et qu'il les a soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaires et à la durée du travail, pour les métiers concernés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête telle qu'amendée, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

L'honorable Ministre recommande l'approbation de ladite requête, conformément aux dispositions de l'article 4 de ladite loi, avec, toutefois, les nouvelles conditions suivantes agréées par les parties contractantes, les opposants et par lui-même et tenant lieu des conditions décrites dans ladite requête;

Se joignent aux parties contractantes de deuxième part:

MM. Henri Levasseur, entrepreneur; Raoul Goulet, entrepreneur-électricien; J.-N. Michaud, entrepreneur; A. Beauchesne, entrepreneur; L. Coulombe, entrepreneur-plombier; Alfred Blais, entrepreneur; Walter Lambert, entrepreneur; Lucien Fournier, entrepreneur-menuisier; Ed-

de Victoriaville et des environs No. 19865", represented by a committee formed by MM. Johnny Bécotte, J. A. Pelletier, A. Hamel, E. Lalier and E. Gagnon, have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between,

## ON THE ONE PART:

"La Fédération Ouvrière de Victoriaville et des environs No. 19865," represented by a committee formed by MM. Johnny Bécotte, J. A. Pelletier, A. Hamel, E. Lalier and E. Gagnon;

## And, ON THE OTHER PART:

MM. Gardner Albert, Gen.-Cont., 90 St. Jean Bapt., Victoriaville; Roberge, Louis, Gen.-Carp., 102, St. Jean Bapt.; Ross, Omer, Gen.-Carp., 2, Désiré St.; Provencher, L. E., Elec.-Cont., 95, Notre Dame St.; Gaudet, J. A., Plumb.-Cont., Du Moulin St.; Denoncourt, A., Plumb.-Cont., 5, Deschamps St.; Paradis, Malcolm, Plumb.-Cont., 5, Deschamps St.; Houle, J. W., Plumb.-Cont., 110, Notre Dame St.; Genest, Joseph, Plumb.-Cont., 34, Albert St.; Leblanc, J. A., Plast.-Cont., Victoriaville; Gardner, Edmond, Brickl.-Cont., Victoriaville; Nadeau, Joseph, Mason-Cont., St. Jean Baptiste St.; Desloges, Filias, Brickl.-Cont., 11, Descourcelles, St.; Hamel, J. A., Paint.-Cont., 7, St. Peter St.; Bolduc, Thomas, Paint.-Cont., Du Marché St.; Côté, Domina, Paint.-Cont., 25, St. Philippe St.; Champagne, Louis, Paint.-Cont., Perrault St.; Drouin, Roméo, Paint.-Cont., Académie St.; Tousignant, Arm., Paint.-Cont., 9, Des Forges St.; Houle, Roland, Paint.-Cont., 32, Dubord St.; Hébert, Arthur, Paint.-Cont., 57, Notre Dame St.; Laroche, Aimé, Paint.-Cont., 128, St. Jean Baptiste St.; Bolduc, Honoré, Paint.-Cont., 9 Du Marché St.; Bellemare, Henry, Paint.-Cont., Victoriaville; Lambert, Denerie, Paint.-Cont., Victoriaville; Crevier, J. R., Paint.-Cont., 23, St. François St.; all contractors of the building industry for the Arthabaska County, be rendered obligatory for the employees and employers of the building trades concerning the construction, repairs or demolishing of buildings and according to the conditions set forth in the *Quebec Official Gazette* of the 16th of March and of the 20th of April, 1935;

Whereas the Honourable Minister received objections against the said request and he submitted them to the appreciation of the contracting parties;

Whereas the provisions relating to the rate of wages and the duration of labour for the concerned trades and within the territorial jurisdiction determined in the said request, have acquired a preponderant significance and importance;

The Honourable Minister recommends the approval of the said request in conformity with the provisions of Article 4 of the said Law, with, however, the new following provisions agreed upon by the contracting parties, those objecting and by himself and to be substituted to the provisions set forth in the said request;

The following contractors agree to join with the contracting party of the second part:

MM. Henri Levasseur, Contractor; Raoul Goulet, Electrician Contractor; J. N. Michaud, Contractor; A. Beauchesne, Contractor; L. Coulombe, Plumber Contractor; Alfred Blais, Contractor; Walter Lambert, Contractor; Lucien Fournier, Carpentry Contractor; Edmond Thi-

mond Thiboutot, entrepreneur; Lucien Charest, électricien; J.-U. Morissette, entrepreneur, tous entrepreneurs du comté d'Arthabaska.

1. Les taux minima de salaire seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaire horaire
Briqueteurs.....	\$0.50
Maçons.....	.50
Plâtriers.....	.50
Electriciens.....	.35
Mécaniciens de machines à vapeur (construction).....	.35
Menuisiers et charpentiers.....	.35
Ferblantiers.....	.35
Plombiers.....	.35
Poseurs d'appareils de chauffage.....	.35
Peintres.....	.30
Charretiers, atelage simple.....	.40
Charretiers, atelage double.....	.55
Journaliers (ouvriers non qualifiés).....	.25

Toutefois: a) un rabais de dix sous de l'heure pour les métiers suivants: briqueteurs, maçons, plâtriers, et

b) un rabais de cinq sous de l'heure pour les autres métiers, à savoir: menuisiers et charpentiers, électriciens, plombiers et poseurs d'appareils de chauffage, ferblantiers, peintres et mécaniciens de machines à vapeur, seront autorisés pour des compagnons dont la capacité de travail est réduite en raison de leur âge, de leurs infirmités ou de toute autre déficience, et qui ne peuvent, en conséquence, donner un rendement moyen.

II. Le salaire minimum suivant sera payé aux apprentis dans tous les métiers énumérés à l'article I, exception faite des journaliers et charretiers:

Première année.....	\$0.15 de l'heure
Deuxième année.....	.20 "
Troisième année.....	.25 "

Les apprentis des métiers sous licence légale et obligatoire, seront rémunérés selon le taux de troisième année jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leur licence.

III. L'association professionnelle de métier, conformément à l'article 10 de la loi 24 Geo. V, ch. 56 et amendements, ou le bureau des examinateurs nommé par le comité conjoint, conformément à l'article 8 de la même loi, remettront sur demande, aux ouvriers présentement visés, une carte de qualification ou de compétence, indiquant s'ils sont compagnons dans leur métier ou apprentis. La carte des apprentis sera renouvelée annuellement, jusqu'au terme de leur apprentissage.

Le bureau des examinateurs d'une association professionnelle ou du comité conjoint émettra une carte de qualification spéciale identifiant les compagnons visés au deuxième alinéa de l'article I.

IV. La présente convention comprend comme juridiction territoriale le comté d'Arthabaska.

V. Notwithstanding les dispositions de l'article I des présents amendements, il est stipulé et convenu que dans toutes les municipalités de la juridiction territoriale déterminée à l'article IV et dont la population était de moins de 2,000 âmes au dernier recensement du Dominion du Canada, les ouvriers employés à des contrats de construction dont le coût total, salaires et matériaux compris, est de moins de \$2,000.00, pourront être rémunérés à cinq sous de moins par heure; mais dans le cas du charretier avec attelage simple, la

boutot, Contractor; Lucien Charest, Electrician; J. U. Morissette, Contractor; all contractors of the Arthabaska County.

I. The minimum rate of wages shall be the following for each of the subsequent trades:

Trades	Hourly rate
Bricklayers.....	\$0.50
Masons.....	0.50
Plasterers.....	0.50
Electricians.....	0.35
Steam engine-men (construction).....	0.35
Joiners and carpenters.....	0.35
Tinmen.....	0.35
Plumbers.....	0.35
Steamfitters.....	0.35
Painters.....	0.30
Carters, with single horse.....	0.40
Carters, with two horses.....	0.55
Laborers (non-qualified workmen).....	0.25

However: a) A reduction of \$0.10 per hour for the following trades: bricklayers, masons and plasterers and

b) A reduction of \$0.05 per hour for the other trades, i.e.: joiners and carpenters, electricians, plumbers and steamfitters, tinmen, painters and steam engine-men, will be permitted for journeymen the capacity of whom is lowered on account of age, invalidity or any other deficiency and who, consequently, cannot give the normal amount of work.

II. The following minimum salary shall be paid to apprentices in all the trades mentioned in Article I, with the exception of labourers and carters:

First year.....	\$0.15 per hour
Second year.....	0.20 " "
Third year.....	0.25 " "

The apprentices in trades obligatorily licensed under legislation will be paid according to the tariff fixed for the third year until they obtained their license.

III. The trade professional union, in conformity with section 10 of the Act 24 Geo. V, ch. 56, or the Board of Examiners appointed by the Joint Committee provided by section 8 of the said Act, will give on demand, to the contemplated workmen, a certificate of competency or qualification mentioning if they are journeymen or apprentices in their trade. The cards of the apprentices shall be renewed every year, until the apprenticeship is over.

The Board of Examiners of a professional association or of the Joint Committee shall issue a special certificate of competency to workmen contemplated by paragraph 2 of Article 1.

IV. The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the Arthabaska County.

V. Notwithstanding the provisions of Section 1 of the present amendments, it is stipulated and agreed that in all the municipalities situated in the territorial jurisdiction determined in Section IV the population whereof is less than 2,000 souls according to the last census of the Dominion of Canada, workmen employed on building contracts the cost whereof, salaries and materials included, is less than \$2,000.00, may receive 5 cents less per hour; but in the case of the carter, with a single horse, the reduction shall be 15

réduction sera de 15 sous par heure et dans celui du charretier avec attelage double, de 20 sous par heure.

VI. La durée du travail sera conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel No 1496 du 12 juillet, 1933, et de ses amendements en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail (23 Geo. V, ch. 40). Pour les travaux de construction non assujettis à ladite loi, la journée régulière de travail sera de huit (8) heures pour les ouvriers de métier et ne devra pas excéder neuf (9) heures pour les journaliers (ouvriers non-qualifiés) et les aides.

VII. Conformément au paragraphe A de l'article 14B de la loi 24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64, la présente convention n'est pas applicable à l'industrie agricole.

VIII. N'est pas assujettie aux dispositions de la présente convention la construction de l'immeuble des RR. FF. du Sacré-Cœur, à Arthabaska; les salaires seront réajustés par entente entre les RR. FF. du Sacré-Cœur et le Ministère du Travail.

IX. La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté ministériel l'approuvant et elle demeurera en vigueur pendant une période de 12 mois à compter de ladite date de publication.

La présente convention se renouvellera automatiquement à moins qu'une des parties contractantes notifie l'autre de son intention de la modifier ou de l'abroger, au moins trente jours avant son expiration.

Certifié,  
A. MORISSET,  
Greffier Conseil Exécutif.

3401-o

cents per hour and in the case of the carter with two horses, 20 cents per hour.

VI. The duration of labour shall be in conformity with the provisions of Order in Council No. 1496 of the 12th of July, 1933, and amendments thereto, for the putting into force of the Act respecting the limiting of hours of work (23 Geo. V, ch. 40). For building works exempted from the dispositions of the said Act, the regular day of work shall be eight (8) hours for qualified workmen and shall not exceed nine (9) hours for labourers, helpers and unqualified workmen.

VII. In conformity with paragraph A of section 14-B of the Collective Labour Agreements Extension Act, the present agreement is not applicable to the agricultural industry.

VIII. Is exempted from the provisions of this agreement, the construction of the building of "Les Révérends Frères du Sacré-Cœur d'Arthabaska"; the salaries shall be fixed by agreement, between "Les Révérends Frères du Sacré-Cœur d'Arthabaska" and the Department of Labour.

IX. The present agreement shall be valid from the date of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present petition and shall remain in force during 12 months from such date.

The present agreement shall renew itself automatically unless one of the contracting parties hereto notifies the other party of its intention of amending or repealing the same, at least 30 days before its expiration.

Certified,  
A. MORISSET,  
Clerk Executive Council.

3402-o

## Ministère du Travail

## Department of Labour

### AVIS

### NOTICE

(Relatif à une demande de modification de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 2208 du 12 septembre 1934, modifié par l'arrêté ministériel No 424 du 8 février 1935, par les parties contractantes de ladite convention).

(Respecting a request for the modification of the Collective Labour Agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 2208 of September 12, 1934, modified by the Order in Council No. 424 of February 8, 1935, by the contracting parties to the said agreement).

Conformément à l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56 amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), avis est donné par l'honorable C.-J. Arcand, ministre du Travail, que les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 2208 du 12 septembre 1934, modifié par l'arrêté ministériel No 424 du 8 février 1935, lui ont demandé les nouvelles modifications suivantes dudit arrêté:

Pursuant to article 5 of the Act respecting the collective labour agreement (24 Geo. V, ch. 56 amended by 25-26 Geo. V, ch. 64) notice is given by the Honourable C. J. Arcand, Minister of Labour that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 2208 of September 12, 1934, modified by the Order in Council No. 424 of February 8, 1935, have requested him to make the following new modifications to the said Order in Council.

L'article II-B suivant est ajouté à la suite de l'article II-A:

The following article II-B is added immediately after article II-A:

"II-B.—Aucun employeur ne pourra employer plus d'un apprenti pour dix compagnons; il est interdit à un employeur d'employer un apprenti s'il n'a pas à son service au moins dix compagnons."

"II-B.—No employer may employ more than one apprentice per ten journeymen; every employer is prohibited to employ an apprentice if he has not in his service at least ten journeymen."

Durant trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour will receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present request.

GERARD TREMBLAY,  
Sous-Ministre.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy Minister.

3369-o

3370

## AVIS

(Relatif à une demande d'extension de la convention collective de travail intervenue entre "L'Union Nationale Catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan" et "L'Union Nationale Catholique des Employés-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan".)

Conformément à l'Article 4 de la Loi de l'extension des conventions collectives de Travail (24 Geo. V, ch. 56, amendé par 25-26 Geo. V, ch. 64), avis est donné par l'honorable C.-J. Arcand, Ministre du Travail, que "L'Union Nationale Catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan" et "L'Union Nationale Catholique des Employés-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan", lui ont conjointement présenté, ce jour, une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre,

## D'UNE PART:

"L'Union Nationale Catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan"

## ET D'AUTRE PART:

"L'Union Nationale Catholique des Employés-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan", soit rendue obligatoire pour les salariés et les employeurs des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I.—a) Dans la présente convention, le mot "employeur" signifie tout homme du métier qui tient salon de beauté et qui a des employés à son service. Le mot "employeur", pour les fins de la présente convention, comprend et désigne aussi, toute personne qui loue pour lui-même à l'heure ou à forfait les services individuels d'un maître-barbier ou d'un maître-coiffeur de l'un ou l'autre sexe.

b) Le mot "compagnon" signifie toute personne du métier qui a fait son apprentissage selon les conditions ci-après déterminées et qui a obtenu, soit du Bureau des Examineurs nommé par le comité conjoint, soit de son organisation ouvrière, un certificat de qualification, lui donnant droit au salaire régulier de compagnon stipulé ci-après.

c) Le mot "apprenti" signifie toute personne du métier à qui le comité conjoint ou l'organisation ouvrière aura décerné un certificat constatant qu'elle apprend l'un ou l'autre des métiers mentionnés ci-après et lui donnant droit d'être rémunérée suivant l'échelle de salaire prévue pour la période d'apprentissage.

d) Les expressions "barbier, coiffeur et coiffeuse" signifient et comprennent toute personne qui fait la barbe, coupe, tond, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, donne des massages, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains, la chevelure ou le cuir chevelu.

## II.—Durée du travail.

a) Pour les barbiers, coiffeurs et coiffeuses pour hommes et pour dames, les heures de travail seront réparties entre 8.00 a.m. et midi, le lundi; entre 8.00 a.m. et 8.00 p.m., les mardi, mercredi, jeudi et vendredi; entre 8.00 a.m. et 11.00 p.m., le samedi et la veille des fêtes chômées. Pendant ces journées de travail, les em-

## NOTICE

(Respecting a request for the extension of the collective labour agreement entered into between "L'Union Nationale-Catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan" and "L'Union Nationale Catholique des Employés-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan".)

Pursuant to Article 4 of the Act respecting the extension of Collective Labour Agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), notice is given by the Honourable C. J. Arcand, Minister of Labour, that "L'Union Nationale Catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan" and "L'Union Nationale Catholique des Employés-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan", have jointly presented to him, this day, a request to the effect that the collective labour agreement entered into between,

## ON THE ONE PART:

"L'Union Nationale Catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan",

## AND, ON THE OTHER PART:

"L'Union Nationale Catholique des Employés-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan", be rendered obligatory for the employers and employees of the trades concerned, according to the following conditions:

I.—a) In the present agreement, the word "employer" signifies any tradesman who operates a beauty parlour and who has employees at his service. The word "employer" for the purposes of the present agreement, includes and designates also any person who personally hires by the hour or by the job the personal services of a master-barber or a master-hairdresser of either sex.

b) The word "journeyman" signifies any tradesman who has served his apprenticeship according to the conditions hereinafter determined and who has obtained, either from the Board of Examiners appointed by the Joint Committee, or from his Trade organization, a certificate of competency, entitling him to the regular journeyman's salary stipulated hereinafter.

c) The word "apprentice" signifies any tradesman to whom the Joint Committee or the Trade organization has given a certificate stating that he is learning one or the other of the trades mentioned hereinafter and entitling him to be paid according to the rate of wages provided for the period of apprenticeship.

d) The expressions barber, male and female hairdresser, signify and include any person who shaves, cuts, clips, fixes, trims and sings hair, washes the head by the method of shampooing, gives massages, manicures, facial, skin, hand and hair or scalp treatments.

## II.—Working Hours:

a) For Barbers and male and female hairdressers for men and women, the working hours shall be divided between 8.00 A.M. and noon, Monday; between 8.00 A.M. and 8.00 P.M., Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays; between 8.00 A.M. and 11.00 P.M. Saturdays and the eves of holidays. During these working

ployés auront droit à une heure pour le dîner et une heure pour le souper. Il n'y aura pas de travail les dimanches, les fêtes d'obligation, le Jour de la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du Travail.

### III.—*Tarif des salaires:*

Le salaire minimum pour le temps régulier sera le suivant:

a) Pour les barbiers et coiffeurs pour hommes et pour dames \$15.00 par semaine plus 50% de toutes recettes au-dessus de \$25.00 faites par l'employé au cours de la semaine ou \$18.00, par semaine, sans pourcentage.

b) Pour les coiffeuses pour dames: \$12.50 par semaine.

c) Aucun employeur n'aura le droit de réduire le salaire d'un employé recevant plus que le minimum ci-haut mentionné lors de la signature de cette convention.

### *Salaires à contrat:*

Le salaire de toute personne du métier; maître ou employé-barbier, coiffeur pour hommes et pour dames, coiffeuse qui travaille à contrat, à la pièce ou à forfait, ne devra jamais être inférieur aux taux suivants:

Barbe .....	\$0.15
Barbe à domicile .....	0.50
Cheveux, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, pour hommes .....	0.25
Cheveux, pour femmes .....	0.25
Cheveux, pour enfants au-dessous de 15 ans .....	0.15
Cheveux pour hommes, tous les samedi et veille de fêtes chômées .....	0.35
Cheveux pour femmes, tous les samedi et veille de fêtes chômées .....	0.35
Cheveux pour enfants, tous les samedi et veille de fêtes chômées .....	0.25
Cheveux pour hommes et femmes à domicile, tous les samedi et veille de fêtes chômées .....	0.50
Manucure .....	0.50
Teinture de cheveux .....	3.00
Ondulation permanente .....	3.00
Ondulation au Komol et papier .....	0.75
Ondulation à l'eau ou marcel .....	0.50
Flambage des cheveux .....	0.25
Shampooing .....	0.35
Shampooing sec .....	0.25
Massage .....	0.35
Massage lotion .....	0.25
Lotion .....	0.20
Tonique .....	0.20
Aiguisage de rasoirs .....	0.25
Aiguisage de ciseaux .....	0.25

Toute entente pour diminuer les taux ci-dessus mentionnés, soit à l'heure, soit au contrat, sera nulle.

Aucun objet d'une valeur quelconque, pouvant servir à abaisser les taux ci-haut énumérés, ne pourra être donné au client.

### IV.—*Apprentissage:*

Apprentis barbiers coiffeurs et coiffeuses.

a) Aucun apprenti ne saurait être accepté avant seize ans révolus. Il devra avoir terminé au moins, sa cinquième année de cours élémentaire.

b) Dans aucun salon, il ne sera permis d'avoir plus d'un apprenti.

days, employees are entitled to one hour for dinner and one hour for supper. No work shall be done on Sundays, holidays of obligation, Saint Jean Baptiste day and Labour Day.

### III.—*Rate of Wages:*

The minimum wage for regular time shall be:

a) For barbers and men's hairdressers: \$15.00 per week plus 50% of all receipts in excess of \$25.00 made by the employee in the course of the week or \$18.00 per week without percentage;

b) For ladies' hairdressers: \$12.50 per week;

c) No employer has the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum hereinabove mentioned at the time of the signing of the present agreement.

### *Wages by the job or piece work:*

The salary of any tradesman, master or employee, barber, male or female hairdresser, who works on contract, piece work or on the job, must never be less than the following rate:

Shave .....	\$0.15
Shave at home .....	0.50
Haircut, Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays, men .....	0.25
Haircut, women .....	0.25
Haircut, children under 15 years .....	0.15
Haircut, men, all Saturdays and eves of holidays .....	0.35
Haircut, women, all Saturdays and eves of holidays .....	0.35
Haircut, children, all Saturdays and eves of holidays .....	0.25
Haircut, men and women at home, all Saturdays and eves of holidays .....	0.50
Manicure .....	0.50
Dyeing of hair .....	3.00
Permanent wave .....	3.00
Komol and paper wave .....	0.75
Water wave or Marcel .....	0.50
Singeing of hair .....	0.25
Shampoo .....	0.35
Dry shampoo .....	0.25
Massage .....	0.35
Lotion Massage .....	0.25
Lotion .....	0.20
Tonic .....	0.20
Sharpening a razor .....	0.25
Sharpening of scissors .....	0.25

Any agreement to diminish the rate of wages hereinabove mentioned, either per hour, or job, shall be null.

No object of any value whatsoever which may serve to decrease the rate hereinabove mentioned, may be given to a customer.

### IV.—*Apprenticeship:*

Barbers, male and female hairdressers.

a) No apprentice may be accepted before having completed their sixteenth year. He or she must have completed the fifth year elementary grade.

d) No parlour is permitted to have more than one apprentice.

c) Le patron devra faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations du métier afin d'en faire un ouvrier compétent.

d) Le salaire de l'apprenti sera le suivant:

Après 6 mois de pratique dans un salon de barbier et de beauté .....	\$5.00
Après 12 mois de pratique dans un salon de barbier et de beauté .....	7.50
Après 18 mois de pratique dans un salon de barbier et de beauté .....	10.00

e) L'apprentissage comporte un cours spécial d'hygiène de six mois.

f) Au cas où un patron voudrait discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit jours à son service, il devra en donner avis au comité conjoint au moins une semaine à l'avance.

V.—Les compagnons qui, en raison de leur âge avancé ou pour cause d'infirmités, ne sauraient donner le rendement moyen d'un ouvrier compétent, pourront voir leur cas référé au Comité Paritaire, lequel, pourra, s'il y a lieu reviser l'échelle de salaire pour chacun des cas soumis à son attention.

VI.—La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend les villes de Shawinigan et Grand'Mère.

VII.—La présente convention sera valable à compter de la date de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel, approuvant la présente requête et restera en vigueur pour une période de trois ans.

Au cas où une nouvelle convention ne pourrait être signée en temps pour faire suite à la présente convention, cette entente sera continuée jusqu'à ce que la nouvelle convention devienne en vigueur.

VIII.—Du consentement des deux parties au contrat, le comité conjoint, au nom des parties contractantes, pourra apporter toute modification qu'il jugera dans l'intérêt de la profession.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,  
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail.  
Québec, ce juin, 1935. 3371-0

#### AVIS

(Relatif à une demande de modification de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 987 du 13 avril, 1935, par les parties contractantes de ladite convention.)

Conformément à l'Article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendé par 25-26 Geo. V, ch. 64), avis est donné par l'honorable C.-J. Arcand, Ministre du Travail, que les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 987 du 13 avril 1935, lui ont demandé les modifications suivantes dudit arrêté:

Le paragraphe b de l'article 3 dudit arrêté est remplacé par le suivant:

"b) Nonobstant les dispositions du paragraphe

c) The proprietor must gradually instruct his apprentice in the various operations of the trades in order that he may finally produce a competent worker.

d) Apprentices wages shall be the following:

After 6 months' practice in a barber-shop or beauty parlour .....	\$5.00
After 12 months' practice in a barber-shop or beauty parlour .....	7.50
After 18 months' practice in a barber-shop or beauty parlour .....	10.00

e) Apprenticeship includes a six months' special course in hygiene.

f) In the case where a proprietor desires to dispense with an employee after over eight days' service, he must give notice to the Joint Committee at least one week in advance thereof.

V.—Journeymen who, due to advanced age, or infirmity, are unable to give the ordinary service of a competent worker, may have their case referred to the Comité Paritaire, which committee may, if expedient, revise the scale of wages for each case submitted to its consideration.

VI.—The Territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the Towns of Shawinigan and Grand'Mère.

VII.—The present agreement shall come into force on the date of the publication in the *Quebec Official Gazette*, of the Order in Council approving the present request and shall remain in force for a period of three years.

In case a new agreement cannot be signed in time to follow the present agreement, this agreement shall continue until the new agreement shall come into force.

VIII.—With the consent of the two parties to the agreement, the Joint Committee in the name of the contracting parties, may make any modification which it may deem to be in the interest of the profession.

During the thirty days following the publication of the present notice, the Honourable Minister of Labour will receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.  
Quebec, June, 1935. 3372

#### NOTICE

(Respecting a request for the modification of the Collective Labour Agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 987 of April 13, 1935, by the contracting parties to the said agreement.)

Pursuant to Article 5 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), notice is given by the honourable C. J. Arcand, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 987 of April 13, 1935, have requested the following modifications to the said Order in Council:

Sub-section b of Section 3 of the said Order in Council is replaced by the following:

"b) Notwithstanding the provisions of the

précédent, il est stipulé et convenu que dans toutes les municipalités de la juridiction territoriale déterminée à l'Article II de cette convention et dont la population était de moins de 8,000 âmes au dernier recensement du Dominion du Canada, les contrats généraux de construction dont le coût total, salaires et matériaux compris, est de moins de \$10,000.00, seront assujettis à l'échelle de salaires suivants:

Métiers	Salaires horaïres
Charpentiers-menuisiers.....	\$0.35
Journaliers (ouvriers non-qualifiés)...	0.25
Monteurs en charpente métallique...	0.40
Mécaniciens de machines fixes.....	0.35
Mécaniciens de machines fixes (opérateurs de grues).....	0.40
Couleurs de blanc.....	0.30
Porteurs d'oiseau.....	0.30
Expert en terrazo, poseurs de tuiles et mosaïques.....	0.40
Faiseurs de mortier, brasseurs de célanite.....	0.30
Poseurs de lattes en bois.....	0.35
Poseurs de lattes métalliques.....	0.35
Tireurs de joints, finisseurs de ciment.....	0.35
Charretiers fournissant deux chevaux.....	0.45
Charretiers fournissant un cheval.....	0.35
Apprentis pour les métiers ci-dessus exigeant un apprentissage:	
Première année.....	\$0.10
Deuxième année.....	0.15
Troisième année.....	0.25

Si, dans lesdites municipalités de moins de 8,000 âmes, le coût total d'un contrat de construction excède \$10,000.00, la main d'œuvre résidant dans la localité et dans un rayon de cinq milles sera rémunérée suivant l'échelle des salaires du présent paragraphe (b).

Toutefois, la main d'œuvre provenant des autres centres bénéficiera de l'échelle des salaires mentionnés au paragraphe (a) du présent article.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GÉRARD TREMBLAY,  
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,  
Québec, juin 1935. 3405-o

#### AVIS

(Relatif à une demande de modification de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 941 du 9 avril 1935, amendé par les arrêtés Nos 1027 et 1335 des 17 avril et 22 mai, 1935).

Conformément à l'Article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendé par 25-26 Geo. V, ch. 64) avis est donné par l'honorable C.-J. Arcand, Ministre du Travail, que les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 941 du 9 avril, 1935, amendé par les arrêtés Nos 1027 et 1335 des 17 avril et 22 mai, 1935, lui ont demandé les modifications suivantes dudit arrêté:

L'Article IV-A est remplacé par le suivant:

IV.—1. Les mots "ouvrier préposé à l'entretien" signifient et comprennent tout ouvrier qua-

preceding paragraph, it is stipulated and agreed that, in all the municipalities within the territorial jurisdiction determined in Article II of the present agreement and whereof the population was less than 8,000 souls at the last census of the Dominion of Canada, the general building contracts whereof the total cost, salaries and material included, is less than \$10,000.00 shall be subject to the following rate of wages:

Trades	Wages per hour
Carpenters and joiners.....	\$0.35
Labourers (common).....	0.25
Structural Steel Workers.....	0.40
Stationery enginemen.....	0.35
Stationery enginemen (hoist engineers)	0.40
Plaster Pourers.....	0.30
Hod carriers.....	0.30
Expert in terrazo work, tile and mosaic layers.....	0.40
Mortar makers, celanite mixers.....	0.30
Lather—wood.....	0.35
Lathers—metal.....	0.35
Joint pointers, cement finishers.....	0.35
Carters with two horse vehicle.....	0.45
Carters with one horse vehicle.....	0.35
Apprentices for the hereinabove mentioned trades exacting an apprenticeship:	
First year.....	\$0.10
Second year.....	0.15
Third year.....	0.25

If in such municipalities of less than eight thousands souls, the total cost of a building contract exceeds \$10,000.00, workers living in the said municipality and within a radius of 5 miles from its limits, shall be paid according to the schedule of the present sub-section (b).

However, workers coming from other centers should benefit from the schedule of wages mentioned in sub-section (a) of the present section.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 1935. 3406-o

#### NOTICE

(Respecting a request for the modification of the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 941 of the 9th. of April, 1935, amended by the orders in council Nos. 1027 and 1335 of the 17th. of April and 22nd. of May, 1935.)

Pursuant to Article 5 of the Act respecting the Extension of Collective Labour Agreements (24 Geo. V, ch. 56 amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), notice is given by the Honourable C. J. Arcand, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 941 of the 9th. of April, 1935, amended by the orders in council Nos. 1027 and 1335 of the 17th. of April and 22nd. of May, 1935, have requested the following modifications to the said Order in Council:

Section IV-A is replaced by the following:

"IV.—1. The words "maintenance man" signify and comprise any qualified workman or

lifié (de métier) ou non-qualifié de l'industrie du bâtiment et qui est engagé à l'année par un même employeur.

2. Les ouvriers préposés à l'entretien des églises, des chapelles, des édifices servant d'église ou de chapelle, des séminaires, des universités, des collèges, des couvents, des monastères, des hôpitaux publics ou privés, des orphelinats, des asiles, des refuges, des crèches ou des ouvriers, bénéficieront des conditions de travail suivantes:

Dans l'île de Montréal:

Salaires des hommes de métier: minimum de \$20.00 par semaine

Salaires des ouvriers non-qualifiés (journaliers): minimum de \$14.00 par semaine.

A l'extérieur de l'île de Montréal:

Salaires des hommes de métier: minimum de \$18.00 par semaine;

Salaires des ouvriers non-qualifiés (journaliers): minimum de \$12.00 par semaine.

3. Les ouvriers préposés à l'entretien d'établissements manufacturiers ou d'immeubles en majeure partie ou intégralement utilisés comme établissements manufacturiers, de même que les ouvriers préposés à l'entretien dans un hôtel, dans un édifice public ou à bureaux, dans une conciergerie ou dans des résidences de toutes sortes, bénéficieront des conditions de travail suivantes:

Dans l'île de Montréal:

Salaires des hommes de métier: minimum de \$22.00 par semaine;

Salaires des ouvriers non-qualifiés (journaliers): minimum de \$16.00 par semaine.

A l'extérieur de l'île de Montréal:

Salaires des hommes de métier: minimum de \$18.00 par semaine;

Salaires des ouvriers non-qualifiés (journaliers): minimum de \$15.00 par semaine.

4. Heures de travail: 48 heures par semaine, sans limitation journalière de la durée du travail.

5. Tout travail supplémentaire sera rémunéré selon le tarif horaire déterminé par chacun des métiers.

6. L'employeur pourra déduire du salaire de l'ouvrier \$3.00 par mois et par chambre, si tel ouvrier loge dans l'établissement. Une déduction de pas plus de 25 sous par repas sera autorisée si l'ouvrier est pensionné dans l'établissement.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,  
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,  
Québec, juin 1935.

3407-o

unqualified workman of the building trades and who is employed throughout the year by the same employer.

2. Maintenance men employed in churches, chapels or buildings used as churches or chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, public or private hospitals, orphan asylums, asylums, refuges, charity work-rooms (ouvriers) shall benefit of the following conditions of labour:

Within the Island of Montreal:

Wages of skilled workmen: minimum of \$20.00 per week;

Wages of unskilled workmen (labourers): minimum of \$14.00 per week.

Beyond the Island of Montreal:

Wages of skilled workmen: minimum of \$18.00 per week;

Wages of unskilled workmen (labourers): minimum of \$12.00 per week.

3. Maintenance men employed in manufacturing establishments or buildings used wholly or for the most part as manufacturing establishments, together with maintenance men employed in hotels, office or public buildings, apartment buildings or dwelling houses of any kind, shall benefit from the following conditions of labour:

Within the Montreal Island:

Wages of skilled workmen: minimum of \$22.00 per week;

Wages of unskilled workmen (labourers): minimum of \$16.00 per week.

Beyond the Montreal Island:

Wages of skilled workmen: minimum of \$18.00 per week;

Wages of unskilled workmen (labourers): minimum of \$15.00 per week.

4. Hours of labour: 48 hours per week, without any daily limitation of the duration of work.

5. Overtime shall be paid on the bases of regular hourly trades.

6. The employer may charge a maximum of \$3.00 per month and per room rent where such employees live within the establishment. A maximum reduction of 25 cents is allowed for each meal if the employee is boarded in the establishment.

During the thirty days following the publication of this notice, the honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,  
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, June 1935.

3408-o

## Index de la Gazette officielle de Québec, No 24

ANNONCEURS:—AVIS AUX..... 2507

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant "Danish Canadian Society,  
Montreal, Inc."..... 2584  
Concernant "La Fédération Ouvrière de  
Victoriaville et des environs"..... 2588  
Concernant la Loi de la limitation des  
heures de travail..... 2582  
Concernant la Loi de la protection des  
plantes..... 2584

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 24

ADVERTISERS:—NOTICE TO..... 2507

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the "Danish Canadian Soci-  
ety, Montreal, Inc."..... 2584  
Respecting "La Fédération Ouvrière de  
Victoriaville et des environs"..... 2588  
Concerning the Act respecting the limit-  
ing of Working Hours..... 2582  
Respecting the Plant Protection Act.... 2584

Concernant l'amendement suivant aux règlements en exécution de la Loi des chaudières à vapeur et des appareils sous pression.....	2581	Concerning the following amendments to the regulations in the carrying out of the Act respecting steam boilers and pressure vessels.....	2581
Concernant l'Article 9 de la Loi de la Gazoline.....	2553	Concerning Section 9 of the Gasoline Act.....	2553
Concernant "L'Association des Employés en Plomberie et en Chauffage pour la ville et le comté de Hull".....	2587	Respecting "L'Association des Employés en Plomberie et en Chauffage pour la ville et le comté de Hull....."	2587
Concernant les mauvaises herbes.....	2586	Respecting Noxious Weeds.....	2586
Concernant "L'Union Nationale Catholique des Compagnons-Boulangers de Québec".....	2582	Respecting "L'Union Nationale Catholique des Compagnons-Boulangers de Québec....."	2582
Loi concernant la Gazoline.....	2554	An Act respecting Gasoline.....	2554
ASSURANCES:—		INSURANCES:—	
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Causapsal.....	2554	Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Jacques le Majeur de Causapsal.....	2554
AVIS DIVERS:—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
Commission de l'Industrie laitière.....	2556	Dairy Industry Commission.....	2556
Commission de l'Industrie laitière.....	2557	Dairy Industry Commission.....	2557
Concernant une législation destinée à abroger l'article 7 de la Loi du dimanche.....	2580	Respecting a legislation destined to repeal Article 7 of the Sunday Observance Act.....	2580
L'Hôpital Laval.....	2555	L'Hôpital Laval.....	2555
Marquette Construction Corporation.....	2555	Marquette Construction Corporation.....	2555
Poulin Gold Mines, Limited.....	2556	Poulin Gold Mines, Limited.....	2556
BUREAU-CHEF:—		CHIEF-OFFICE:—	
Laviolette-Baribeau, Ltée.....	2558	Laviolette-Baribeau, Ltée.....	2558
Mills, Limited.....	2557	Mills, Limited.....	2557
Montreal Canadian, Limited.....	2558	Montreal Canadian, Limited.....	2558
Tower Hat Corporation, Limited.....	2558	Tower Hat Corporation, Limited.....	2558
CHARTER:—ABANDON DE:—		CHARTER—SURRENDER OF:—	
Quebec Gold Dredging Company.....	2558	Quebec Gold Dredging Company.....	2558
Rose Frocks, Ltd.....	2558	Rose Frocks, Ltd.....	2558
Sam. Ouellette, Limitée.....	2559	Sam. Ouellette, Limitée.....	2559
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—		DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—	
Municipalité de Beaupré.....	2560	Municipality of Beaupré.....	2560
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
A. M. Boucher & Co., Ltd.....	2508	A. M. Boucher & Co., Ltd.....	2508
A. T. Ross, Limited.....	2509	A. T. Ross, Limited.....	2509
Consolidated Finance Corp.....	2529	Consolidated Finance Corp.....	2529
Electrique de Mont-Laurier, Ltée.....	2563	Electrique de Mont-Laurier, Ltée.....	2563
Ernest Albert Furs, Ltd.....	2532	Ernest Albert Furs, Ltd.....	2532
General Import Company.....	2511	General Import Company.....	2511
Hamel & Guertin, Ltée.....	2513	Hamel & Guertin, Ltée.....	2513
Hampstead Homes, Limited.....	2545	Hampstead Homes, Limited.....	2545
Hyman's Ladies Wear, Inc.....	2515	Hyman's Ladies Wear, Inc.....	2515
Italian Bowling Club, Inc.....	2552	Italian Bowling Club, Inc.....	2552
La Compagnie du Pont Plessis-Belair.....	2564	La Compagnie du Pont Plessis-Belair.....	2564
La Ligue du Service.....	2516	La Ligue du Service.....	2516
Levi Brochu, Limitée.....	2518	Levi Brochu, Limitée.....	2518
L'Imprimerie Rapide, Ltée — The Rapid Printing, Ltd.....	2519	L'Imprimerie Rapide, Ltée — The Rapid Printing, Ltd.....	2519
Montreal Boston Crackers, Inc.....	2520	Montreal Boston Crackers, Inc.....	2520
Orange & Grape Julep Co., Ltd.....	2539	Orange & Grape Julep Co., Ltd.....	2539
Oxford Slipper Mfg. Co., Inc.....	2549	Oxford Slipper Mfg. Co., Inc.....	2549
Pat Wims, Limited.....	2521	Pat Wims, Limited.....	2521
Sherbrooke Ice & Fuel Co., Ltd.....	2523	Sherbrooke Ice & Fuel Co., Ltd.....	2523
The North Packing Co., Ltd — La Salaison du Nord, Ltée.....	2525	The North Packing Co., Ltd — La Salaison du Nord, Ltée.....	2525
York Underwriting Corporation, Limited	2534	York Underwriting Corporation, Limited	2534

## MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

L'Union Nationale Catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan.....	2592
Modification de l'arrêté ministériel No 2208 du 12 septembre 1934, modifié par l'arrêté ministériel No 424 du 8 février, 1935.....	2591
Modification de l'arrêté ministériel No 987 du 13 avril 1935.....	2594
Modification de l'arrêté ministériel No 941 du 9 avril 1935, amendé par les arrêtés ministériels Nos 1027 et 1335 des 17 avril et 22 mai 1935.....	2595

## MINUTES DE NOTAIRES:—

Tétreault, Lindor.....	2559
------------------------	------

## NOMINATIONS:—

Diverses.....	2566
---------------	------

## PROCLAMATION:—

Cadastre du canton de Beauchastel.....	2559
--	------

## SOUMISSIONS:—

Cité de Longueuil.....	2561
------------------------	------

## VENTES—LOI DE FAILLITE:—

Adam, Lucien.....	2562
La Caisse Populaire de Saint-Eusèbe de Stanfold.....	2562

## VENTES POUR TAXES:—

Ville de Montréal-Ouest.....	2555
------------------------------	------

## VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

## ABITIBI:—

Ladouceur vs Mercure.....	2566
---------------------------	------

## BEAUHARNOIS:—

Coallier <i>et al</i> vs Coallier.....	2567
Roch <i>et vir</i> vs Lapalme.....	2567

## BEDFORD:—

Larose vs Larocque.....	2568
-------------------------	------

## IBERVILLE:—

Desmarais vs Campbell.....	2569
Goforth <i>et vir</i> vs Major.....	2569
Heins vs Bessette.....	2568
Joanette vs Guay.....	2570

## MONTCALM:—

Grondin vs Héritiers L. Mayer.....	2570
------------------------------------	------

## MONTREAL:—

Archambault vs Picard <i>et vir</i> .....	2574
Bourdon <i>et vir</i> vs Riopelle.....	2570
Commissionaires d'écoles de Pointe-Claire vs Gillet.....	2572
Desmarchais vs MacDonald.....	2573
Ducharme vs Beaudry.....	2573

## DEPARTMENT OF LABOUR:—

L'Union Nationale Catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs des Chutes Shawinigan.....	2592
Modification of the Order in Council No. 2208 of September 12, 1934, modified by the Order in Council No. 424 of February, 8, 1935.....	2591
Modification of the Order in Council No. 987 of April 13, 1935.....	2594
Modification of the Order in Council No. 941 of April 9, 1935, amended by the Orders in Council Nos. 1027 and 1335 of April 17, and May 22, 1935.....	2595

## NOTARIAL MINUTES:—

Tétreault, Lindor.....	2559
------------------------	------

## APPOINTMENTS:—

Miscellaneous.....	2566
--------------------	------

## PROCLAMATION:—

Cadastre of the township of Beauchastel.....	2559
--	------

## TENDERS:—

City of Longueuil.....	2561
------------------------	------

## SALES—BANKRUPTCY ACT:—

Adam, Lucien.....	2562
La Caisse Populaire de Saint-Eusèbe de Stanfold.....	2562

## SALE FOR TAXES:—

Town of Montreal West.....	2555
----------------------------	------

## SHERIFFS' SALES:—

## ABITIBI:—

Ladouceur vs Mercure.....	2566
---------------------------	------

## BEAUHARNOIS:—

Coallier <i>et al</i> vs Coallier.....	2567
Roch <i>et vir</i> vs Lapalme.....	2567

## BEDFORD:—

Larose vs Larocque.....	2568
-------------------------	------

## IBERVILLE:—

Desmarais vs Campbell.....	2569
Goforth <i>et vir</i> vs Major.....	2569
Heins vs Bessette.....	2568
Joanette vs Guay.....	2570

## MONTCALM:—

Grondin vs Heirs L. Mayer.....	2570
--------------------------------	------

## MONTREAL:—

Archambault vs Picard <i>et vir</i> .....	2574
Bourdon <i>et vir</i> vs Riopelle.....	2570
School Commissioners of Pointe Claire vs Gillet.....	2572
Desmarchais vs MacDonald.....	2573
Ducharme vs Beaudry.....	2573

La Corp. de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada vs Laurin.....	2574	La Corp. de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada vs Laurin.....	2574
Morin vs Crépeau <i>et al.</i> .....	2574	Morin vs Crépeau <i>et al.</i> .....	2574
The Imperial Life Ass. Co. of Canada vs Laframboise <i>et al.</i> .....	2576	The Imperial Life Ass. Co. of Canada vs Laframboise <i>et al.</i> .....	2576
The Prudential Ins. Co. of America vs Gagnon.....	2571	The Prudential Ins. Co. of America vs Gagnon.....	2571
The Prudential Ins. Co. of America vs Leger.....	2572	The Prudential Ins. Co. of America vs Leger.....	2572
The Prudential Ins. Co. of America vs Lemieux <i>et vir</i> .....	2575	The Prudential Ins. Co. of America vs Lemieux <i>et vir</i> .....	2575
RICHELIEU:—		RICHELIEU:—	
Vincent vs Lussier.....	2576	Vincent vs Lussier.....	2576
SAINT-FRANCOIS:—		SAINT FRANCIS:—	
Syndics d'écoles du canton de Barnston vs Perras.....	2576	School Trustees of the Township of Barnston vs Perras.....	2576
SAINT-HYACINTHE:—		SAINT HYACINTHE:—	
Grise vs Pothier.....	2577	Grise vs Pothier.....	2577
Labossière vs Loiselle.....	2578	Labossière vs Loiselle.....	2578
TERREBONNE:—		TERREBONNE:—	
Lavallée vs Carter.....	2578	Lavallée vs Carter.....	2578
TROIS-RIVIÈRES:—		TROIS-RIVIERES:—	
Charland vs Lacharité.....	2580	Charland vs Lacharité.....	2580
Frigon <i>et vir</i> vs Houde.....	2580	Frigon <i>et vir</i> vs Houde.....	2580

